

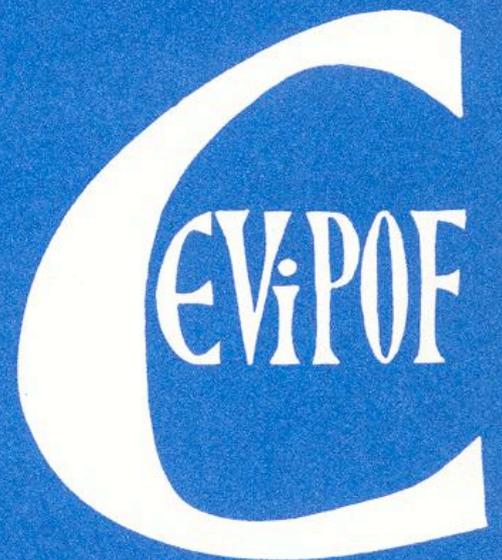
4

CRISE ET
RADICALISATION
POLITIQUE

années 30

années 80

cahiers du



CENTRE D'ETUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE
Fondation Nationale des Sciences Politiques / Centre National de la Recherche Scientifique

Cahiers du CEVIPOF - 4

CRISE ET RADICALISATION POLITIQUE
Années trente - Années quatre-vingts

juin 1989

CENTRE D'ETUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANCAISE

Fondation Nationale des Sciences Politiques
Centre National de la Recherche Scientifique
10, rue de la Chaise - 75007 PARIS
Tél. 45 48 63 18 / 45 49 50 50

Ce cahier rassemble les textes des communications présentées lors de la journée d'étude du 10 janvier 1989, organisée par le Centre d'Etude de la Vie Politique Française et le Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle :

CRISE ET RADICALISATION POLITIQUE
Années trente - Années quatre-vingts

Les Français face à la crise

Crise économique et radicalisation politique dans les années 1930	5
Les Français face à la crise : 1975(?) - 1980	11

Les responsables de la crise dans l'opinion

Les responsables de la crise dans les années trente.....	49
La crise des années soixante-dix : perception des responsabilités.....	61

La réponse des partis de gouvernement

La réponse des partis dans les années trente.....	69
---	----

La réponse dans l'extrémisme politique

L'extrémisme comme phénomène politique dans la France des années trente.....	81
Extrémismes de gauche, extrémismes de droite dans les années quatre-vingts.....	93



LES FRANCAIS FACE A LA CRISE



*CRISE ECONOMIQUE ET RADICALISATION POLITIQUE
DANS LES ANNEES 1930*

Afin d'échapper à la sempiternelle discussion sur les mérites et la justesse des travaux d'Alfred Sauvy, j'ai choisi de me limiter à l'étude d'une seule catégorie de Français confrontés à la crise des années trente : les "Gros". Et cela pour deux raisons : je disposais d'une source précieuse - que j'avais déjà utilisée, en partie, pour des publications antérieures - *Le Journal des Finances* ; je crois, d'autre part, intéressant de restituer les comportements d'une catégorie sociale hétérogène, aux contours souvent imprécis, mais omniprésente dans le discours politique et économique de l'entre-deux-guerres.

LES "GROS" ET LA CRISE

On peut esquisser un portrait assez fidèle des "Gros" à partir du corpus du *Journal des Finances* - une centaine d'articles couvrant l'ensemble de la période (1930-1939) et autant de notules sur les aspects anecdotiques de la crise, tels que l'évolution d'un patrimoine ou d'une valeur boursière, les sentiments d'un contemporain comme Germain-Martin ou Gaston Gèze, des tableaux statistiques partiels -.

Deux critères définissent l'appartenance au groupe des "Gros".

- En premier lieu, les revenus, égaux ou supérieurs à 350.000 francs par an (en francs 1988). Ils se répartissent en deux parts d'importance inégale, composées de 35% au plus de revenus fixes et de 60 à 70% de revenus variables. Alors qu'il était fluctuant pendant les années 1920, en raison des chocs inflationnistes, ce rapport se stabilise durant la crise sous le triple effet de l'effondrement des portefeuilles mobiliers et de l'importance prise par les retraites, puis par les allocations familiales.

- Le second critère touche au type de métier exercé. Certaines professions confèrent automatiquement l'appartenance à l'échantillon, parce que le niveau d'études qu'elles exigent ou la reconnaissance sociale qu'elles sous-entendent impliquent une rémunération élevée : magistrats et officiers supérieurs,

professeurs d'université, médecins, avocats et officiers ministériels des grandes villes, cadres supérieurs de l'industrie et de la banque. Pour les rentiers, les ingénieurs, les propriétaires d'entreprise et les agriculteurs, seul le critère financier peut être retenu.

En confrontant les données fournies par *Le Journal des Finances* avec celles des successions et des achats d'actions, on trace un quadrilatère géographique de la richesse : Caen, Troyes, Sedan et Dunkerque le délimitent, avec - ce qui ne surprendra personne - une prééminence de la région parisienne qui concentre, selon mes estimations, 70% des revenus supérieurs.

Pour compléter ce portrait, j'ajouterai que deux groupes démographiques sont particulièrement concernés par la crise, les jeunes diplômés de 28 à 35 ans et les gens âgés de plus de 60 ans. Dans les deux cas, surgit une préoccupation commune : la crise risque-t-elle d'entraîner l'extinction des "Gros" - soit à cause de la diminution du nombre de mariages et d'enfants chez les jeunes, soit à cause de l'accroissement de la mortalité que provoquerait l'angoisse ou la réalité de la ruine chez les vieux ?

La chronologie de la crise n'est pas identique pour tous les "Gros". La récession économique touche précocement les rentiers et les patrons de l'industrie ou du commerce - dès la fin de l'année 1929.

- Les premiers subissent de lourdes pertes sur leur portefeuille de valeurs étrangères (estimées à 25% du capital pour le premier semestre 1930 par *Le Journal des Finances*) et ils sont victimes de la chute du cours des obligations.

- Les seconds sont frappés de plein fouet par la déflation : en raison de la contraction de la masse monétaire, ils sont obligés de puiser dans leurs réserves personnelles pour financer des investissements ou pour rembourser les dettes de leur entreprise - ce qui se traduit, dès 1931, avant que la crise française soit perçue dans toutes ses dimensions, par une psychose de la faillite industrielle et commerciale.

En revanche, les ingénieurs et les hauts fonctionnaires subissent tardivement le choc de la crise. Jusqu'en 1935, en effet, les jeunes ingénieurs, embauchés dans l'industrie automobile, chimique et sidérurgique, voient leurs salaires multipliés par trois par rapport à 1929 - soit une progression plus rapide que celle observée dans les années vingt.

Quant aux hauts fonctionnaires, il faut attendre les décrets-lois Laval de juillet 1935 et la suppression - limitée - d'un certain nombre de postes "inutiles" pour voir leur situation financière menacée.

Enfin, il y a ceux qui échappent à la crise. Leur nombre est d'autant plus difficile à évaluer qu'ils ne s'en vantent pas. Cependant, j'ai relevé deux articles (en juin 1933 et en février 1936) qui expliquent comment un rentier et un ingénieur ont réussi à faire progresser leur patrimoine boursier de 30 et 37% grâce à une gestion judicieuse.

A partir d'avril 1936, pour des raisons politiques évidentes, *Le Journal des Finances* prend un ton catastrophiste. Il insiste, notamment, sur l'impossibilité où se trouveraient les grands propriétaires terriens et les industriels d'assurer, sans morcellement, la transmission de leur patrimoine.

Si l'observation semble justifiée en ce qui concerne la propriété agricole en Ile-de-France, on ne note aucune rupture en ce domaine ni dans le reste du "quadrilatère de la richesse" ni pour l'ensemble des successions industrielles.

A cette chronologie décalée correspond une perception souvent erronée de la crise.

Ainsi, *Le Journal des Finances* se fait l'écho des plaintes des "Gros" à propos de la fiscalité, du prix des assurances, des impôts sur les successions - autant de dépenses qui réduiraient la part des revenus disponibles pour les loisirs et les plaisirs de la vie. En fait, le poids de la fiscalité semble se stabiliser autour de 7% du budget familial, soit une proportion inférieure à ce qu'elle représente pour les classes moyennes. Le fantôme de la taxation du capital ne cesse pourtant de hanter les esprits. De plus, la stabilité de leur taux d'épargne prouve que les "Gros" ont su adapter le niveau de leurs dépenses à des revenus contractés sans déséquilibrer leur budget. Néanmoins, les colonnes du *Journal des Finances* sont pleines des doléances de ceux qui estiment qu'un taux d'épargne inférieur à 20% du revenu est synonyme d'appauvrissement.

VERS UNE RADICALISATION DES "GROS" ?

Les "Gros" ont perdu leur maître à penser, Raymond Poincaré, en 1929. Ils traversent la crise en lui cherchant un successeur introuvable : ni André Tardieu, ni Paul Reynaud, ni Pierre Laval ne parviennent à incarner cette synthèse particulière faite de confiance et de compétence, réelle ou supposée. Pourtant, tous les héritiers présomptifs de Poincaré bénéficient, jusqu'à l'été 1935, du soutien tacite des "Gros".

Ces derniers appuient, en effet, le recours systématique à la déflation budgétaire et la défense de la monnaie - politique orthodoxe chère au sauveur du franc. A leurs yeux, la déflation est une contrainte provisoire et financièrement supportable. Elle

contribue, en outre, à écarter deux périls : la bolchevisation de l'économie et le fascisme.

Paradoxalement, c'est au moment où la politique déflationniste est mise en oeuvre de la manière la plus drastique, sous le gouvernement de Pierre Laval, que les "Gros" prennent conscience de l'effondrement du compromis social dont ils se voulaient les promoteurs.

Fondé sur l'enrichissement individuel, un franc fort et une croissance économique soutenue, ce compromis permettait aux "Gros" de gagner sur deux tableaux - leurs salaires et leurs profits financiers. Or, les maigres résultats de la politique de Laval, ajoutés au creux atteint par la dépression, déclenchent une crise de confiance : le modèle économique des "Gros" a prouvé son inefficacité dans la crise. Ils se sentent désormais menacés de perdre leur identité, comme en témoignent les articles publiés, par *Le Journal des Finances*, à la veille de la consultation électorale de 1936.

Je ne crois pas que l'on puisse parler de radicalisation politique pour autant. La première motivation du vote des "Gros" en 1936 reste la volonté de sanctionner des dirigeants qui les ont déçus, qu'il s'agisse des radicaux ou du centre-droit rassemblé derrière André Tardieu.

Dans le vote à droite, qui a les faveurs du *Journal des Finances*, on perçoit la crainte du déclassement social, sans référence à une alternative extrémiste.

Dans le vote à gauche, qui est celui de certains jeunes hauts fonctionnaires ou ingénieurs, il y a l'espoir qu'un changement d'équipe dirigeante amènera au pouvoir des hommes capables de proposer une autre politique économique.

En dépit d'une panique passagère, jusqu'en juillet 1936, la victoire du Front populaire n'engendre pas de radicalisation généralisée chez les "Gros". Le gouvernement de Léon Blum respecte, en effet, trois des principes économiques qui leur sont chers :

- le refus de la dévaluation - au point que Vincent Auried invente alors un "franc élastique" pour ne pas détacher la monnaie de l'étalon-or,
- l'enterrement du projet de l'impôt sur le capital dont on parle depuis la fin de la Grande Guerre,
- et le maintien d'une libre circulation des capitaux.

La majorité des "Gros" fait contre mauvaise fortune bon cœur, bien qu'elle critique vivement la loi des 40 heures hebdomadaires, par exemple. Cette banalisation économique du Front populaire est, notamment, illustrée par l'indifférence dont fait preuve *Le Journal des Finances* à l'égard des orientations

économiques du PSF du colonel de La Rocque et par les comparaisons techniques faites entre les performances françaises et anglo-américaines - ce qui prouve, a contrario, combien l'expérience Blum n'était plus exceptionnelle aux yeux du monde des affaires.

Ce regard porté sur l'étranger conduit à la réhabilitation des priorités techniciennes. Les succès obtenus par le gouvernement de Neville Chamberlain favorisent un retour en vogue de la politique déflationniste.

Dans ces conditions, le gouvernement d'union nationale présidé par Edouard Daladier, avec Paul Reynaud aux Finances, est bien accueilli, moins parce qu'il représenterait la revanche des patrons sur les ouvriers que parce qu'il offre des garanties de compétence. Mais les années 1935-1938 ont rendu les "Gros" prudents: ils attendent de pouvoir juger sur pièces. L'attitude de Paul Reynaud lors de la grève générale du 30 novembre 1938 les rassure pleinement.

En fait, les préoccupations des "Gros" sont déjà ailleurs. C'est en ce sens qu'on ne peut parler d'enthousiasme, ni même de soutien convaincu, à l'égard des choix économiques de Daladier. Les "Gros" sont alors obnubilés par la montée des tensions extérieures: ils ne veulent plus qu'on fasse la guerre avec leur or, que l'inflation ruine leurs placements boursiers - comme cela a été le cas en 1914-1918. Cette crainte semble les paralyser et accroît leur dépolitisation.

La vraie "responsabilité des dynasties bourgeoises" serait-elle de ne pas en avoir prise ?

Anthony ROWLEY



LES FRANÇAIS FACE A LA CRISE : 1975(?) - 1980

QUELLE CRISE ?

Deux questions préalables doivent être prises en compte, parce qu'elles commandent la compréhension politique des conséquences de la crise :

- quelle est la nature de cette crise ?
- quand commence-t-elle et, accessoirement, en sommes-nous sortis ?

Le premier choc pétrolier, en 1973, marque assurément une rupture des équilibres économiques en place, durement ressentie par tous les pays consommateurs de pétrole qui n'en produisent pas (Annexe I, graphique 1).

Cette rupture, si elle l'accélère, n'est pourtant pas à l'origine d'une redéfinition majeure de la division internationale du travail. Celle-ci commence dès la deuxième moitié des années soixante avec le recul des pays développés traditionnels, la montée en puissance du Japon et des nouveaux pays industriels comme le Brésil ou la Corée du Sud (Annexe I, graphique 2).

Notons que le recul de la RFA est plus rapide et plus ancien. Quand au taux de pénétration de notre marché interne, il augmente avec constance et régularité indépendamment, pour l'essentiel, des fluctuations des cours du pétrole ou des matières premières et de celles du dollar.

Cette tendance présente donc un caractère structurel. L'analyse de ses causes - ou l'analyse communément reçue des ses causes - est évidemment décisive dans le débat politique, en particulier depuis 1976, avec le tournant de la rigueur conduit par Raymond Barre puis avec le ralliement des socialistes à cette même rigueur en 1983.

Deux grands types de raisons sont avancés pour expliquer ce déséquilibre croissant de notre commerce extérieur - la part de nos exportations ne compensant pas celle de nos importations :

- Pour les uns, c'est la non-compétitivité de notre production qui est invoquée : "notre main-d'oeuvre serait trop chère et pas assez productive par rapport aux concurrents" (1).

- Pour les autres ce déficit structurel aurait sa source dans la non-correspondance entre l'offre nationale et la demande mondiale, en résumé : "nous avons investis dans la sidérurgie ou la chimie lourde alors qu'il fallait investir dans l'électro-nique".

Débat éminemment politique dès lors que l'on cherche la part des responsabilités respectives du capital et du salariat, dans notre situation actuelle.

Sur la période 1960-1983, il faut enfin relever le parallélisme des évolutions des principaux pays industriels avec, aux deux extrêmes, l'essor du Japon et le déclin britannique. La situation française reste proche de celle de l'Italie et pas très éloignée de celle de la RFA, inflation exceptée (Annexe I, graphique 3).

Quand on observe ces séries - parmi beaucoup d'autres - sur plus de vingt ans, une chose est certaine, la crise économique contemporaine se manifeste bien avant 1973.

Dans la seconde moitié des années soixante, parallèlement à l'émergence du thème de la modernité dans les discours politiques, la quasi-totalité des économistes s'accordent, plus ou moins rapidement, pour reconnaître une stagnation ou une baisse de la rentabilité du capital.

Même s'ils divergent ensuite quant aux causes de cette baisse : contradiction du capital monopoliste avec les thèses sur le CME, crise du taylorisme avec les tenants de l'école de la régulation comme Boyer ou Aglietta, rigidités excessives de la législation du travail et surcharges des coûts de l'Etat-providence avec les libéraux.

Donc, au fond et indépendamment de ses modalités, une crise du processus de valorisation du capital, pour utiliser des termes alors à la mode et aujourd'hui devenus grossiers, qui, apparemment perdure.

(1) Cf. par exemple la récente émission de télévision consacrée à la crise par Michel Albert et Jean Boissonat.

Face à cet enjeu, permanent durant l'ensemble de la période, nous avons vécu une discontinuité articulée autour de crises autonomes, ponctuelles, isolées, ou du moins présentées et vécues en tant que telles :

- 1967-1969 : crise de l'autorité, des valeurs, de la morale ;
- 1970-1971 : crise monétaire et sortie du *gold exchange standard* ;
- 1973 : premier choc pétrolier ;
- 1979 : deuxième choc pétrolier ;
- 1980-1981 : montée du dollar et déficit américain ;
- 1987 crack boursier.

Sans parler dans nos propos de la faillite d'un certains nombre de pays du tiers ou du quart-monde.

Si l'on admet que ces crises ponctuelles se sont greffées sur une crise majeure du processus de valorisation du capital, on est alors renvoyé à l'autre pôle décisif de ce processus : le travail. De fait, les bouleversements les plus importants enregistrés depuis ces dernières années concernent la sphère de l'emploi et du travail, en France comme chez nos voisins.

L'EMPLOI

La liquidation d'une population agricole en surnombre - situation propre à la France parmi les pays développés - et la montée du tertiaire commencent dès les années cinquante. Elles sont déjà amplement réalisées lorsque le premier choc pétrolier intervient (Annexe II, tableaux 1 et 1 bis).

En revanche, celui-ci est suivi par un phénomène nouveau : le recul de la population employée dans l'industrie.

A l'intérieur de la population industrielle, les emplois strictement ouvriers sont les plus touchés entre 1975 et 1982 (notamment les ouvriers non qualifiés).

Cette recomposition de la main d'oeuvre ouvrière concerne surtout les secteurs des biens intermédiaires (particulièrement touchés après 1974), et les industries dites aujourd'hui "de process" - à capital constant élevé en termes marxistes -.

Ainsi de 1974 à 1980, le nombre d'ouvriers non qualifiés diminue de près de la moitié dans la chimie. Mais cette diminution de

L'emploi ouvrier non qualifié commence bien avant 1974 dans ces industries (2). Avec, dans cette évolution de l'emploi, la fin peut-être d'une tendance séculaire à la concentration des effectifs occupés : la part des établissements de moins de cinquante salariés remonte dans les années quatre-vingts (Annexe II, tableau 2).

Notons que dès 1973, avant donc les conséquences de la réévaluation du pétrole, celle des établissements de plus de cinq cents salariés stagne.

Enfin le fait majeur de ces vingt-cinq dernières années : la montée quasi-régulière et continue du chômage à partir de 1964 ; un chômage qui touche plus particulièrement - c'est aujourd'hui un lieu commun - les jeunes et les femmes ainsi que les étrangers (Annexe II, graphiques 1, 2 et 3).

En 1982, le taux de chômage était de 21,9% chez les seuls Algériens contre 14% seulement pour l'ensemble des étrangers et 8,5% pour les Français.

De 1977 à 1985, la prédominance des Maghrébins dans l'ensemble de la population étrangère persiste, mais s'atténue au profit des Portugais, des Africains et des Asiatiques.

La ventilation régionale de l'évolution de l'emploi depuis une vingtaine d'années est particulièrement intéressante : ce ne sont pas les régions qui ont le moins participé aux années d'expansion qui sont aujourd'hui les plus menacées (Annexe II, cartes 1).

Ce constat conduit, pour le moins, à s'interroger sur l'efficacité des politiques patronales de modernisation économique mises en oeuvre dans les années soixante.

Si l'on prend maintenant, l'évolution de l'emploi, non plus sur une base géographique, mais par branches ou secteurs industriels d'activité, on est conduit au même constat d'échec relatif de la politique de modernisation industrielle, menée entre la fin des années soixante et le début des années soixante-dix (Annexe II, tableaux 3 et 3 bis).

Les industries des biens intermédiaires, de consommation courante, d'équipements professionnels et du bâtiment qui avaient massivement embauché dans les années 1962-1973, sont celles qui enregistrent des baisses massives d'effectifs dans la décennie 1973-1983.

Du point de vue de leur "rentabilité globale", en dépit de ces réductions massives d'effectifs, ce sont encore les industries des biens intermédiaires - en particulier les industries des minerais

(2) Cf. Economie et Statistiques, septembre 1988.

et métaux et celles de la chimie de base qui sont les plus atteintes par les deux chocs pétroliers successifs (Annexe II, tableau 4).

L'ensemble du secteur industriel est, en France, le plus touché par l'inflation consécutive à ces deux chocs.

La faute en incombe-t-elle à des rigidités économiques plus fortes, dont l'essentiel tiendrait à la pression des salariés pour maintenir, dans ces secteurs traditionnellement plus organisés sur le plan syndical, les avantages acquis pendant les années d'expansion ? (Annexe II, graphique 7).

La réduction des effectifs est plus rapide et plus régulière dans l'industrie que dans l'ensemble des branches marchandes. L'évolution

de la production y est semblable quoi que plus irrégulière. La réduction de la durée du travail est sensiblement la même, les gains de productivité y sont en revanche considérablement plus élevés.

Dernières modifications importantes, apparues parallèlement à la crise dans cette sphère du travail :

1. la montée du travail féminin (alors qu'il avait reculé dans l'entre-deux-guerres et dans l'après-dernière-guerre), avec la poursuite de cette tendance dans la période récente, malgré la dégradation du marché du travail (Annexe II, tableau 4).
2. la seconde caractéristique, c'est la remise en cause du salariat traditionnel avec un développement considérable du travail précaire (travail à temps partiel, stages, intérim, contrats à durée déterminée) (Annexe II, tableaux 4 et 5).

En mars 1988, près de trois millions de personnes occupaient ainsi un emploi précaire (3). Les femmes sont non seulement plus exposées au chômage, mais aussi plus demandereses, ou plus incitées à accepter un travail à temps partiel.

Cette flexibilité immédiate du travail à court terme - différente d'une flexibilité à long terme obtenue par la formation - a été particulièrement développé en France, comparativement à nos voisins, Grande-Bretagne exceptée.

(3) CEZARD (Michel), HELLER (Jean-Luc), "Les formes traditionnelles d'emploi salarié déclinent", Economie et Statistique, novembre 1988.

Bernard Bruhnes - dans une étude comparative réalisé pour le compte de l'OCDE - se demande si le patronat français, "en réclamant toujours plus de flexibilité à court terme, ne recherche pas la solution de facilité face à l'insuffisance de la flexibilité à long terme d'un pays qui n'a pas accordé à la formation professionnelle une vraie place" (4).

A ce survol des transformations ayant affecté le travail et l'emploi depuis une vingtaine d'années, il faut ajouter le tournant imposé par Jacques Delors en 1982, avec la désindexation des salaires.

En matière de coûts salariaux - et quelles que soient les techniques de mesures retenues - il semble que la France, au moins dans le cadre de la Communauté européenne, occupe aujourd'hui une position médiane (Annexe II, graphique 5).

Ces premières réflexions nous amènent au cœur de la conjoncture politique et sociale actuelle. Si l'on retient la définition que donne le *Petit Robert* de "bouc émissaire" - "personne sur laquelle on fait retomber les torts des autres" - on peut estimer, qu'à partir de 1976, les salariés français ont été érigés en "boucs émissaires" d'une politique de modernisation industrielle défailante.

André Fontaine invitait récemment ses concitoyens à modérer leurs revendications :

"un enfant de 7 ans est tout à fait capable de comprendre que si les prix de la boutique France sont trop élevés, nos clients iront acheter ailleurs, condamnant nos usines à fermer les unes après les autres" (5).

Certes, à condition toutefois que les difficultés de notre commerce extérieur renvoient bien à un problème de productivité et de prix.

Ces difficultés renvoient d'abord à des mutations sectorielles profondes de la demande extérieure. On a assisté, entre 1980 et 1985, à une explosion de l'électronique et de l'audio-visuel au détriment des consommations intermédiaires comme le charbon, les métaux ferreux et non ferreux, la chimie de base.

(4) Cf. *Le Monde* du 13 décembre 1988.

(5) *Le Monde* du 25 octobre 1988.

Par ailleurs, la France s'est moins spécialisée que l'étranger dans des productions dont les prix augmentaient moins vite que la moyenne. Pour prendre l'exemple du textile, nous nous sommes spécialisés dans le haut de gamme, alors qu'on enregistre une explosion du marché bas de gamme.

"La compétitivité-prix n'explique pas les pertes tendanciennes de parts de marchés" (6).

Il est tout aussi vrai que des hausses salariales importantes se traduiraient immédiatement par un bond en avant de nos importations et par un accroissement de notre déficit. La situation est la même de ce point de vue aujourd'hui qu'en 1981. Politiquement, elle n'en est pas moins différente. L'invocation de la compétitivité par les prix passe apparemment de moins en moins bien auprès des salariés qui ont un travail. C'est même, de mon point de vue, la contradiction majeure à laquelle est confrontée la politique économique et sociale du gouvernement Rocard.

Une dernière question, à propos de ces évolutions de l'emploi : la crise favorise-t-elle la mobilité ?

Du point de vue de la mobilité professionnelle et géographique des salariés à temps complet, 1974 marque un tournant, la mobilité décroît continûment.

Du point de vue de la mobilité sociale, d'une génération à l'autre, les deux enquêtes F.Q.P. de 1977 et 1985, montrent une situation globalement inchangée par la crise. En même temps, il semble bien que la crise incite à s'installer à son compte, en particulier chez les cadres - vingt mille cadres se mettent à leur compte entre 1965 et 1970, ils sont soixante-douze mille entre 1980 et 1985 (près des deux tiers ont moins de 3 salariés) - et chez les étudiants (trente-sept mille contre soixante-neuf mille). Cette installation est sensiblement plus précaire dans les années 1980-1985, que dans les années 1965-1970.

(6) DEBONNEUIL (Michèle), DELATTRE (Michel), in Economie et Statistique, n°203, octobre 1987, pp.5-14.

REVENUS PRIMAIRES DES SALARIES

Le tableau 1 (Annexe III) fait ressortir l'alignement ou le décrochement des hausses du pouvoir d'achat du salaire moyen annuel par rapport à l'évolution du PIB.

Un premier recul, correspond au plan de stabilisation de Valéry Giscard d'Estaing entre 1963 et 1968 ; le second (1976-1977) au remplacement de Jacques Chirac par Raymond Barre à la tête du gouvernement.

1978 est une année électorale importante, ce qui explique probablement une relance du pouvoir d'achat des salariés. En revanche, 1979 et le second choc pétrolier se traduisent par un sévère recul, recul que l'on retrouve encore, de manière atténuée, avec le tournant de la "rigueur socialiste" de 1982.

Il apparaît ainsi qu'il n'y a qu'une liaison indirecte entre l'évolution du pouvoir d'achat des salariés et les fluctuations conjoncturelles de ces vingt années. La principale cause de ces variations est à rechercher dans les médiations politiques à travers lesquelles la crise a été gérée.

Du point de vue de l'éventail hiérarchique des salaires, on observe qu'après s'être ouvert au début des années soixante, celui-ci se réduit à partir de 1968, sans que les deux chocs pétroliers ne modifient, dans un sens ou un autre, cette tendance (Annexe III, graphique 1).

A partir de 1984, cet éventail s'ouvre à nouveau sensiblement. On observe également, dès la fin des années cinquante, une tendance à la réduction des écarts de salaires entre les hommes et les femmes (Annexe III, graphique 2).

Les deux chocs pétroliers ralentissent cette évolution, mais ne l'arrêtent pas. Il faudrait vérifier si la remontée de l'écart des rémunérations des hommes et des femmes, observée entre 1982 et 1983, correspond à un phénomène passager, ou si c'est la conséquence durable de la plus grande précarisation du travail féminin relevée par ailleurs.

Autre phénomène qui apparaît comme une conséquence de la crise, c'est la fin de la progression d'une génération sur l'autre (Annexe III, tableau 2).

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, on observe une "dérive salariale" entre les générations successives. Par exemple, un cadre supérieur, né en 1950, dispose dès son entrée sur le marché du travail d'un salaire supérieur de 60% à celui dont disposait, six ans plus tôt, un cadre supérieur né en 1944.

Dans les années quatre-vingts, le salaire croît toujours avec l'âge, mais il n'y a plus progression d'une génération à l'autre.

A âge égal, ce phénomène frappe plus les cadres que les ouvriers, les hommes que les femmes.

Dernière observation enfin sur ces évolutions des revenus primaires des salariés : par rapport au début des années soixante, on observe dès 1965, une dégradation de la situation des fonctionnaires (Annexe III, graphique 3), avec ici aussi et plus fortement que dans le secteur privé, une réduction de l'éventail hiérarchique au profit des catégories C et D.

REVENUS DES PROFESSIONS INDEPENDANTES

Toujours du point de vue du revenu, cette fois chez les travailleurs indépendants, ce sont les agriculteurs qui sont les plus directement touchés par les deux chocs pétroliers, ceux-ci se répercutant sur les prix de leurs consommations intermédiaires sans que les prix des produits agricoles aient suivi dans les mêmes proportions (Annexe IV, graphique 1 et 2).

Cette évolution globale donne, bien entendu, lieu à des évolutions extrêmement différentes d'une production à l'autre (Annexe IV, graphique 3).

Les graphiques 4 et 5 (Annexe IV) retracent les évolutions des bénéfices moyens des autres indépendants : commerçants, artisans, professions libérales. Il s'agit là de moyennes qui ne rendent pas compte de la grande diversité des situations individuelles, et n'ont qu'un caractère indicatif.

On notera, toutefois, l'évolution très favorable des infirmières installées à leur compte. La comparaison a peut-être joué dans le malaise exprimé récemment par les infirmiers et infirmières du secteur public.

On notera aussi l'évolution, très positive et parallèle à la crise, des revenus des huissiers de justice.

L'INSTABILITE PATRIMONIALE

Enfin, je conclurai rapidement sur l'évolution de l'économie patrimoniale, profondément touchée par la crise.

En France comme dans l'ensemble des pays capitalistes développés, Japon excepté, le second choc pétrolier a été suivi par une baisse des taux d'épargne, et par une forte progression du crédit à la consommation, les ménages tentant ainsi de maintenir leurs niveaux de consommation antérieurs.

En 1975, les Français épargnaient 20,2% de leurs revenus contre 12% actuellement.

Entre 1986 et 1987, le crédit à la consommation augmente de 30%.

La fin des taux records d'inflation a profondément modifié la situation des accédants à la propriété, ceux-là mêmes qui avaient été les principaux bénéficiaires des années d'inflation.

Si les placements fonciers s'en sortent mieux que les placements financiers, ils restent négatifs en valeur réelle, et très inférieurs à leurs performances des années cinquante-soixante.

La situation du marché immobilier à Paris et en proche banlieue n'est pas du tout représentative de la province et donc de l'ensemble du pays (Annexe V, tableau 1).

Les dix dernières années se caractérisent, enfin, par une très grande instabilité des performances des différents actifs patrimoniaux (Annexe V, tableau 2).

CONCLUSION

Au terme de ce rapide survol de la crise, comment ne pas être frappé par l'antagonisme du capital et du travail qu'elle révèle, au cœur même de son déroulement. Paul Fabra, peu suspect de sympathie envers la lutte des classes, ne reconnaît-il pas, dans sa chronique du Monde, le 10 janvier dernier :

"Si les profits sont presque partout si élevés, il faut en chercher la raison principale dans la véritable revanche du capital sur le travail à laquelle on a assisté à la faveur, si l'on peut dire, de la crise" ?

On assiste pourtant, après le triomphalisme des années soixante, à un silence général quant au marxisme. Plutôt, à l'issue du krach boursier de 1987 et des OPA qui ont suivi, que de parler de dévalorisation de capital excédentaire, on préfère parler de "déflation d'actifs sur-évalués". Il est évident que le marxisme a sous-estimé les capacités du capitalisme à réguler son mode contradictoire d'accumulation. Il est évident - j'ai essayé de m'en expliquer ailleurs - que le marxisme ne prend pas en compte les médiations multiples qui brouillent la bi-polarisation sociale annoncée par Marx.

Mais il semble tout aussi évident que les analyses du *Capital* constituent un point de passage obligé si l'on veut comprendre les enjeux réels de la crise économique actuelle, au-delà de ses péripéties apparentes.

Jacques CAPDEVIELLE

A N N E X E I

La crise ou les crises ? Quelle crise ? Depuis quand ?

G r a p h i q u e I :

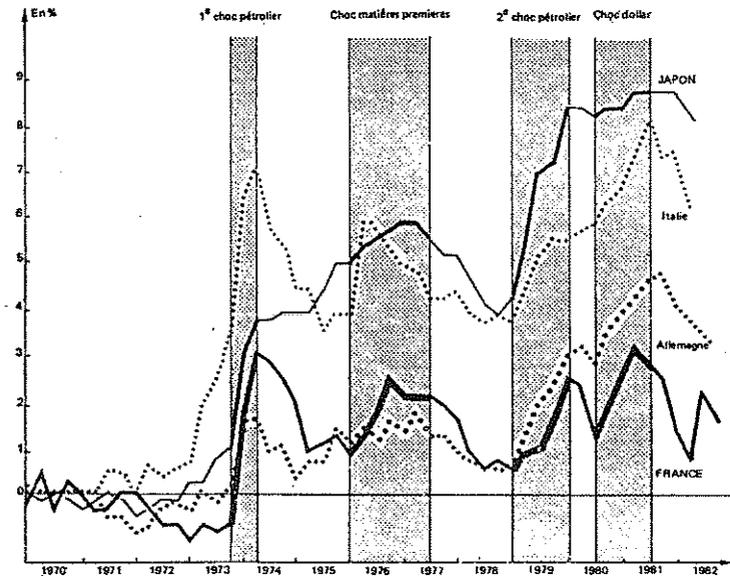
Prélèvement extérieur par les prix :

C'est une appréciation chiffrée des transferts de revenu réel qu'occasionnent, entre un pays et ses partenaires commerciaux, des distorsions entre l'évolution des prix intérieurs et celle des prix du commerce extérieur (à l'importation comme à l'exportation)

Prix interne : c'est le prix du Produit intérieur brut, qui correspond à la somme des revenus intérieurs.

Prélèvement extérieur : c'est la différence entre le solde extérieur à prix courants et ce qu'aurait été ce solde si, à volumes inchangés, les prix du commerce extérieur (prix à l'importation et à l'exportation) avaient évolué comme le prix de référence (celui du Produit intérieur brut)

*Prélèvement par les prix : Japon, Allemagne, Italie et France**

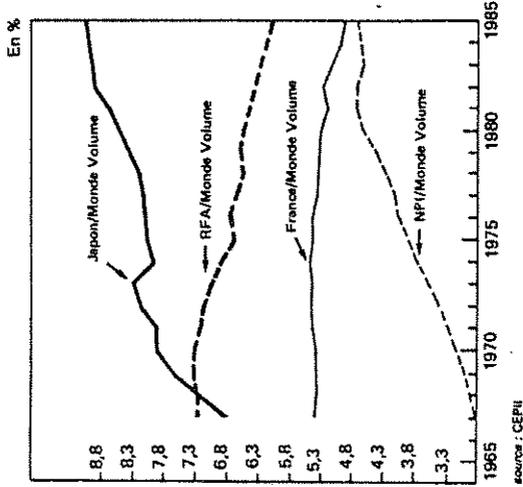


* Ces grandeurs sont mesurées en pourcentage du Produit intérieur brut marchand (voir encadré p. 6).
 Pour rendre plus facile la lecture des graphiques, le taux de prélèvement par les prix soit son signe inversé. Un taux de prélèvement positif signifie ici un prélèvement opéré par l'étranger.

Source : MEUNIER (François), "La France et ses partenaires face au second choc pétrolier", *Economie et Statistique*, N° 155, mai 1983, p. 5

Graphique 2.1 :

La redistribution du marché mondial consécutive à la crise



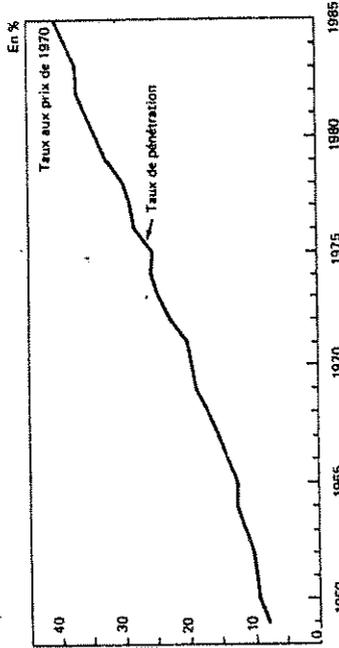
Le Japon et les « NPI » : principaux bénéficiaires du nouveau partage de la production mondiale *

* Part de chaque pays dans la production mondiale, calculée sur prix et aux taux de change de 1980.

La France n'est pas le seul pays à subir des pertes de marché mondial. Ce sont tous les nouveaux pays européens, notamment l'Allemagne dont le poids est même plus important qu'en 1974 et 1986, beaucoup moins nettement celine s'est également réduite entre 1974 et 1986. Parmi les grands pays, le seul bénéficiaire qui perdait les années 1967-1974. Parmi les grands pays, le seul bénéficiaire de ce nouveau partage de la production mondiale est le Japon. En 1986, il avait atteint le Japon dépassant de 26 % celui de la France. En 1985, il avait atteint le Japon dépassant de 85 %.

En 1985, le Japon et les « NPI » ont fléchi leur part de la production mondiale après 1973 sont pour l'essentiel les pays socialistes d'Europe et d'Asie, les pays pétroliers et surtout les « Nouveaux pays industrialisés » d'Asie et d'Amérique Latine. La production de cette dernière région représentait la moitié de celle de la France en 1967. En 1985, elle lui est équivalente.

**La part du marché interne
satisfaite
par l'industrie française
passe de 92 % en 1969
à 60 % en 1985**



Le part du marché interne, ou plutôt son complément à un, le taux de pénétration qui rapporte les importations du marché intérieur est bien connu. Mais le meilleur indicateur est celui qui mesure la part de marché globale d'un pays (PMI) qui est le rapport de sa production (D_i) à la production mondiale (D_i+D_e). Cet indicateur global peut être décomposé en deux : la part de marché interne (PMI) et la part de marché externe (PMI_e) :

avec :

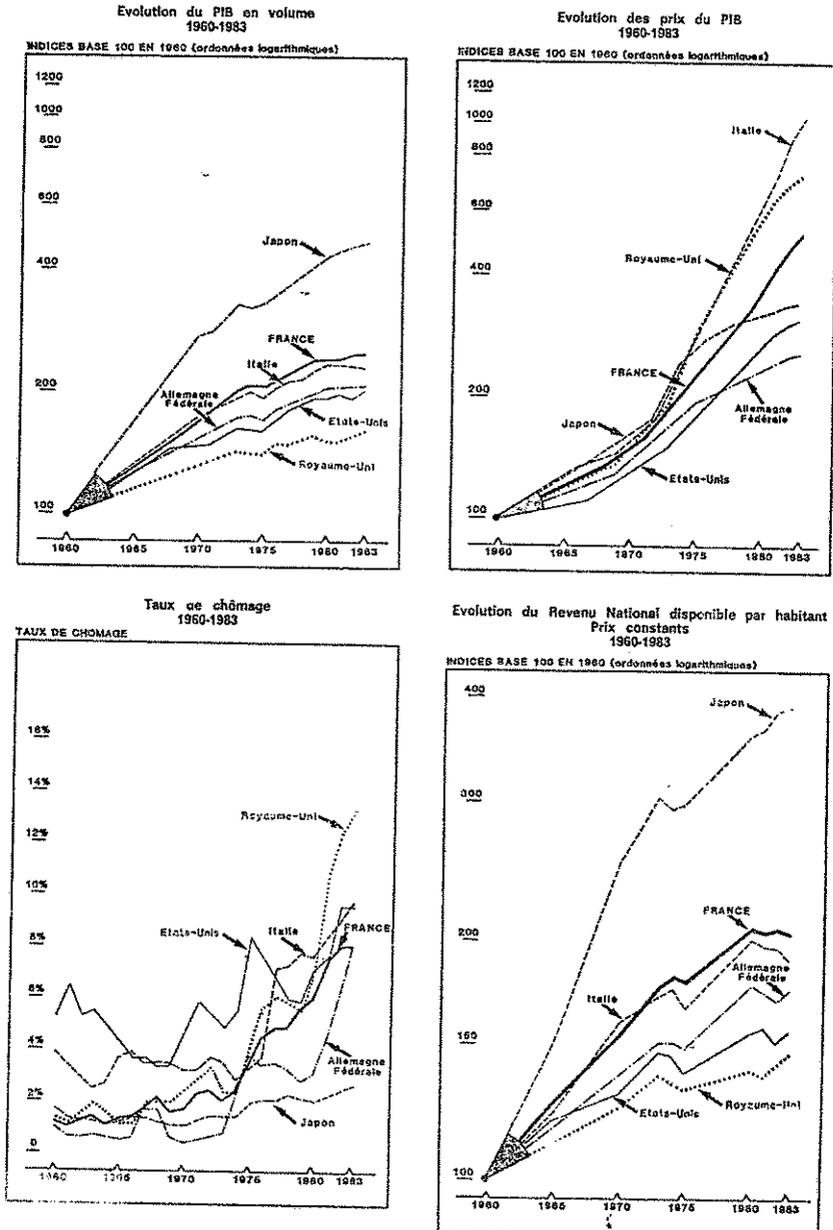
$$PMI = \frac{D_i}{D_i + D_e} \quad \text{PMI}_e = \frac{X_i}{D_i + D_e}$$

$$PMI = \frac{D_i}{D_i + D_e} = \frac{PMI \cdot (D_i + D_e)}{D_i + D_e} = \frac{PMI \cdot D_i + PMI \cdot D_e}{D_i + D_e}$$

$$PMI = \frac{D_i}{D_i + D_e} = \frac{D_i}{D_i + D_e} = \frac{D_i}{D_i + D_e} = \frac{D_i}{D_i + D_e}$$

PMI : demande intérieure du pays
D_i : consommation des autres pays
D_e : importations
X_i : exportations
Me : importations

Source : DEBONNEUIL (Michèle), DELATTRE (Michel), "La 'compétitivité
prix' n'explique pas les pertes tendanciennes de parts de marché",
Economie et Statistique, N° 203, octobre 1987, pp. 6-7

Graphique 3 : L'interdépendance des pays développés face à la crise

Source : OCDE, cité in CERC, *Les revenus des Français : la croissance et la crise (1960-1983)*, Paris, La Documentation française, 1985, p. 35

ANNEXE II

L'emploi, le travail au cœur de la crise

Tableau 1 :

Evolutions et ruptures dans la structure de la main d'oeuvre

Variation et répartition des emplois par grands secteurs depuis trente ans*

En %

	Variation				Répartition				
	de 1954 à 1962	de 1962 à 1968	de 1968 à 1975 ¹	de 1975 ¹ à 1982	1954	1962	1968	1973 ¹	1982
Agriculture.....	- 25,0	- 21,0	- 29,7	- 16,6	27	20	15	10	8
Industrie.....	+ 6,0	+ 2,1	+ 5,1	- 9,5	28	30	29	30	26
Bâtiment-travaux publics.....	+ 22,0	+ 24,7	- 0,3	- 7,5	7	8	10	9	8
Tertiaire.....	+ 10,0	+ 15,1	+ 17,2	+ 14,9	38	42	46	51	58
Ensemble	+ 1,1	+ 4,8	+ 4,9	+ 2,5	100	100	100	100	100
Total (en milliers).....					18 848	19 056	19 962	20 941	21 466

1. Les données du recensement de 1975 sous-estiment le nombre des aides familiaux par rapport à celles des recensements de 1968 et 1982. (Voir sur ce point l'article de N. Marc et O. Marchand dans ce numéro). L'effet sur les évolutions des effectifs d'actifs ayant un emploi est faible au niveau global, mais peut être fort dans certains secteurs, notamment l'agriculture. Il peut également affecter les proportions de salariés et de femmes parmi les actifs ayant un emploi.

* Le changement de la nomenclature d'activités en 1973 ne gêne pas la comparaison de longue période en quatre secteurs.

Source : Recensement (exhaustif pour 1954 et 1962, sondage au 1/4 pour 1968, au 1/5 pour 1975 et au 1/20 pour 1982).

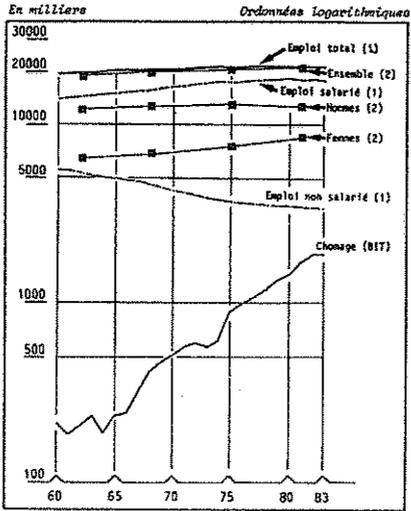
Tableau 1bis :

Variations des effectifs ouvriers entre 1975 et 1982

	En milliers		
	ensemble Ouvriers	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Industrie.....	- 640	- 30	- 630
Bâtiment-travaux publics.....	- 200	- 4	- 196
Tertiaire.....	+ 143	+ 82	+ 61
Ensemble	- 717	+ 48	- 765

Sources : RAULT (Daniel), "Secteurs d'activité : l'évolution des structures de la main d'oeuvre", Economie et Statistique, N° 171-172, novembre-décembre 1984, pp. 36-41

Graphique 1 : Evolution de l'emploi intérieur et du chômage
1960-1983



Source : CERC, *Les revenus des Français : la croissance et la crise (1960-1983)*, Paris, La Documentation française, 1985, p. 25

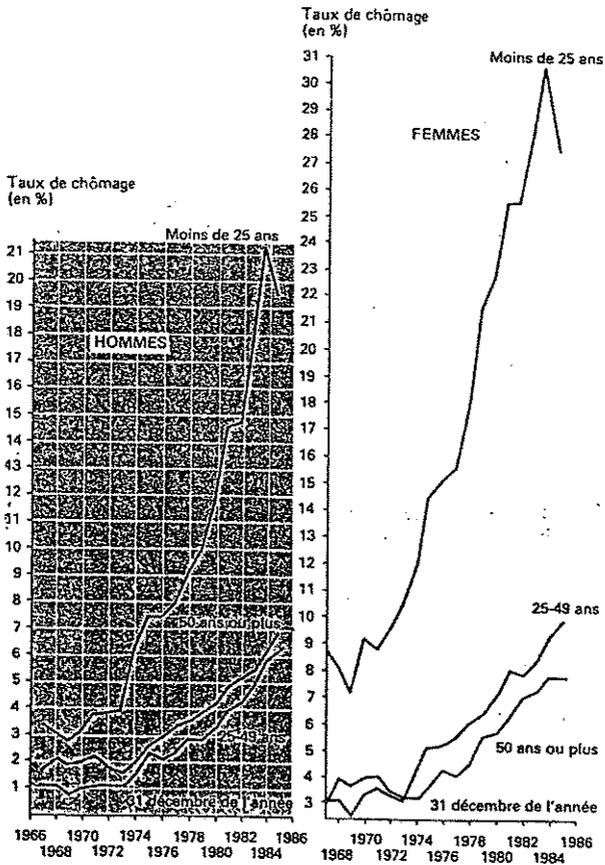
Tableau 2 : Répartition des effectifs salariés selon la taille des établissements

	1968	1970	1973	1980	1983
Plus de 500	20,1	21,7	21,6	18,2	16,5
200 - 499	13,6	13,9	14,2	13,0	12,6
50 - 199	22,4	22,4	22,6	21,9	21,8
Moins de 50	43,9	42,0	41,6	46,9	49,1
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs totaux (en milliers)	11 418	12 129	13 157	13 306	12 976

Source : Données de l'INSEE, citées dans le rapport du CERC, *Idem.*
p. 56

Graphiques 2 et 3 :

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE COMPAREE SELON L'AGE ET LE SEXE

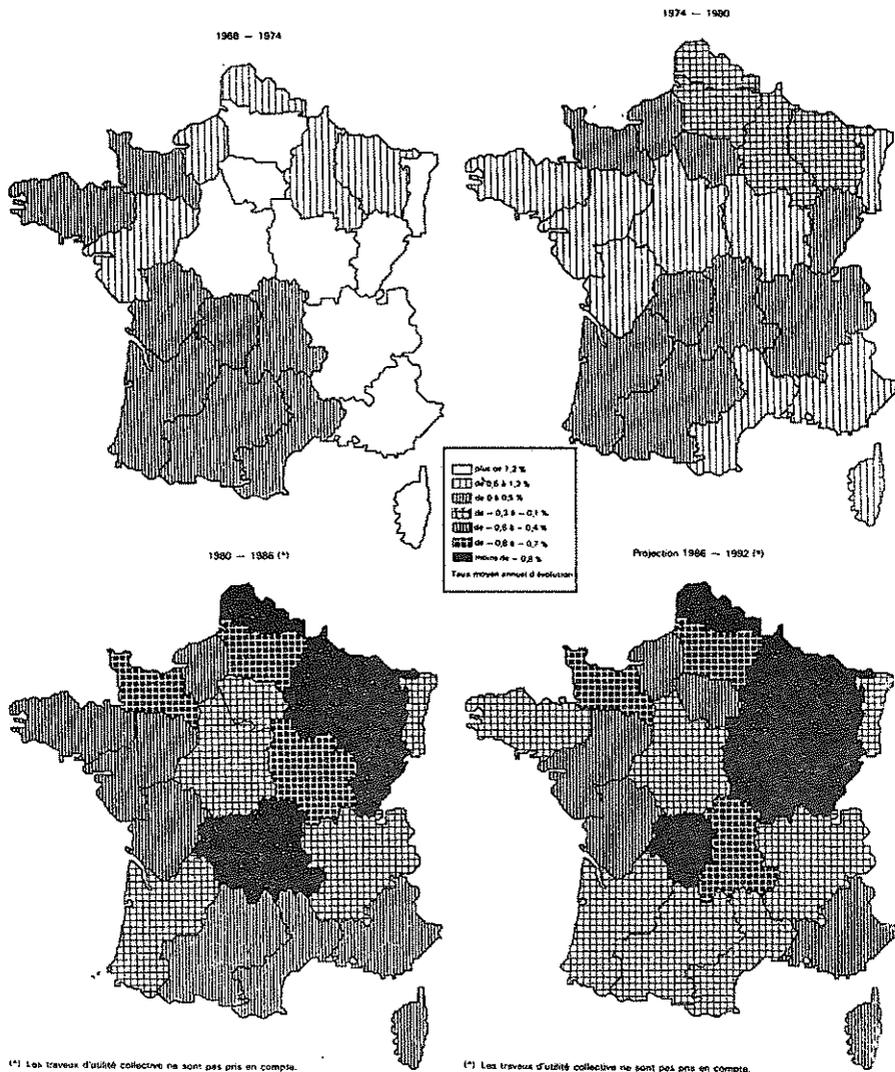


Source : Données sociales 1987, p. 96

Cartes 1 :

Evolution de l'emploi total selon les régions

Les régions où l'emploi devrait diminuer le plus fortement ne sont pas celles où la croissance était la plus faible dans les années d'expansion.



Source : LOPEZ (Alberto), "Un scénario pour l'emploi régional : Nord, Nord-Est et Massif Central seront encore les plus touchés", Economie et Statistique, N° 205, décembre 1987, p. 18

Tableau 3 : L'emploi salarié par secteur : gains ou pertes d'emplois (en milliers)

	1962-1968	1968-1973	1973-1980	1980-1983	Effectifs salariés en 1983
Industries agro-alimentaires	+ 34,7	+ 11,5	+ 3,3	- 8,0	479,7
Energie	- 23,2	- 46,0	- 17,1	+ 9,7	395,7
Biens intermédiaires	+ 64,7	+ 175,0	- 152,1	- 142,5	1 360,3
Biens d'équipements professionnels	+ 73,0	+ 198,7	- 44,0	- 47,7	1 140,4
Biens d'équipements ménagers	- 8,4	+ 12,8	- 15,8	- 6,9	76,2
Automobile, moyens de transports terrestres	+ 33,9	+ 124,7	+ 8,4	- 30,9	436,0
Biens de consommation courante	- 51,2	+ 65,3	- 207,9	- 116,8	1 182,4
Bâtiment, génie civil	+ 302,5	+ 61,9	- 198,2	- 137,7	1 355,3
Total Industrie (1)	+ 426,0	+ 605,9	- 625,4	- 502,8	8 336,0
Agriculture (2)	- 212,4	- 144,7	- 117,0	- 24,3	391,8
Autres secteurs marchands (3)	+ 988,1	+ 960,4	+ 1 121,9	+ 251,8	7 244,5
dont :					
- commerces	+ 289,0	+ 235,7	+ 166,4	+ 40,4	2 062,6
- transports, télécommunications	+ 110,6	+ 59,0	+ 99,8	+ 46,1	1 315,1
- services marchands	+ 515,0	+ 515,5	+ 755,7	+ 136,5	3 242,2
- banques, assurances, locations, crédit-bail	+ 83,5	+ 149,2	+ 100,0	+ 26,8	624,5
Total secteurs marchands (1+2+3)	+ 1 211,7	+ 1 419,8	+ 379,5	- 275,5	13 942,3
Secteurs non marchands	+ 68,2	+ 332,1	+ 300,6	+ 137,4	4 049,9

Source : Comptabilité nationale, cité in CERC, Les revenus des Français., op. cit., p. 55

Tableau 3 bis : Evolution de la "rentabilité globale" des secteurs industriels

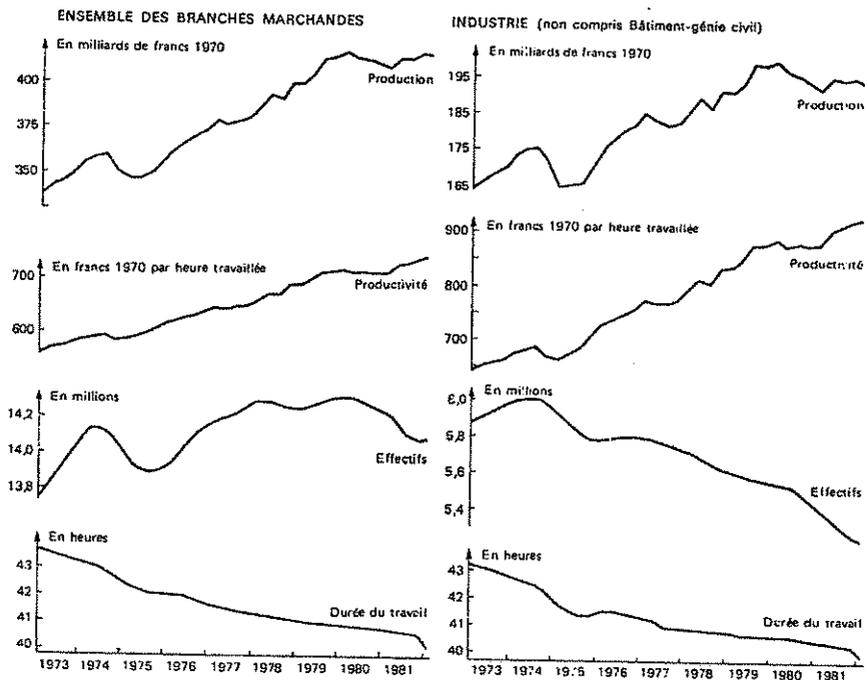
	1971	1973	1974	1975	1979	1980	1981
Minerais métaux ferreux.....	7,9	10,2	16,3	5,2	5,5	4,9	2,1
Minerais métaux non ferreux.....	7,1	10,3	17,7	5,0	9,4	17,6	8,8
Matériaux de construction.....	13,7	14,7	16,8	15,7	19,2	19,9	17,7
Verre.....	10,0	10,0	11,2	7,1	11,2	17,2	19,4
Chimie base, textiles artificiels et synthétiques.....	11,7	14,2	23,0	8,0	13,4	7,8	5,8
Fonderie travail des métaux.....	14,3	13,5	15,0	11,9	12,5	13,5	12,0
Papier, carton.....	12,4	14,0	22,1	10,8	13,4	12,5	11,1
Caoutchouc, plastique.....	15,2	14,7	16,4	10,8	13,9	14,1	12,8
Mécanique.....	10,5	10,8	11,7	9,9	8,3	8,3	7,9
Électrique, électromécanique professionnelle.....	13,0	14,5	13,9	12,1	11,9	11,7	12,5
Construction aéronautique et navale; armement.....	5,7	5,5	6,9	6,8	8,2	7,1	7,5
Matériel transport terrestre.....	11,7	14,9	10,1	11,1	14,2	10,6	8,9
Parachimie, pharmacie.....	14,3	14,3	15,2	12,7	14,7	16,0	16,4
Textile, habillement.....	11,2	13,1	13,9	9,5	14,1	13,0	12,8
Cuir, chaussure.....	11,8	12,3	11,5	12,3	15,7	14,9	14,7
Bois, meuble, industries diverses.....	12,7	14,9	15,7	11,0	14,9	14,7	12,2
Imprimerie presse édition.....	12,4	14,5	13,5	13,1	13,5	13,0	13,4

"Rentabilité globale" : rapport de l'excédent brut d'exploitation, majoré des produits financiers, à l'ensemble du capital engagé (somme des actifs nets inscrits au bilan).

Source : CAMUS (Benjamin), MULLER (Pierre), "Les comptes des sociétés industrielles en 1981 : l'aggravation des difficultés", *Economie et Statistique*, N° 152, février 1983, p. 19

Graphique 4 :

Évolution de la production, de la productivité horaire du travail, des effectifs, de la durée du travail de 1973 à 1982



Source : MARCHAND (Olivier), "D'un choc pétrolier à l'autre : le point sur le chômage", *Economie et Statistique*, N° 147, septembre 1982, p. 26

Tableau 4 :

Le développement du travail à temps partiel

Répartition de l'ensemble des salariés selon le sexe et la catégorie professionnelle

	Ouvriers			Employés			Salariés		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Octobre 1975	41,0	12,8	53,8	26,1	20,1	46,2	67,1	32,9	100
Octobre 1980	38,3	11,9	50,2	26,7	21,1	47,8	67,0	33,0	100

Répartition des salariés à temps partiel selon le sexe et la catégorie professionnelle.

	Ouvriers			Employés			Salariés		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
31 décembre 1975	22,5	23,5	46,0	18,6	35,4	54,0	41,1	58,9	100
31 décembre 1976	21,4	20,4	41,8	19,8	38,4	58,2	41,2	58,8	100
31 décembre 1977	21,4	22,0	43,4	18,3	38,3	56,6	39,7	60,3	100
31 décembre 1978	19,2	22,7	41,9	18,3	38,8	57,1	37,5	62,5	100
31 décembre 1979	18,1	21,6	39,7	18,5	41,8	60,3	36,6	63,4	100
31 décembre 1980	18,4	21,7	40,1	17,2	42,7	59,9	35,6	64,4	100
31 décembre 1981	17,8	21,8	39,6	15,8	44,8	60,6	33,6	66,4	100
31 mars 1982	16,7	21,5	38,2	15,8	46,0	61,8	32,5	67,5	100
30 juin 1982	15,2	22,4	37,6	16,7	45,7	62,4	31,9	68,1	100
30 septembre 1982	16,0	22,7	38,7	15,0	46,3	61,3	31,0	69,0	100
31 décembre 1982	14,1	22,3	36,4	16,6	47,0	63,6	30,7	69,3	100

Proportion de salariés à temps partiel selon le sexe et la catégorie professionnelle

	Ouvriers			Employés			Salariés		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
31 décembre 1975	2,0	6,5	3,2	2,6	6,4	4,3	2,3	6,5	3,7
31 décembre 1976	2,0	6,1	3,1	2,9	7,3	4,9	2,5	7,1	4,0
31 décembre 1977	2,0	6,6	3,2	2,7	7,3	4,7	2,2	7,4	4,0
31 décembre 1978	1,8	6,8	3,1	2,7	7,6	4,8	2,1	7,6	4,0
31 décembre 1979	1,8	6,9	3,1	2,9	8,5	5,3	2,2	8,2	4,2
31 décembre 1980	1,9	7,2	3,2	2,8	9,0	5,6	2,2	8,5	4,4
31 décembre 1981	2,0	7,7	3,4	2,7	10,0	6,0	2,3	9,3	4,7
31 mars 1982	1,9	7,9	3,4	2,9	10,8	6,4	2,3	9,9	4,9
30 juin 1982	1,7	8,2	3,3	3,0	10,6	6,4	2,3	10,0	4,9
30 septembre 1982	1,9	8,4	3,5	2,7	10,9	6,4	2,3	10,3	5,0
31 décembre 1982	1,7	8,5	3,4	3,1	11,4	6,8	2,3	10,5	5,1

Proportion de salariés à temps partiel selon la taille des établissements

	10 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 sal et plus	Ensemble
31 déc 1975	6,4	3,7	3,1	1,5	2,7
31 déc 1976	6,5	4,1	3,8	1,6	4,0
31 déc 1977	6,4	3,9	3,7	2,1	4,0
31 déc 1978	6,3	4,0	3,5	2,1	4,8
31 déc 1979	6,6	3,9	4,0	2,5	4,2
31 déc 1980	6,8	4,2	4,0	2,5	4,4
31 déc 1981	7,0	4,5	4,5	2,9	4,7
31 mar 1982	7,2	4,8	4,9	3,0	4,8
30 juin 1982	7,1	4,8	4,4	3,4	4,8
30 sep 1982	7,1	5,0	4,7	3,2	5,0
30 déc 1982	7,2	5,0	5,0	3,3	5,1

Source : COMBAULT (Philippe), "Le travail à temps partiel en 1982",
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, N° 7, septembre 1984,
pp. 92-93

Tableau 5 :

Le développement des "petits boulots"

Les différentes catégories d'activités réduites en mars 1987

	Type de « petit boulot »	Effectifs (en milliers)	Part dans le total (en %)	Part dans les actifs occupés (en %)
1. Horaires habituellement inférieurs à 20 heures par semaine	Horaires réduits et réguliers	672,8	57,9	3,1
2. Horaires de la semaine de référence inférieurs à 20 heures sans horaire habituel de travail	Horaires réduits et irréguliers	172,4	14,8	0,8
3. Activités occasionnelles sans horaire habituel ou avec un horaire de la semaine inférieur à 39 h		31,4	2,7	0,2
4. CDD d'un mois ou moins ou missions d'intérim de deux semaines ou moins (1)	Petits boulots « temporaires »	35,8	3,1	0,2
5. CDD d'un à trois mois et missions d'intérim de deux à quatre semaines (1)		109,9	9,5	0,5
6. Emplois temporaires de trois mois au moins de l'État ou des collectivités locales		23,7	2,0	0,1
7. Travail au moins une heure la semaine de référence sans exercice d'une activité professionnelle	Activités marginales ou épisodiques	116,0	10,0	0,5
Ensemble hors stagiaires ou apprentis		1 162,1	100	5,4
B. Stagiaires et apprentis occupant une des formes d'emplois précédentes		80,2	-	0,4

(1) CDD : contrat à durée déterminée.

LES « PETITS BOULOTS » EN FORTE EXPANSION

Pas dans leur ensemble, les « petits boulots » ont augmenté de 14,5 % entre 1983 et 1987 : cette augmentation atteint 18 % si l'on prend en compte les stagiaires (les emplois temporaires des collectivités publiques, connus seulement depuis 1986, ne sont pas retenus dans cette évaluation). La part de ces activités dans l'ensemble des emplois s'est accrue d'environ 0,7 point en quatre ans. 1984 et 1986 ont été les années de plus forte croissance, mais un recul d'environ 3 % a, au contraire, été enregistré entre mars 1986 et mars 1987 (graphique ci-contre).

Croissance la plus vive pour les emplois précaires

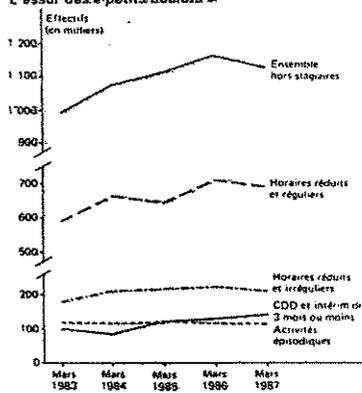
Entre 1983 et 1987, les emplois temporaires très courts se sont accrus de 48 %. Après un creux sensible en 1984, consécutif à la fois à la conjoncture et aux ordonnances de 1982, ils se sont accrus de plus de 69 % au cours des trois dernières années. Cette croissance des emplois à durée déterminée comptabilisés parmi les « petits boulots » est du même ordre que celle de l'ensemble des statuts précaires, même plus longs (encadré p.01) : elle n'est pas spécifique aux contrats de moins d'un mois. En fait, la montée des emplois prévus pour un à trois mois a été près de deux fois supérieure à celle des contrats de un mois ou moins.

Au contraire, les horaires de moins de 20 heures, réguliers et irréguliers, ont connu une expansion entre 1983 et 1986, avec un « pic » en 1984. Ils ont par contre diminué d'environ 3,5 % en 1987, sans que l'on puisse dire s'il s'agit d'une péripétie ou d'un retournement de tendance. Quant aux activités marginales ou épisodiques, elles sont restées globalement stables sur cette période.

La part des différentes catégories socioprofessionnelles a aussi évolué. À la diminution sensible des personnels ren-

dant des services directs aux particuliers, et des employés d'entreprise à statut très précaire, s'oppose la croissance des « petits boulots » faisant appel à la main-d'œuvre ouvrière, qualifiée ou non qualifiée.

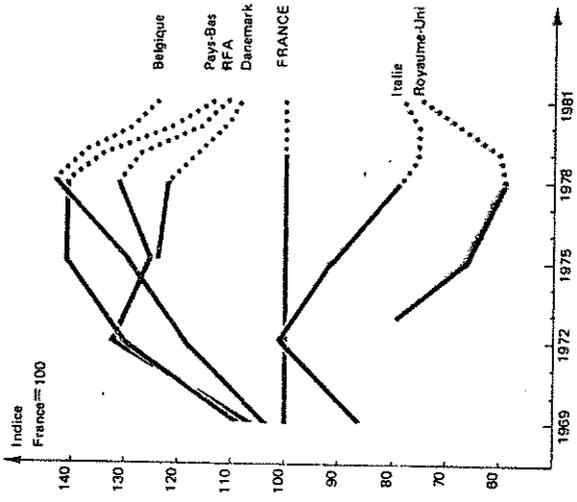
L'essor des « petits boulots » *



Source : ELBAUM (Nireille), "Les 'petits boulots' : plus d'un million d'actifs en 1987", Économie et Statistique, N° 205, décembre 1987, pp. 50-57

Graphique 5 :

Évolution relative
des coûts salariaux horaires dans la CEE
(1969-1981)



Enquête de l'OSCE (Office statistique des Communautés européennes)
Unité statistique : l'établissement ou l'entreprise, avec un seuil plancher de 10 salariés.

La seule saisie des charges assises sur le salaires ne permet pas une comparaison internationale exhaustive, la contribution des entreprises au financement de la protection sociale étant réparties différemment suivant les pays entre prélèvements fiscaux et cotisations sociales. Ces résultats renseignent sur le prix de l'heure de travail, mais ils ne prennent pas en compte l'intensité du travail ou sa productivité.

Source : WILLARD (Jean-Charles), "La France en position médiane pour les coûts salariaux", Economie et Statistique, N° 156, juin 1983, p. 37

ANNEXE III

L'évolution des revenus primaires des salariés

Tableau 1 :

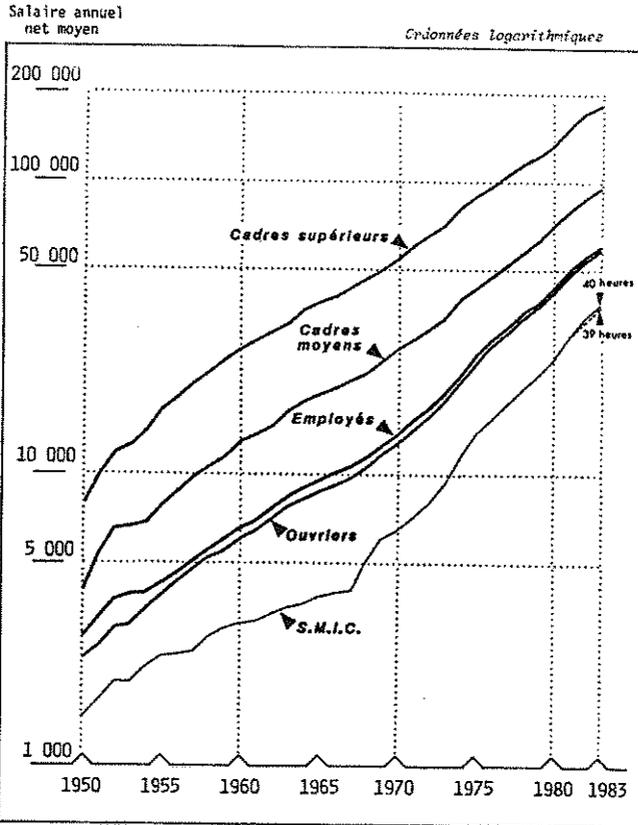
Evolution des salaires des secteurs privé et semi-publicTaux d'accroissement annuel moyen du pouvoir d'achat du salaire moyen
et du PIB en volume

	PIB		Salaire moyen		PIB		Salaire moyen		PIB											
	Salaires	PIB	1971/1970	1972/1971	1973/1972	1974/1973	1975/1974	1976/1975	1977/1976	1978/1977	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981	1983/1982	1986/1980	1973/1968	1980/1973	1983/1980	
1961/1960	4,6	5,5																		
1962/1961	4,8	6,7																		
1963/1962	4,9	5,3																		
1964/1963	2,9	6,5																		
1965/1964	3,4	6,5																		
1966/1965	3,5	5,2																		
1967/1966	2,6	4,7																		
1968/1967	5,3	4,3																		
1969/1968	4,0	7,0																		
1970/1969	4,0	5,7																		

en %

Graphique 1 :

Evolution du salaire annuel net moyen par catégorie socio-professionnelle
francs courants

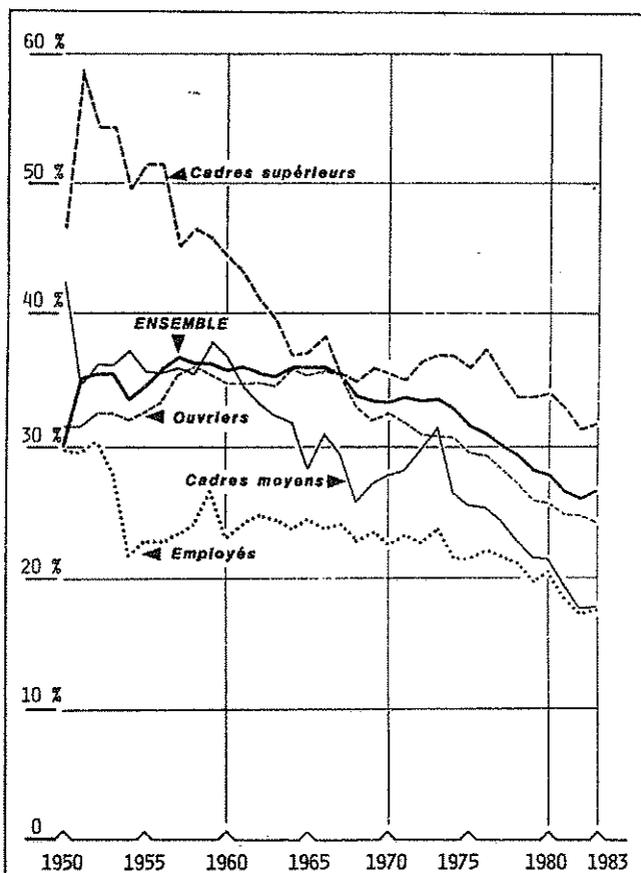


Source : CERC, *Les revenus des Français...*, *op. cit.*, p. 72 et p. 84

Graphique 2 :

Salaires : la crise accélère la réduction de l'écart hommes-femmes

Evolution de l'écart relatif des salaires moyens entre hommes et femmes
par catégorie socio-professionnelle



Source : DAS, cité in CERC, *Les revenus des Français...*, op. cit. p. 87

Tableau 2 :

Les différentes générations de salariés face à la crise*Taux de croissance moyens
des salaires médians par génération**

En %

	Années de naissance						
	1948 1950 1952	1942 1944 1946	1936 1938 1940	1930 1932 1934	1924 1926 1928	1918 1920 1922	En- sem- ble
	Hommes						
Âge moyen en 1975	25 ans	31 ans	37 ans	43 ans	49 ans	55 ans	
Période :							
- 1967-1975..	12,3	7,6	5,9	5,1	4,8	4,1	6,2
- 1975-1978..	4,6	3,9	3,2	2,6	2,3	1,6	3,2
- 1978-1982..	1,1	0,6	0,1	- 0,4	0,1	2,8	0,4
Femmes							
Âge moyen en 1975	25 ans	31 ans	37 ans	43 ans	49 ans	55 ans	
Période :							
- 1967-1975..	9,9	7,4	6,3	5,9	5,6	5,6	7,0
- 1975-1978..	4,9	4,7	4,1	3,2	3,2	2,8	4,0
- 1978-1982..	1,8	1,5	1,2	1,0	1,5	4,2	1,0

* Lecture : le pouvoir d'achat du salaire médian des hommes nés en 1948, 1950 et 1952 s'est accru de 12,3 % par an entre 1967 et 1975.

Source : GUILLOTIN (Yves), "Les carrières salariales en France de 1967 à 1982. La crise a touché inégalement les professions et les générations", Economie et Statistique, N° 210, mai 1988, p. 14

Tableau 3 :

Evolution du pouvoir d'achat dans la fonction publique

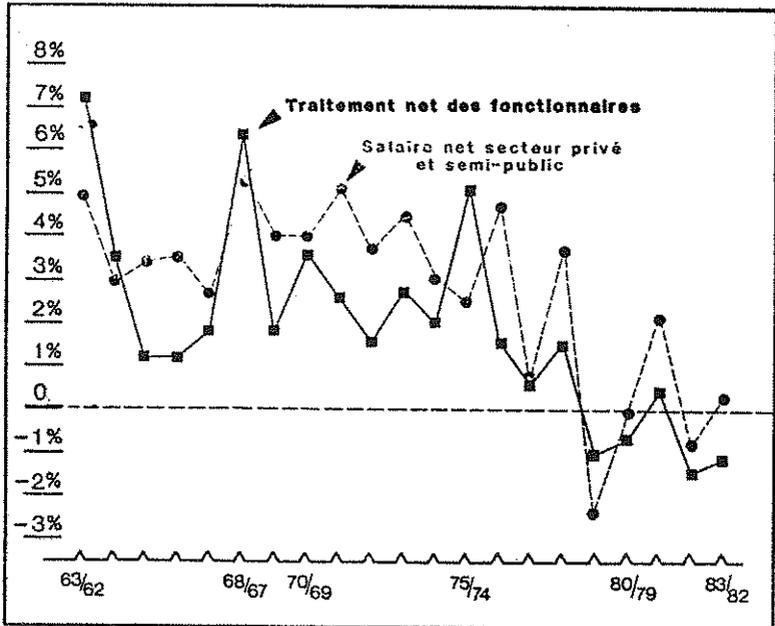
Taux annuel moyen d'évolution du pouvoir d'achat des traitements des fonctionnaires

en %

	1962-1968	1968-1974	1974-1978	1978-1983	1962-1983
Traitements nets (francs constants) Ensemble	+ 3,6	+ 2,4	+ 2,2	- 0,8	+ 2,0
dont cat. A	+ 3,5	+ 1,2	+ 2,2	- 1,1	+ 1,5
cat. B	+ 3,8	+ 1,9	+ 2,1	- 0,8	+ 1,8
cat. C	+ 3,8	+ 3,3	+ 1,8	- 0,5	+ 2,2
cat. D	+ 4,1	+ 3,0	+ 4,9	0	+ 3,0
cat. C et D	+ 3,9	+ 3,2	+ 2,2	- 0,4	+ 2,4

Graphique 3 : Evolution annuelle comparée du pouvoir d'achat du traitement net des fonctionnaires et des salaires nets dans le secteur privé et semi-public

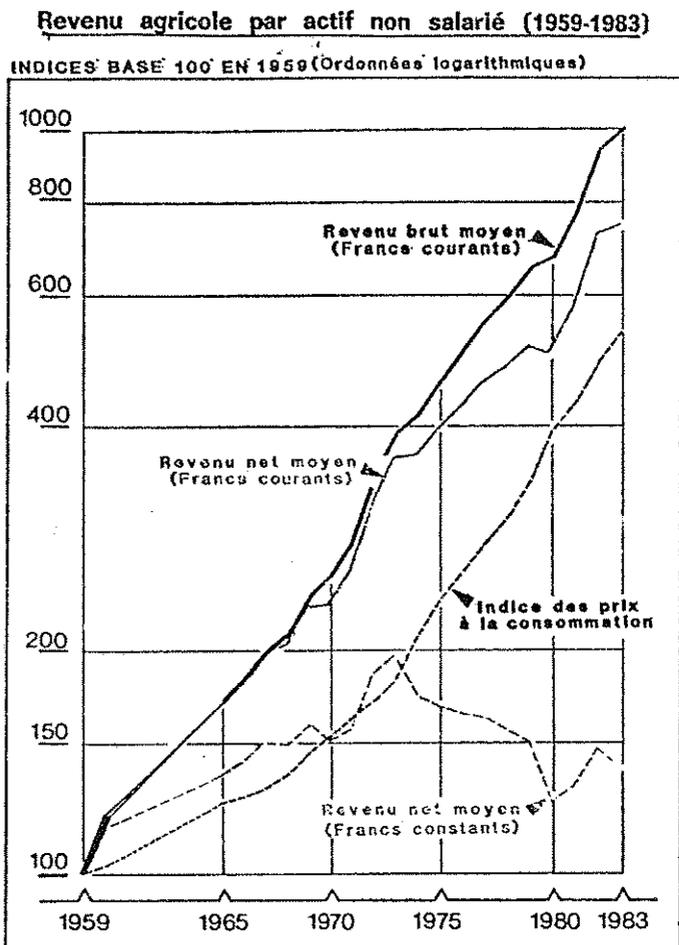
Taux de croissance

Source : CERC, *Les revenus des Français*, op. cit., pp. 108-116

A N N E X E I V

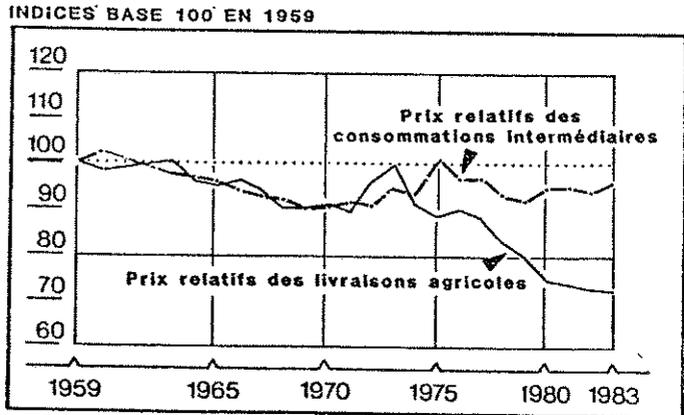
L'évolution des revenus des indépendants

Graphique I :



Graphique 2 :

**Evolution des prix relatifs (*) des consommations
intermédiaires de l'agriculture
et des prix des livraisons agricoles de 1959 à 1983**

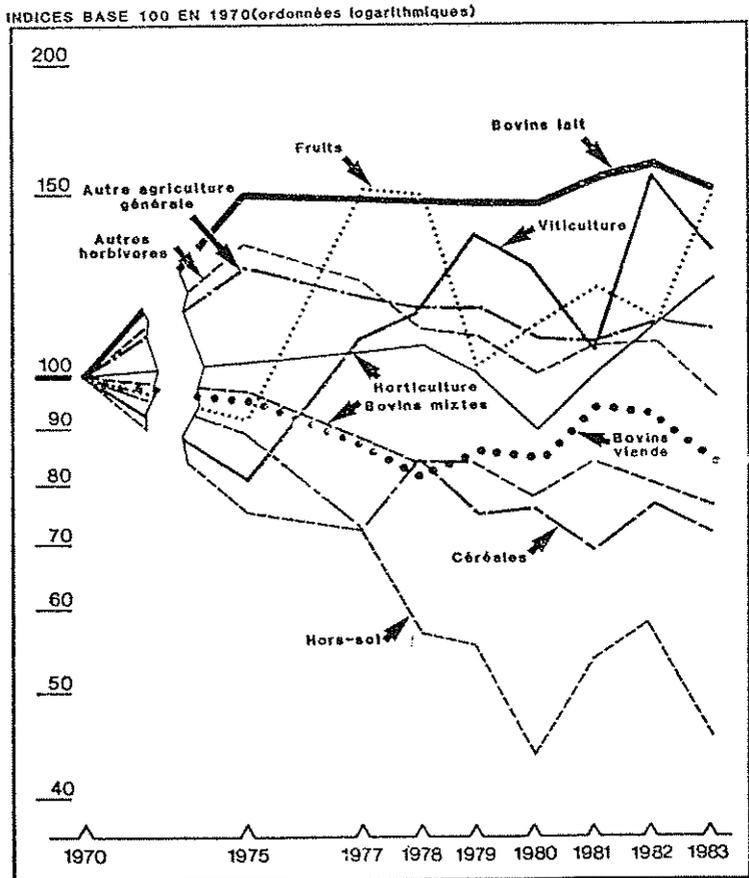


(*) Relatif à l'indice général des prix à la consommation.

Source : CERC, *Les revenus des Français...*, *op. cit.*, p. 131 et p.

Graphique 3 :

Evolution du revenu brut moyen des exploitations à temps complet
dans les principales orientations technico-économiques de 1970 à 1983
francs constants

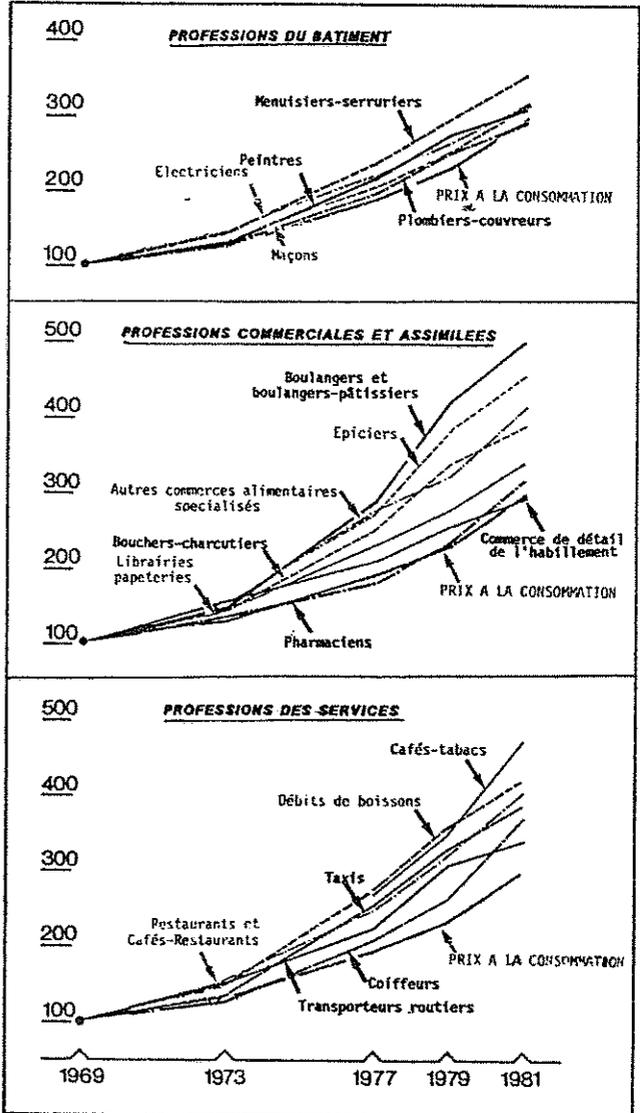


Source : CERC, *Les revenus des Français...*, op. cit., p. 142

Graphique 4 :

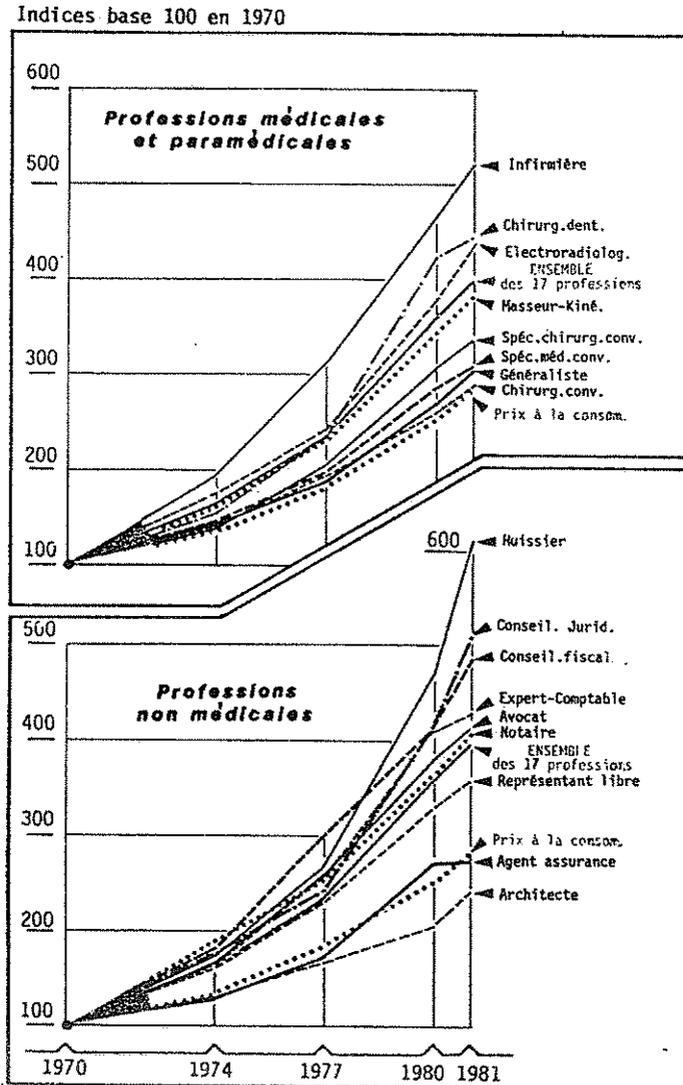
Evolution du bénéfice moyen des commerçants et artisans
1969-1981 (francs courants)

Indices base 100 en 1969



Graphique 5 :

Evolution du bénéfice fiscal moyen des professions libérales (francs courants)

Source : CERC, *Les revenus des Français...*, op. cit., p. 170

ANNEXE V

Les bouleversements patrimoniaux

Tableau 1 :

Plus-values nominale et réelle de différents placements entre 1970 et 1983 (base 100 en 1970)

	1970	1973	1976	1979	1983
Biens fonciers urbains	(n) 100	120,7	176,1	229,7	342,3
	(r)	100,4	105,1	103,8	98,0
Biens fonciers ruraux	(n) 100	131,5	191,9	255,7	273,0
	(r)	109,4	114,6	115,5	78,2
Actions françaises cotées	(n) 100	117,8	98,7	132,5	168,8
	(r)	96,0	58,9	59,9	48,3
Obligations	(n) 100	106,1	112,2	119,3	108,9
	(r)	88,3	67,0	53,9	31,2
Placements d'épargne liquide	(n) 100	100	100	100	100
	(r)	83,2	59,7	45,2	28,6

(n) : nominal (r) : réel

Source : CERC, Les revenus des Français..., op. cit., p. 191

LES RESPONSABLES DE LA CRISE DANS L'OPINION



**LES RESPONSABLES DE LA CRISE DANS L'OPINION
DANS LES ANNEES TRENTE**

Le problème que nous évoquons pour cette journée sur crise et radicalisation politique année trente / année quatre-vingts, avec deux exposés sur "les responsables ou les boucs-émissaires, on a déjà employé le mot tout à l'heure de la crise, et tout d'abord Michel Winock pour les années trente.

Tout à l'heure c'était le défaut de statistiques qui embarrassait l'historien des années trente et cette fois c'est le défaut de sondage parce qu'il s'agit évidemment d'un travail sur l'imaginaire sur les réactions de l'opinion, et que nous devons nous contenter de la presse, de la littérature de l'époque en général, des programmes des partis politiques.

Deuxième observation : il est très difficile à mes yeux d'isoler la crise économique de l'ensemble des autres éléments qu'on appelle la crise des années trente. Alors que dans les années quatre-vingts, peut-être me trompé-je, il me semble qu'en raison même de la meilleure formation économique, en tout cas d'une meilleure information économique ou encore de la survalorisation de l'économique par rapport au reste, nous sommes beaucoup plus attentifs à l'économique proprement dit et c'est pourquoi on a plus ou moins des idées sur la crise économique alors qu'à l'époque on parle d'une crise beaucoup plus globale qui est à la fois, comme on le disait tout à l'heure du reste, une crise politique peut-être plus encore une crise morale, la crise d'un système, la crise d'une civilisation a-t-on dit. C'est donc sous le grand angle que je vais vous proposer quelques remarques sur ces années trente.

1930 - 1934

Dans ces années trente, je distinguerai d'abord une première phase en reprenant une chronologie classique à savoir 1930-1934, période sur laquelle Jean Touchard avait particulièrement travaillé, nous expliquant ce qu'il appelait l'esprit des années trente et je dirai simplement ce qui me frappe dans la littérature de ces jeunes gens qui créent des mouvements et surtout des revues, un certain nombre de moyens d'expressions.

S'il y avait à mettre un dénominateur commun, je dirais que c'est l'antilibéralisme. Qu'il soit de droite, d'extrême droite, au-dessus des partis, ni de gauche ni de droite comme ils disent, ou encore quand il s'agit des marxistes : c'est le refus d'un système global, le système libéral. Une maladie atteint la civilisation bourgeoise et qui cherche ses sources en trouve au moins deux, la Renaissance, donc la fin du Moyen-Age, ça remonte loin, comme vous le voyez, et puis la Révolution. Ces deux grands moments de l'histoire de l'Occident ont créé en effet, ont favorisé l'individualisme et finalement le parlementaire.

Et ces grandes catégories qui ont l'air assez loin de la réalité apparente des finances, de la production et de la consommation, il n'empêche qu'on les trouve dans tous les systèmes d'explication parmi les déterminants de la crise, de cette crise globale. Celle-ci a des causes précises, matérielles, concrètes, mais elle s'explique aussi par des facteurs moraux, voire métaphysiques. Et c'est ainsi qu'on voit, aujourd'hui, et j'en suis frappé - on en reparlera sans doute tout à l'heure - la résurgence justement de cette causalité diabolique qui est dans toutes les dénonciations des années trente et qu'on écrit avec une majuscule, l'Argent. Cet argent plus métaphysique que matériel, que l'on trouve partout comme explication globale : nous sommes dans une civilisation qui est devenue celle de l'argent. Et dans ces revues des années trente, évidemment on évoque tout de suite la culture catholique : la condamnation de Mammon. L'argent est un instrument du Démon. Mais c'est aussi de la part d'un certain nombre de jeunes gens et d'intellectuels qui échappent complètement, par leur formation, à la culture catholique. Un peu comme aujourd'hui il y a d'un côté Jacques Julliard et de l'autre côté Régis Debray qui font des discours sur l'argent. Le "fric" dans le langage d'aujourd'hui. A l'argent est lié le productivisme. C'est pourquoi ces intellectuels de la nouvelle génération qui vont formuler leurs idées au début des années trente, déjà à la fin des années vingt, c'est-à-dire avant que la crise ne commence, avaient établi des constats qui ne seront que repris au cours de la crise économique, comme si la crise était une sorte de confirmation de leurs analyses antérieures, car dès 1927-28, on le disait tout à l'heure, il y a une critique lancée contre cette civilisation qui a pour bases l'argent, le libéralisme et le productivisme. On produit d'une manière anormale, on surproduit et, au fond, la crise va prouver précisément qu'on avait bien vu que l'économie n'était pas accordée à la société, à la vie humaine des sociétés.

Ce productivisme, ce monde de l'argent c'est aussi le monde de la corruption et cette corruption elle est partout. Naturellement l'affaire Stavinsky en sera une sorte de point d'orgue mais tout au long de ces années, entre 1927-28 et 1934, on assiste à une série de scandales que l'on monte en épingle. D'une manière

générale on juge que la société est corrompue, de même que la vie politique, et tout cela pourrait se résumer dans un modèle qui apparaît de plus en plus comme celui, sinon de la société française, tout au moins de la future société française : le modèle américain.

L'anti-américanisme est particulièrement fort au début de ces années trente. Je rappellerai simplement le titre d'un livre de Robert d'Aron et Dandieu, qui s'appelle le *Cancer américain* et il traite surtout de ces questions économiques, de ce surproductivisme qui est la cause, la clef d'un certain nombre de désordres dans notre société. Aussi, en face de ce matérialisme, défend-on les valeurs spirituelles et voici par exemple ce que pouvait écrire la revue *Esprit* en avril 1933 :

"Notre révolte contre le monde de 1932 implique sans aucune réserve la condamnation et le renversement par tous les moyens, surtout par les moyens illégaux, c'est-à-dire efficaces du régime capitaliste actuel".

Donc vous voyez dans une revue qui n'est pas une revue marxiste, loin de là, ni vraiment de gauche en 1933, mais qui est une revue donnant bien le ton, la note d'une certaine génération contestataire qui ne voit pas d'issue au régime dans lequel elle vit.

Alors s'il fallait chercher une tête de turc puisque nous cherchons des boucs-émissaires, des victimes émissaires, cette dénonciation de l'argent qui est aussi une dénonciation de l'individualisme, la tête du Turc serait sans doute André Gide. André Gide, assez curieusement, parce que vous savez, c'est à ce moment là, en 1932, qu'il adhère au communisme, sinon au parti communiste et qu'il y restera jusqu'à son voyage en URSS. C'est la rançon de sa gloire, car Gide est certainement au cours de cet entre-deux guerres, le grand écrivain par excellence. Alors on trouve ceci (c'est une citation tirée d'*Esprit*) :

"nous sommes de ceux qui pensons la part essentielle de notre vie intérieure contre l'oeuvre de Gide, c'est-à-dire contre le narcissisme, l'individualisme complaisant, l'immoralisme, la gratuité, le délire de gratuité".

Ces idées feront leur chemin puisque il y aura plus tard un dessin, une caricature de Sennep tout à fait remarquable, après la débâcle de 1940. Ce dessin représente un gentleman farmer qui visite un brave paysan et qui lui dit: "Oh, mon cher ami, si seulement nous avions un peu moins lu André Gide".

Voilà par conséquent un premier bouc-émissaire, mais évidemment il n'explique pas la crise économique.

Il s'agit d'une crise globale, générale, celle d'un système au fond qui est vicié dès le départ. Evidemment je me contente

parce que l'heure m'est limitée de parler de ces jeunes gens qu'on appelle les "non conformistes des années trente", mais à propos de l'antiaméricanisme ce qui m'avait frappé aussi en faisant une petite étude sur cette question c'est de voir à quel point au-delà de ces groupes, il y avait véritablement dans l'Amérique non seulement la dénonciation d'un système, d'un modèle qui était horrible - voir les ouvrages de Georges Duhamel par exemple -, mais dans le mécanisme même de la crise, on faisait porter effectivement aux Etats-Unis la responsabilité principale, jusqu'à Monsieur Giscard d'Estaing père, qui faisait de la dévaluation du dollar précisément un des grands déterminants de la crise européenne.

FASCISTES ET ANTIFASCISTES

Je voudrais maintenant passer à la période suivante, celle qui après la crise de 1934, après la formation de l'unité entre les socialistes et les communistes, du pacte d'unité d'action entre les socialistes et les communistes, puis avec l'intégration du parti radical dans le rassemblement populaire, va opposer deux blocs : ceux qui combattent le "fascisme", les antifascistes, et puis ceux d'en face, qui évidemment ne sont pas les fascistes mais qui sont - comme ils se dénomment eux-mêmes - les anti-antifascistes.

Et dans ces deux blocs, dans ces deux camps, on va voir certainement se déchaîner la causalité diabolique puisque chacun juge que celui d'en face a une responsabilité très grave dans ce qui arrive à la France.

De quoi la France est-elle menacée ?

Réponse de la gauche : du fascisme.

Et qu'est-ce que le fascisme ?

C'est le masque du capitalisme !

Le fascisme est dénoncé, j'entends du côté du Front Populaire, à travers deux identités plus ou moins mythologiques et qui ont trait au capitalisme : les "deux cents familles" et les trusts.

Les deux cents familles : le thème était d'origine radicale, il était bien dans la représentation antithétique du radicalisme entre les petits et les gros, entre une masse de petits et quelques gros qui tiennent en main la situation. Il se trouve que les communistes ont repris ce chiffre, sans doute parce que sa rondeur faisait bien dans les formules.

Maurice Thorez, lors du 8ème congrès du Parti à Villeurbanne, en janvier 1936, consacre un développement assez important aux deux cents familles. En voici un extrait :

*"Le peuple de France interroge :
mais comment cela peut-il se produire ? Comment
peut-il y avoir des usines qui ferment leurs portes ou*

dont les machines tournent au ralenti alors que tant de besoins sont inassouvis ? Comment peut-on connaître le chômage, la gêne, la misère dans un pays aussi riche ? C'est tout simplement parce que les richesses produites par le travail accumulé de nombreuses générations de paysans et d'ouvriers de France ont été accaparées par une minorité de parasites qu'ils exploitent à son seul profit. Au lieu de produire pour la satisfaction de leurs besoins, les prolétaires, asservis par les possédants capitalistes, fournissent pour un salaire toujours moindre, une énorme quantité de marchandises qu'ils n'ont pas la possibilité de se procurer".

Après ces généralités, on en arrive à concrétiser cette part des exploités et ceci se résume finalement à un petit groupe :

"Il existe aujourd'hui en France cinquante-mille sociétés par actions, auxquelles s'ajoutent quelques centaines de banques privées et quelques milliers de groupements industriels qui ont conservé la forme d'associations personnelles. Mais combien se trouvent au poste central de commandement ? Une trentaine de sociétés financières, autant dans la métallurgie, vingt dans les charbonnages et entreprises minières, trente compagnies d'électricité, vingt compagnies d'assurance, une dizaine de sociétés de produits chimiques, une dizaine d'entreprises de fourniture d'eau et de gaz, enfin les grandes compagnies de chemin de fer et de navigation maritime, en tout deux-cents sociétés groupées entre elles, s'interpénétrant et constituant au-dessus de la masse des sociétés par action et des groupements patronaux et commerciaux, l'oligarchie financière. A la tête des conseils d'administration de ces deux-cents sociétés privilégiées, se trouvent ou se retrouvent les deux cents plus riches actionnaires, les chefs des deux-cents familles qui dominent l'économie et la politique de la France".

Par cette dénonciation des deux-cents familles, il s'agit de réunir, et c'est, du reste, le titre du rapport de Thorez, l'ensemble de la nation française. Faire l'union de la nation contre une petite minorité d'accapareurs. Il s'agit de montrer que l'immense majorité du peuple doit se solidariser contre une poignée de sangsues.

Dans une autre partie de l'opinion, du Front populaire, on insiste surtout sur le phénomène des concentrations et des trusts, c'est le mot de l'époque. Autre point de cristallisation

dont un journal va faire l'incessant réquisitoire : c'est La flèche de Bergery - lequel évoluera comme on sait -, qui au départ est partie prenante dans le rassemblement populaire et dont l'anti-capitalisme est continu.

Le fascisme, dit-il, n'est que l'adaptation tragique du capitalisme à sa propre décadence. Il apparaît tel qu'il est un, instrument de grand capitalisme destiné à tromper le peuple. On voit que l'équation marche à plein et pas seulement dans les rangs du parti communiste : le fascisme c'est le grand capital comme dira plus tard Daniel Guérin. Le monde est donc vu comme le champ clos où s'affrontent exploités et exploités, ces derniers s'appellent les trusts.

Entre 1934 et 1936, La Flèche multiplie les articles et numéros spéciaux, la Banque de France, le groupe Finaly, les comités des Forges, etc. sont tour à tour étudiés de cette manière. Ainsi le fascisme est dénoncé non comme un système politique ou un système totalitaire mais comme l'aboutissement en quelque sorte naturel du capitalisme. Pour de nombreux militants et dirigeants de la gauche, le fascisme n'est pas de nature politique mais économique et Bergery en arrive du même coup, de manière paradoxale, à trouver des bons côtés à Hitler, puisqu'au moins Hitler, lui, n'a pas ménagé précisément un certain nombre de grands financiers et un certain nombre de trusts, selon lui.

Je proposerai dans l'explication de ce qu'on pourrait appeler ce réductionnisme, deux pistes.

D'abord un mythe ancestral qui emplit toute l'histoire sociale de la France mais surtout l'histoire de l'Ancien régime et le cours de la Révolution : le mythe de l'accapareur. Face au principe d'égalité républicaine et démocratique, on voit toujours une petite quantité d'individus qui accaparent, qui monopolisent les richesses, qui sucent le sang de la nation. Et ce mythe - je n'ai pas le temps d'en faire la démonstration - mais on le trouve en des termes (j'ai été frappé par le rapprochement) que l'on entendait déjà au XVIIIème siècle.

Deuxième piste : ce qu'on pourrait appeler l'économisme, l'économisme marxiste qui commence à se développer à gauche et pas seulement au parti communiste, à savoir considérer la politique comme reflet de l'économico-social.

En face, si l'on examine les ennemis de l'antifascisme, c'est-à-dire finalement les ennemis du Front populaire, on constate que chez eux, la causalité diabolique se déchaîne littéralement, l'explication des malheurs de la France utilisant un certain nombre de mythes, parfois très anciens.

Naturellement, parmi ces agents diaboliques, il y en a de moins anciens, ce sont les communistes. Le conflit communisme-anticommunisme, au cours de ces années qui vont de 1934 à 1939, a

sans doute connu une période d'apothéose, d'autant que, aux élections de 1936, pour la première fois, le parti communiste avait atteint, comme on le sait, des résultats tout à fait inquiétants pour ses adversaires. Et on arrive à ménager l'adversaire le plus redoutable, c'est-à-dire Hitler, contre un danger bolchevique contre lequel précisément Hitler peut être un rempart.

L'ANTISEMITISME

Cependant, l'agent de la décadence reste - de manière plus traditionnelle depuis la fin du XIXe siècle : le Juif. L'antisémitisme connaît, en effet, au cours des années trente une deuxième vague extrêmement paroxystique puisque on en avait déjà vu un premier effet à la fin des années 1880 et 1890.

Dans les années trente l'antisémitisme n'a plus cet air de bonne compagnie, comme on a pu le dire à propos de l'antisémitisme latent qui existe dans la société française ; il reprend des formes extrêmement injurieuses, dramatiques et brutales. Avec Léon Blum au pouvoir et avant le décret Marchandreau qui, en 1939, interdisait les propos antisémites et racistes, la presse de droite, d'extrême droite, se déchaîne contre Léon Blum qui apparaît comme, non seulement le symbole de l'étranger, mais aussi celui du marxisme, de l'intellectuel décadent, la victime émissaire majeure vers laquelle toutes les flèches vont être tirées.

Dans mes fiches j'ai une série de citations qui sont toutes plus abominables les unes que les autres et je vous en ferai grâce, je n'en prendrai qu'une pour montrer le niveau de l'attaque, mais il faut savoir que ce genre d'attaque était universel. On en trouve à des degrés divers dans presque toute cette presse de droite ou d'extrême droite qui est très lue, puisque les grands tirages de la presse hebdomadaire sont ceux de la presse de droite.

Un seul exemple, je le prends dans *Je suis partout*, il s'agit de Georges Blond, qui écrit, le 24 septembre 1937, un article qui s'intitule, "Léon Blum ou le génie de la plainte". Voici la phrase en question :

"En entendant Thorez réciter chaleureusement sa leçon j'éprouve divers sentiments mais non le malaise physique qui me saisit devant Léon Blum".

Ce genre de propos et, en particulier, les propos véritablement raciste puisqu'il s'agit d'allusions physiques, on le trouve partout et je n'insiste pas. Au passage, je signale que *Bagatelle* pour un massacre de Céline, publié en 1937, résume un peu, si vous voulez, ces attaques tous azimuts contre les juifs et en particulier contre Léon Blum. Le livre de Céline, du reste, est intéressant en ce sens qu'il n'est pas du tout un livre original.

Un certain nombre de travaux ont été faits qui montrent bien que les sources de *Bagatelles...* sont toutes puisées dans des ouvrages et des publications qui datent de l'année même du livre ou de l'année précédente, publications qui, du reste, sont souvent subventionnées par l'office de propagande allemande en France.

On pourrait citer aussi dans un genre aussi noble puisqu'il s'agit d'un écrivain, le roman de Drieu La Rochelle, qui date de 1939, *Gilles*, qui est du premier peut-être au dernier chapitre véritablement ponctué, rythmé par des allusions antisémites. Plus que des allusions mêmes, presque un système d'explication de la décadence, c'est le grand thème du livre, par la conquête juive.

Le juif, au fond, c'est le comble de l'étranger. Il est un étranger au carré si je peux dire, un double étranger et le slogan "La France aux Français" qui est repris des années de la fin du XIXème siècle, ce slogan qui fleurit dans beaucoup de journaux et sur certains murs, en voici un écho que je trouve dans *Solidarité française*, organe d'un groupe fasciste dirigé par Jean Renaud :

"La France est de toutes les branches de son activité infestée de métiers dont quelques-uns exercent la médecine au nez des pouvoirs publics avec de vagues certificats d'étude obtenus à Petrograd, à Budapest ou bien à Varsovie".

Si je fais allusion à la médecine ce n'est pas par hasard parce qu'il y a eu de la part de la profession médicale et reprise par la presse une véritable crainte, une véritable phobie de ces médecins juifs qui arrivaient d'Europe centrale et qui pouvaient faire la concurrence par conséquent aux médecins français. Et on a pu expliquer du reste la conversion de Céline à l'antisémitisme précisément par cet afflux. Ce n'est pas vrai, mais en tout cas il est sûr que dans ses ouvrages il y a de nombreuses allusions néanmoins à ces juifs qui occupent les places des Français. C'est vrai dans le monde médical, c'est vrai dans d'autres corporations. Par conséquent, on s'aperçoit que, dans l'ensemble, presque toutes les explications de la situation française dans les journaux les plus ouverts aux intellectuels apparaissent comme des explications complètement irrationnelles et généralement on donne aux juifs, aux étrangers, aux communistes, la part belle. Mais il ne faut pas oublier quelques autres agents de déclin, de décadence, secondaires certes mais qui existent néanmoins, notamment l'instituteur syndiqué et, bien entendu, le parlementaire.

Le parlementaire et l'instituteur syndiqué sont particulièrement visés par les ligues, les journaux des ligues, les journaux d'un certain nombre de groupes d'extrême droite dénonçant

l'instituteur parce qu'il pervertit évidemment la jeunesse et le parlementaire parce qu'il est représentatif d'un système complètement pourri.

Dans l'ensemble on trouve dans toute cette littérature, ce qu'on appelle l'explication par le complot, explication qui n'est pas d'hier et qui s'est donné libre cours dans la Révolution française, et l'on voit à quel point, par conséquent, la France de cette époque est encore très familiarisée avec ce type d'explication irrationnelle et combien il est difficile de trouver un discours disons de bon sens quand il s'agit d'expliquer la situation de crise. Types d'explications qui, justement, contribuent eux-même à nourrir la crise.

GUERRE OU PAIX

Je terminerai par un autre épisode, parce que tout cela serait relativement simple, après tout. On aurait un pays divisé en deux, chacune des deux parties reprocherait à l'autre d'une manière mythologique d'être le responsable de la situation en cours. En fait, ces deux camps qui se font face ne restent pas soudés très longtemps car le problème de la guerre va intervenir et diviser, sur-diviser les partis politiques et les camps qui se combattent.

Donc à partir de 1935, et venant compliquer le tableau rapidement présenté, le problème guerre ou paix, pacifisme ou intransigeance face à l'Allemagne, va réactiver précisément cette mythologie à laquelle j'ai rapidement fait allusion sans l'enrichir beaucoup du reste ; mais on va retrouver ces agents du malheur qui vont peut-être de temps en temps faire de curieux cheminement d'un camp à l'autre.

Pour la droite néopacifiste à partir de 1935-36, le communisme reste l'agent le plus dangereux avec aussi, et ça c'est nouveau, l'Anglais. Et un vieux fond d'anglophobie réapparaît. C'est d'autant plus curieux que la politique internationale de l'Angleterre étant celle de l'apaisement, l'Anglais ne paraît pas être un facteur de guerre, mais dans Gringoire en particulier, Henri Béraud se déchaîne assez régulièrement contre les Anglais qui risquent de nous conduire à la guerre. Et puis on retrouve inévitablement le juif. L'explication cette fois est la suivante : la guerre est voulue par les juifs parce que ce sont les victimes de la persécution nazie, ils ont fui leur pays en tentant de rassembler toutes les forces antihitlériennes possibles et ils vont ainsi nous conduire à la guerre. Je donnerai un petit texte qui est tout à fait suggestif à ce sujet, il date d'avril 1936, donc peu de temps après le problème de la Rhénanie et je l'ai trouvé dans la revue *Combat*, dirigée par Thierry Monnier. C'est un article

signé Maurice Blanchot qui s'intitule: "Après le coup de force germanique". En voici un extrait :

"Il y a dans le monde, en dehors de l'Allemagne, un clan qui veut la guerre et qui propage insidieusement sous couleur de prestige et de morale internationale les cas de guerre. C'est le clan dans anciens pacifistes, des révolutionnaires et des juifs émigrés, qui sont prêts à tout pour abattre Hitler et pour mettre fin aux dictatures. Albert Sarant a commencé par entendre l'appel des révolutionnaires et des juifs déchaînés dont la fureur théologique exigeait, contre Hitler, toutes les sanctions tout de suite. On n'a rien vu d'aussi redoutable et d'aussi insensé que ce délire d'énergie verbale, on n'a rien vu d'aussi perfide que cette propagande d'honneur nationale faite par des étrangers suspects dans les bureaux du quai d'Orsay pour précipiter les jeunes Français au nom de Moscou ou au nom d'Israël dans un conflit immédiat".

Parallèlement, pour la gauche pacifiste on retrouve les marchands de canons, c'est-à-dire les trusts. La Flèche, à la fois très pacifiste et anticapitaliste, reprend le thème qu'elle préfère. En même temps on trouve aussi, chez un certain nombre de pacifistes de la gauche, un anticommunisme qui croît de plus en plus, puisque le parti communiste est antimunichois et on voit La Flèche précisément réserver une bonne partie de ses attaques à un parti qui est censé préparer la guerre. De manière plus troublante, on va rencontrer (de façon moins explicite) plus allusive, orale plus souvent qu'écrite, un certain antisémitisme qui va se propager au sein même de la SFIO à l'encontre de Léon Blum, après que celui-ci eut quitté ses positions pacifistes pour entrer, à partir de 1936, dans une politique de réarmement. De proche en proche, il voit à quel point les tendances pacifistes, qui sont dominantes au sein du parti socialiste, prêtent une oreille complaisante à un certain antisémitisme d'époque. La Flèche illustre la convergence pacifiste entre la droite et la gauche en faisant ce titre qui résume bien l'esprit de Munich : "Contre l'intérêt de la finance et l'intérêt de Moscou". Ainsi l'anticapitalisme et l'anticommunisme peuvent s'unir à ce moment là sur la base du pacifisme.

*

*

*

En conclusion, la causalité diabolique fonctionne à plein dans les années trente. L'explication par le complot est très largement partagée. D'un côté c'est, comme en 1789, une sorte de complot aristocratique, celui des deux-cents familles qui poussent à la guerre et puis, en face, il s'agit du complot judéo-maçonnique, c'est le retour en force de l'antisémitisme qui est le plus frappant.

Et si, ce sera mon dernier mot, tout à l'heure on a peut-être eu tendance à minimiser l'effet de crise dans la société française, je crois - Serge Berstein y a insisté ainsi que René Remond - qu'il est très important d'apprécier le décalage constant que l'on trouve entre des réalités, dans la mesure où on peut les chiffrer, les concrétiser, les apercevoir, et puis d'autre part les représentations de l'imaginaire collectif. De ce point de vue, un très récent travail que je viens de lire apporte une confirmation de ce décalage, c'est la thèse de Pierre Laborie. Celui-ci a étudié sur l'opinion française entre 1936 et 1944. Dans cette thèse, il développe une idée qui va un peu à l'encontre des conclusions d'un colloque qui s'est tenu il y a quelques années sur la France de Daladier. Dans ce colloque, en gros, on montrait ou on marquait le redressement que la France avait connu au cours des deux années, 1938 et 1939, non seulement à travers le réarmement, mais aussi parce que le système parlementaire fonctionnait mieux, moyennant la pratique notamment des décrets-lois. Or cette espèce de redressement, de stabilisation, n'est pas perçue dans l'opinion, d'après les travaux de Pierre Laborie. Ce qu'il constate, lui, au contraire, c'est que, au fur et à mesure que l'on se rapproche de 1939, il y a une montée des peurs, qui se manifestent de manière extrêmement diverses. Je ne prendrai qu'un seul exemple, parce que j'ignorais cet épisode. Lorsque le Front populaire l'emporte aux élections, dans les départements du Midi qu'il connaît bien, Haute-Garonne etc., on constate que il y a eu des circulaires de la part de la hiérarchie catholique pour engager le clergé à se préparer à une émigration éventuelle. Nous étions en 1936, la guerre d'Espagne venait de commencer, les massacres des prêtres et des religieuses avaient eu un retentissement considérable en particulier dans les départements limitrophes ou proches de l'Espagne. Mais cet épisode sembla montrer que ce qu'on observe dans les instances majeures de la société, en particulier dans la classe politique, n'est pas au diapason d'une opinion publique qui reste profondément pénétrée par des peurs contradictoires favorisant les attitudes irrationnelles et les explications du même nom dont on a parlé tout à l'heure.

Michel WINOCK



**LA CRISE DES ANNEES SOIXANTE-DIX :
PERCEPTION DES RESPONSABILITES**

Analyser les présentations de la crise et rechercher comment l'opinion en perçoit les responsabilités suppose en fait de poser deux observations préalables.

La première tient à la notion même de crise, puisqu'en fait le thème peut se décliner dans toutes séries de domaines et conduire très loin dans l'analyse des représentations. Pour que cet exposé soit articulé sur l'exposé de Jacques Capdevielle, c'est en fait à l'aspect de crise économique que je me limiterais pour l'essentiel.

Deuxième observation : L'interrogation sur les représentations par l'opinion de la crise est dépendante des enquêtes publiées sur le sujet. Or, aucun institut de sondages n'a mis tôt en place une mesure stable et régulière de la perception de la crise par les Français. Si bien que les sondages sont abondants mais extrêmement ponctuels, traitant plus souvent des perceptions de la nature et de l'ampleur de la crise que de la recherche des responsabilités.

Une fois ces remarques faites, on peut distinguer deux périodes chronologiques.

1973 - 1977

Cette première période se caractérise par le débat sur la nature de la crise et des responsabilités qui en découlent. Il est principalement organisé en deux points :

- s'agit-il d'une crise passagère ou durable ? (ce qui peut mettre en cause le terme de crise économique au profit de celui de difficulté économique).
- S'agit-il d'une crise d'origine internationale ou interne ?

Sous ces deux aspects, le débat est extrêmement construit politiquement. L'opinion est sollicitée à partir de trois discours.

Le premier discours, qui est celui de la majorité de l'époque, revient à minimiser la notion de crise, voire à la poser en objet de discussion.

Le président Pompidou, en février 1974 à Poitiers, parle en fait de "vicissitudes momentanées" induites par la crise pétrolière. Son ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, parle de "temps difficiles" mais on ne va pas au-delà de cette caractérisation.

Au lendemain de son élection à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing fait une première concession mais prend soin de distinguer la situation française de la situation internationale et mondiale : la crise internationale est durable mais la France a la capacité d'y faire face. L'analyse sera reprise par Raymond Barre et sera une constante du discours de la majorité pour toute cette période.

Discours concurrent bien sûr, celui du Parti communiste et du Parti socialiste.

En 1973, le programme commun vient d'être signé et le texte expose une version dure de la crise. La crise est durable parce qu'elle est structurelle. On prend soin d'expliquer à l'opinion qu'il ne faut pas confondre la crise pétrolière de 1973 avec des difficultés structurelles qui tiennent en fait au système productif français. On dénonce le discours sur la fatalité de la crise, la crise contre laquelle on ne peut rien, puisque justement elle a bien des causes françaises et profondes sur lesquelles on peut agir. Le remède, c'est le Programme Commun qui préconise la reprise en main du système de production par l'Etat.

Troisième discours, celui du PSU qui pose très tôt le problème de la crise créant une rupture par rapport au système de croissance antérieure.

C'est la thèse de la fin de la société de consommation et des années de croissance, de la nécessité de restaurer et développer des nouvelles valeurs non marchandes.

Pendant toute cette période, l'opinion a, en majorité, une perception partielle de la crise, focalisée sur le problème de l'inflation et de la hausse des prix. C'est la préoccupation dominante des Français, largement devant celle de l'emploi. En même temps, elle refuse le discours sur la fin de la croissance.

Mais il y a, entre l'opinion de gauche et celle de droite, de fortes divergences d'appréciations sur la gravité de la crise.

Les discours du président Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing ont fait mouche auprès de l'électorat de droite. En août 1975, plus d'un sympathisant de la majorité de l'époque sur deux pense que cette crise peut se qualifier uniquement en terme de

difficulté économique passagère, alors qu'au même moment, l'électorat de gauche juge la crise économique profonde. C'est sur la gravité de la crise que se polarisent les clivages. Le consensus se reformera pour désigner les responsables de la crise : l'étranger. Seul l'électorat communiste dénonce les responsabilités internes de la crise.

1977 - 1981

Au lendemain des élections municipales de 1977, s'ouvre une période décisive où l'opinion va intérioriser la notion de crise, dans des termes qui ne vont guère varier.

Le changement décisif est l'installation de la préoccupation de l'emploi.

Il y a identification de la crise au chômage et recul de la préoccupation inflationniste qui passe au second rang. En août 1979, un sondage de la SOFRES montre que, mis en concurrence avec huit autres, le chômage est considéré comme la préoccupation prioritaire par trois Français sur quatre alors que le problème de la hausse des prix touche à peu près un Français sur deux.

Deuxième modification des représentations : l'opinion admet progressivement la fin de la période de prospérité économique. Premier indicateur de ce retournement : la crise est désormais considérée comme durable par trois Français sur quatre.

Non seulement les données sont considérées comme graves pour le présent, mais il y a installation de pessimisme pour l'avenir : au début de l'année 1977, 42% des Français voient l'avenir plutôt meilleur que le présent, on est encore dans une problématique d'événements conjoncturels et passagers. En 1980, ils ne sont plus que 21 %.

C'est bien entre 1977-1980 que se produit le basculement, non seulement en terme de gravité de la crise mais surtout en terme de projection de l'avenir. En 1980, 58 % des Français pensent que leur avenir est hypothéqué par l'installation de la crise.

Il y a sur ce point un consensus gauche-droite. La représentation de la crise en terme de tunnel est partagée aussi bien par l'opinion de gauche que de droite. En même temps, la perception de la fin du rythme de croissance devient dominante.

En terme de responsabilité, que produisent en fait ces nouvelles représentations de la crise ?

A gauche, ce sont les responsabilités politiques qui sont mises en avant.

Les discours sur l'incapacité de la droite à sortir de la crise et la condamnation de la politique de Raymond Barre sont très bien reçus puisqu'à la fin de l'année 1979, le gouvernement Barre n'est crédité d'aucun effets positifs en ce qui concerne la politique économique de la France (à part son aspect monétaire). La crédibilité du discours politique organisé autour de l'incapacité de la droite à sortir du tunnel va conduire à l'alternance de 1981.

A droite, il y a réorganisation du discours sur la crise et interrogation de l'opinion.

Pendant toute cette période, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing réaffirment les responsabilités internationales de la crise, échappant au contrôle politique : on parle de dérèglement du système monétaire international, on explique que le deuxième choc pétrolier compromet le redressement économique de la France, on souligne l'intensification de la concurrence internationale. Mais il y a une nouveauté : on admet pour la première fois, dans ces années 1979-80, qu'il y a aussi des causes proprement françaises et structurelles à la crise : on parle de la désadaptation du système productif français, et on introduit un thème dérivé de cette nouvelle problématique : celui des Français qui ne sont pas assez travailleurs.

Il va faire mouche au sein de l'opinion de droite mais raidir brutalement l'opinion de gauche. Une large partie des sympathisants de la majorité pense qu'effectivement le goût de l'effort n'est plus aussi développé qu'il n'était. Il se développe alors un discours passéiste sur une crise des valeurs du travail et la dénonciation de la thèse du partage du travail ou la réduction du temps de travail avancée par la gauche comme un des remèdes à la crise.

Deuxième thème évoqué : celui de la menace européenne proposé par le RPR.

A la veille des élections européennes de 1979, Michel Debré prend sa plume dans le Figaro pour expliquer que la crise confronte la France aux menaces de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier. Il y a là un appel au protectionnisme, une condamnation de la politique de redéploiement du gouvernement Barre, qui crée un clivage au sein de l'opinion de droite : la menace de l'étranger et en particulier de l'Allemagne est un thème de nature à désolidariser le RPR de la politique du Premier ministre.

Troisième argument proposé à l'opinion de droite : le poids des jeunes.

On dénonce l'oisiveté des jeunes, cause de chômage, et on propose de mettre les jeunes au travail. Cette dénonciation de la responsabilité des jeunes reçoit l'accord d'une forte minorité des sympathisants de droite, 40 % de l'UDF et 54 % du RPR, (1978).

Quatrième argument : les femmes.

Se développe dans les années 1979-80 l'idée que la montée de la demande de travail féminin accroît le déséquilibre du marché du travail.

D'importantes minorités de Français pensent que des mesures de luttes efficaces contre la crise devraient favoriser la présence des femmes au foyer.

Dernier argument : le thème des immigrés.

Il est présent dans les sondages dès la fin de l'année 1978 : la responsabilité des immigrés dans la crise reçoit l'assentiment non seulement de la droite, mais aussi largement d'une bonne partie des sympathisants des partis de gauche.

En août 1979, 45 % des sympathisants communistes, 44 % de ceux du parti socialiste, 48 % des UDF et 38 % du RPR. Il n'y a pas véritablement de clivage gauche-droite et le thème est abordé très tôt, avant même qu'il y ait épuisement des solutions politiques.

*

* *

Lorsque se produit l'alternance de mai 1981, l'essentiel des éléments de la controverse économique et politique sur la nature et les responsabilités de la crise ont été avancés et débattus. Les années quatre-vingt confronteront rapidement l'opinion à un autre débat sur la gestion de la crise et la sortie de crise.

Elisabeth DUPOIRIER

LA REPOSE DES PARTIS DE GOUVERNEMENT



**LA REPONSE DES PARTIS DE GOUVERNEMENT
DANS LES ANNEES TRENTE**

Je me suis d'abord interrogé pour savoir quels étaient les partis de gouvernement au moment des années trente. La réponse me semble assez évidente.

Jusqu'en 1936, il y a deux grands partis de gouvernement dont la culture politique, les discours tiennent très largement compte, de l'exercice, soit dans l'immédiat, soit dans un avenir rapproché, des responsabilités gouvernementales. C'est d'un côté, l'Alliance démocratique et de l'autre le Parti radical et radical socialiste. Non pas que tous les Présidents du Conseil appartiennent à l'une ou l'autre de ces formations (je pense par exemple à Laval qui a un statut de non-inscrit, mais qui au niveau de l'analyse politique, est extrêmement proche des modérés de l'Alliance démocratique, ou du Centre républicain de Tardieu, ou à un socialiste indépendant, comme Paul Boncour, mais qui se comporte comme les radicaux). Par conséquent, je crois qu'en suivant l'Alliance démocratique d'une part, le Parti radical socialiste de l'autre, on saisit les deux grands partis du gouvernement.

Il reste évidemment un troisième cas qui pose problème et surtout après 1936. Il s'agit du parti socialiste.

Si on s'interroge sur ce point, il est clair que l'on ne peut pas considérer, à mon avis, le parti socialiste comme un parti de gouvernement jusqu'en 1936, parce que rien, ni dans ses conduites, ni dans son discours, ni dans les motions qui sont votées et qui expriment la ligne officielle du parti, ne traduit une quelconque prise en compte de l'exercice des responsabilités gouvernementales.

J'ai donc éliminé, volontairement, le parti socialiste étant donné que le problème, à l'époque, consiste pour lui à examiner les différentes modalités qui permettront, une fois le pouvoir conquis par les urnes, de transformer la société, mais sûrement pas de la gérer telle qu'elle est. Je ferai une seule exception, dans ma conclusion, à ce silence volontaire que je me suis imposé, cela concerne Léon Blum, à titre individuel, puisqu'à partir de 1933, il va réfléchir à une réponse possible à la crise économique.

A partir de là, j'aborderais trois points :

- quand les partis de gouvernement perçoivent-ils la crise économique ?
- En second lieu, quelle analyse font ces partis de gouvernement des causes de la crise économique ?
- Enfin, quelles réponses proposent-ils à cette crise ?

Je dis tout de suite qu'à quelques nuances près, on peut traiter comme un seul bloc, le parti radical et l'Alliance démocratique, parce que ni sur la perception de la crise, ni sur l'analyse des causes, et seulement avec quelques nuances sur les solutions à apporter, il n'y a de réelles différences entre eux.

LA PERCEPTION DE LA CRISE

Je crois qu'il faut insister fortement, même si les statistiques sur lesquelles s'appuient aujourd'hui les historiens et les économistes montrent le contraire, sur le fait que la perception de la crise économique en France est tardive. Elle date de septembre ou octobre 1931 et elle suit un fait très clairement daté, qui est la dévaluation du sterling, laquelle a provoqué, on le sait, par contre-coup, une surévaluation des coûts français par rapport aux prix mondiaux. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il y a une perception très claire des difficultés économiques que les statistiques révèlent comme antérieures.

J'ajoute que cette perception de la crise, en 1931, est cependant optimiste et s'appuie sur l'idée que la crise française n'est pas la crise américaine, ni la crise allemande, ni la crise britannique ; qu'elle est beaucoup moins grave, pour un certain nombre de raisons qui tiennent presque au génie national.

On peut citer à cet égard, le discours de Daladier, en 1931, au Congrès radical de Paris, discours préparé par l'un des spécialistes en économie du parti radical, Henri Michel :

"une population agricole active, une industrie qui jusqu'à ces derniers temps avait de nombreux débouchés, et encore et par dessus tout l'existence de ces classes moyennes qui ont été savamment détruites dans la plupart des autres pays, et qui continuent à se développer en France, nous mettent à l'abri des cataclysmes".

Donc l'analyse est celle d'une gêne passagère. On considère que la France est à l'abri d'un cataclysme en raison de l'équilibre régnant entre agriculture et industrie et, surtout, en raison de la présence des classes moyennes.

L'idée dominante est que la petite entreprise permet de surmonter un certain nombre de difficultés liées à la crise, qu'elle permet de vivoter.

Je crois qu'il faut insister fortement sur le fait que ces classes moyennes font partie de l'image traditionnelle et officielle de la France, que les partis de gouvernement répandent, c'est-à-dire que la France a su se garder du gigantisme à l'américaine, de la concentration capitaliste, et comme cette concentration apparaît être à l'origine de la crise, il est en quelque sorte légitime que la France recueille les fruits de sa sagesse en se tirant bien d'une crise que les autres subissent de plein fouet.

Il faut dire que cet optimisme ne va pas être de très longue durée, et qu'on s'aperçoit, dans l'ensemble des partis de gouvernement, qu'à mesure que les choses se prolongent et s'aggravent, en particulier en 1932 (qui représente le premier point noir avant celui de 1935), cet optimisme tend à fondre, et que progressivement, on entend les doléances de ce qui constitue leurs clientèles c'est-à-dire le petit patronat et les agriculteurs exploitants. Ce sont là, en effet, les deux groupes qui font le plus entendre leur voix.

On remarque que toutes les évaluations d'ensemble de la chute des revenus pendant la crise montrent que ce sont, de fait, ces deux groupes qui en ont objectivement subi de plein fouet l'effet le plus rude. D'année en année, ces plaintes se répètent si bien qu'on peut dire, qu'à partir de 1932, la crise est perçue très clairement. A ce moment comment l'interprète-t-on ?

D'une manière générale, on la considère comme une crise liée à la modernisation, aussi bien à l'alliance démocratique, qu'au parti radical. On considère que c'est, en quelque sorte, le fait d'avoir abandonné, jusqu'à un certain point, les solides structures du passé qui explique les difficultés que l'on retrouve dans le présent.

Par exemple, à propos de l'agriculture, un député radical qui jouera un grand rôle à l'époque du Front populaire, Raoul Aubaud écrit en 1932 :

"Nous sommes un certain nombre, ici et dans le pays, à éprouver une angoisse devant la situation qui est faite à une classe particulière d'agriculteurs, je veux parler des petits paysans. Peu à peu, nous assistons à la disparition de la petite propriété familiale. Et si nous en recherchons les causes, nous les trouvons d'abord dans le développement inéluctable du machinisme, dans la concentration, également inévitable des capitaux."

Donc, la constatation qui est faite, c'est qu'une évolution économique que l'on ne peut absolument pas éviter se produit mais qu'elle est en train de détruire ce qui faisait l'originalité de la structure sociale de la France.

Bien entendu, ce sont les effets sociaux de la crise économique qui inquiète le plus les partis de gouvernement, puisque les victimes de la crise sont le relais à travers lequel on passe du domaine strictement économique, au domaine politique.

LES CAUSES DE LA CRISE

Si la crise elle-même a été perçue comme une crise du développement du capitalisme, on constate qu'en revanche, ses causes précises apparaissent comme beaucoup plus floues et on est frappé de voir que, dans les grands partis de gouvernement, on imagine une sorte de malédiction globale pesant sur le système libéral et dont on ne cherche pas tellement les origines. On a le sentiment d'une sorte de maladie qui atteint le système économique.

Il faut noter que dans un certain nombre de groupes, surtout dans l'aile gauche du parti radical, on incrimine la concentration capitaliste. De ce point de vue, on comprend qu'un certain nombre de "Jeunes Turcs" aient été tentés, par la suite, par une alliance avec les socialistes, voire les communistes, c'est-à-dire, avec les partis marxistes. Sans doute n'ont-ils pas les mêmes conceptions que les marxistes ; ils restent attachés à l'initiative individuelle et à la propriété privée, mais au niveau de la défense de la propriété privée, et pour condamner la concentration capitaliste qui la menace, ils trouvent un certain nombre de points communs avec l'analyse marxiste.

D'une manière générale on considère, même sans prendre ce cas extrême, qu'une page de l'histoire du monde est tournée, que cette évolution économique est inéluctable, qu'elle représente un événement historique que l'on ne maîtrise pas, mais sur lequel on ne peut pas revenir, que l'ère du libéralisme heureux est terminée.

Quelle explication précise proposent-ils ?

On trouve une foule considérable d'explications partielles. A titre d'exemples, voici des explications empruntées aux radicaux.

Emile Roche, qui vous le savez, est lui même un chef d'entreprise et qui, ensuite, se taillera une réputation de spécialiste de l'économie, en particulier après la seconde guerre mondiale, explique que la crise est due à une sur-production des matières premières et, par conséquent, la seule solution, explique-t-il

consiste à limiter cette production, ce qui est éminemment regrettable, mais malheureusement inévitable.

Autre explication, celle, par exemple, que retient Caillaux : c'est l'insuffisance des moyens de paiement qui est responsable des difficultés et, par conséquent, il faut soit abandonner la politique de thésaurisation, qui est celle de la banque de France - et dont je rappelle, qu'elle a tout de même été l'orgueil du gouvernement français depuis le 19^e siècle -, soit adjoindre un autre étalon pour permettre l'émission de signes monétaires en nombre croissant, et par conséquent, l'achat d'une partie croissante de la production.

Il est évident que cette, proposition va faire hurler des hommes qui sont tous attachés à ce dogme de la stabilité de la monnaie, et on verra, par exemple, des protestations très vives contre cette idée qu'il faut augmenter les moyens de paiement, au motif que l'accroissement des instruments monétaires, c'est l'inflation, qui est le mal suprême.

Troisième explication de la crise, celle d'Henri Michel, conseiller économique de Daladier, pour qui il établit un rapport sur les origines de la crise, et qui estime que la cause fondamentale, c'est l'abus de crédit. Il rejette les idées de Keynes parce que, dit-il, Keynes propose l'inflation qui est tout à fait inacceptable.

Et il y a même une explication politique, qui consiste à dire que tout cela est la faute des traités de 1919. Il s'agit, d'un rapporteur au Congrès radical qui explique que la crise est une crise de surproduction dans certains pays, de sous-consommation dans d'autres et que tout été occasionné par le Traité de Versailles qui a créé de nouvelles nationalités dont l'équilibre économique n'a pas été recherché. C'est donc le flou qui règne dans les esprits, et qui est tout à fait généralisé.

Rien de ce qui est dit n'est complètement faux, sauf si on considère que pour chacun des orateurs l'explication donnée constitue la cause globale de la crise.

Je crois qu'on peut conclure qu'il n'y a pas, dans les années trente, du côté des grands partis de gouvernement, approche globale des causes de la crise économique. Par conséquent, on ne s'étonnera pas, pour aborder le troisième point, qu'il y ait un flou identique au niveau des solutions.

LES SOLUTIONS A LA CRISE ECONOMIQUE

Les explications données sont parfaitement contradictoires, et il en va à peu près de même des solutions proposées. Tout de même, à mesure que les années passent, une idée qui fait son chemin : on ne sortira pas de la crise économique, sans une intervention de l'Etat.

De ce point de vue, je crois qu'il faut établir une différence très nette entre l'alliance démocratique et le parti radical.

L'alliance démocratique, estime que c'est l'assainissement normal de l'économie par la crise qui, à un moment ou à un autre, saura remettre en route la machine.

Le parti radical, au contraire, trouve dans sa doctrine l'idée qu'une intervention de l'Etat serait souhaitable pour sortir du marasme économique, mais à condition que cette intervention, soit aussi limitée que possible et qu'elle ne touche ni à l'initiative privée, ni à la propriété. Dès le congrès de 1931, Julien Durand, un des spécialistes économiques du parti, orthodoxe à tous égards et extrêmement conservateur, va mettre en avant l'idée qu'il faut qu'il y ait, d'une manière ou d'une autre, une intervention étatique. Mais, dit-il tout de suite, cette intervention ne saurait conduire à un bouleversement des structures économiques comme celui que préconise par exemple le marxisme. Il déclare :

"pour éviter toute confusion, il nous paraît inutile d'opposer au capitalisme réformé, un anti-capitalisme destructeur puisque nous n'avons pas l'intention de détruire mais d'aménager et d'organiser."

La volonté de ne pas bouleverser les structures économiques conduit à un embarras sémantique qui est extrêmement révélateur, puisque Julien Durand, va consacrer toute une partie de son rapport, à se demander comment qualifier une économie dans laquelle l'Etat interviendrait sans toucher les structures de l'économie libérale. Il propose les termes "d'économie dirigée", "économie organisée", économie contrôlée", hésitant entre les trois termes. Après un long débat de conscience, il choisira finalement l'"économie organisée", parce que cela lui apparaît la formulation la moins contraignante.

Il propose un contrôle général de l'économie par l'Etat qui permettrait de surveiller, non pas les entreprises individuelles (ce serait porter atteinte à la propriété privée), mais les ententes industrielles d'une part, et d'autre part, les mouvements de capitaux à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national, enfin les tentatives de monopolisation du marché.

De la sorte l'Etat aurait, par son contrôle, les moyens de lutter contre la crise économique.

Mais, une fois qu'on passe des solutions a priori sur un éventuel contrôle de l'Etat, aux solutions pratiques, l'identité entre ce que pensent les hommes de l'alliance démocratiques - c'est-à-dire le centre droit - et ce que pensent les radicaux est à peu près totale. C'est-à-dire que le dogme de base, c'est qu'on ne touchera ni à l'équilibre budgétaire, ni à la stabilité de la monnaie et que la seule politique à suivre est la politique de déflation.

Pourquoi la politique de déflation ?

Parce que, dans tous les partis de gouvernement, on considère que l'équilibre du budget de l'Etat est la source de l'équilibre économique de l'ensemble de la nation ; et que, par conséquent, le déficit budgétaire que l'on constate, depuis 1919, est à la source de la crise économique.

Je crois qu'il faut bien insister sur cette idée, qui est à peu près le contraire de ce que concluent les historiens économistes et même de ce que pensaient beaucoup d'économistes du moment : la déficit du budget de l'Etat n'est pas une conséquence de la crise économique, c'est la cause du déséquilibre qui conduit à la crise économique. Par conséquent, le remède fondamental c'est de rétablir l'équilibre du budget par la réduction du déficit, réduction qui comprendrait trois mesures fondamentales : des économies sur les dépenses de l'Etat, de nouveaux impôts et des emprunts.

L'idée des partis de gouvernement c'est une déflation généralisée qui commence par la compression des dépenses de l'Etat. Cette dernière va donner lieu aux deux grandes mesures qui seront la clé de voûte de cette politique de déflation des années trente, c'est-à-dire d'une part la diminution des salaires des fonctionnaires, et d'autre part, la réduction des pensions, et spécifiquement des pensions des anciens combattants.

Qu'attend-on de cette politique ?

Pour répondre, on peut s'appuyer sur l'argumentation des spécialistes économiques du parti radical, par exemple Georges Potut. En 1933, il explique que le budget de l'Etat a un rôle économique singulièrement limité et modeste, il ne crée pas de pouvoir d'achat, il se borne à répartir les pouvoirs d'achat existants. Par conséquent, la diminution des dépenses publiques, n'appauvrira, en aucune façon, le pays. Seulement, cette marge de pouvoir d'achat, ainsi maintenue chez les contribuables, sera mieux utilisée par le citoyen en tant que producteur parce que, rassuré en ce qui concerne l'avenir par l'éloignement de la menace d'un prélèvement fiscal toujours accru, il pourra dépenser de façon plus judicieuse et plus intense et favorisera ainsi la reprise de l'activité économique.

On considère donc, que dans un premier temps l'Etat va donner l'exemple, en diminuant les quantités de monnaie qu'il met en circulation et que, par contrecoup, les prix à la production

seront à leur tour atteints par cette déflation. La diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires ou des pensionnés conduira à une réduction de leur consommation, qui contraindra les producteurs à baisser les prix.

Cette position sera rappelée de façon à peu près constante par tous les ministres des Finances, par tous les spécialistes financiers des partis de gouvernement jusqu'en 1936. La déflation, c'est la loi de ces partis de gouvernement. Il serait certes excessif de dire qu'il n'y eut pas de protestations contre cette politique. L'absurdité de la déflation est très largement mise en valeur par un certain nombre des membres de ces partis de gouvernement qui insistent sur le fait qu'en diminuant le pouvoir d'achat d'une partie des consommateurs, elle a pour effet, au moins dans un premier temps, d'aggraver la crise économique. D'autres mettent en valeur le fait que ce sera la ruine des petites gens, que la diminution de l'activité économique qui s'en suivra se répercutera sur les rentrées fiscales de l'Etat. Certains, Bertrand de Jouvenel en particulier, mettent en avant, l'idée que la déflation a déjà été tentée en Allemagne par Brüning avec pour conséquence la ruine de la classe moyenne, et l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Seulement toute cette argumentation achoppe sur le fait qu'il n'y a pas de solutions de rechange en pratique à la déflation. En effet, on rejette toutes les autres solutions possibles et d'abord la politique Keynésienne. Pour les partis de gouvernement, les idées de Keynes sont des idées fausses et des sophismes. Ils rejettent cette politique, considérant qu'elle ne peut conduire qu'à un dérèglement. Georges Potut déclare au congrès radical de 1933 :

"Il nous appartient de réagir contre un certain nombre d'idées fausses, de sophismes répandus à plaisir à travers le monde, comme par exemple ces idées en matière monétaire, aussi spécieuses que celles du stimulant des affaires et de la hausse des prix par une dilatation aveugle des crédits. Comme si cette crise internationale, qui est née du dérèglement et des abus de l'inflation du crédit, pouvait être, comme n'hésient pas à le déclarer certains économistes anglo-saxons, guérie par la cause même du mal, c'est-à-dire par une nouvelle inflation des crédits."

C'est évidemment une argumentation irréfutable.

De la même manière, on rejette la dévaluation. On la rejette, il faut le dire, avec des remords de plus en plus grands à partir de 1934, puisque, après tout, on considère que la dévaluation britannique de 1931, puis la dévaluation américaine de 1933-34, ont permis, dans ces pays, une certaine reprise. Mais peut-on

aller jusqu'à une mesure qui apparaît aussi opposée aux idées admises. Je cite un député de Haute-Savoie, Henri Clerc :

"Le malheur des temps est que nous sommes condamnés à cette politique effroyablement dure d'une déflation : il n'y a pas de doute, nous avons le choix entre la déflation et la dévaluation de la monnaie. Cette dévaluation de la monnaie, personnellement et pour des raisons techniques, je n'y serais pas opposé, mais j'ajoute qu'elle est devenue psychologiquement impossible, parce qu'on a fait une telle campagne auprès de l'opinion, on a représenté la dévaluation comme quelque chose de si catastrophique, que cette opinion est pénétrée de cette affirmation comme d'une idée contre laquelle nous ne pouvons rien."

Je crois que c'est une argumentation qu'il faut retenir. L'ensemble de la presse estime que la déflation est la seule solution possible, que la dévaluation est une politique malhonnête parce qu'on va, nécessairement, brimer les rentiers et que les rentiers sont un élément important de la clientèle des partis de gouvernement ; en outre c'est une fausse solution. La doctrine officielle des partis de gouvernement reste donc la déflation.

Il faut bien dire que les partisans de la dévaluation, comme Paul Reynaud, sont à peu près totalement isolés, très peu nombreux, soumis à des attaques extrêmement violentes et, de surcroît, pas toujours bien servi par leurs partisans.

Au congrès radical de 1935, Daladier se déclare plus ou moins partisan de la dévaluation, et il prononce un discours, qui a été bien oublié depuis, mais qui, sur le moment, a fait la joie de tous les chroniqueurs de la presse française, comme un exemple extraordinaire du sottisier que l'on peut trouver dans un congrès politique.

Il explique, en effet, qu'il a été tout à fait séduit par l'expérience tentée dans un village autrichien, Woergl : l'institution d'une monnaie fondante dont la valeur serait réduite de 5% chaque année. Il développe longuement l'idée de cette monnaie fondante dont la valeur diminue, ce qui stimule bien sûr l'économie du village.

Tous les chroniqueurs politiques ont considéré que cette idée était absurde. Par contre, ce qui est intéressant, c'est que dans l'opinion publique française, une foule de gens ont été intéressés par cette idée, ils ont le sentiment qu'au fond il y a, du fait de la déflation, une sorte de blocage. Les archives de Daladier portent la trace du très important courrier qu'il a reçu à ce sujet.

Néanmoins, globalement l'effet sur l'opinion informée c'est que l'idée était parfaitement stupide. Dans ces conditions, jusqu'en 1936, il n'y a pas d'autre politique pour les partis de gouvernement que la politique de déflation.

La seule position hétérodoxe vient de Léon Blum, qui n'est pas le chef d'un parti de gouvernement, mais qui se rend compte qu'inévitablement la SFIO sera amené au moins à participer à un gouvernement, et réfléchit au problème.

En 1933, il va proposer la solution qu'il tentera, d'ailleurs, d'appliquer pendant le gouvernement du front populaire. L'idée que Léon Blum met en avant, c'est que la déflation a fait son temps, qu'elle n'a fait qu'aggraver la crise, qu'accroître la misère des Français, qu'il est impossible de la continuer et, par conséquent, qu'il faut trouver une autre politique. Cette politique ne peut pas être la dévaluation.

Je crois qu'il faut insister sur le fait que, de ce point de vue, Léon Blum fait la même analyse qu'Henri Clerc, la dévaluation est psychologiquement impossible, les Français ne l'admettraient pas, et on comprend, à cet égard, que le mot d'ordre du Front populaire ait été "ni déflation, ni dévaluation".

Que faut-il donc faire ?

Ce que Roosevelt commence à faire aux Etats-Unis en 1933, et que Léon Blum va baptiser, dans la sémantique française, *reflation*. De quoi s'agit-il ? D'injecter de l'argent dans le circuit économique pour remettre en route la machine économique et mettre fin à la crise. Mais, bien entendu, en essayant de ne pas avoir de déficit budgétaire et en espérant que les rentrées fiscales compenseront l'excès de monnaie mise en circulation.

La proposition de Léon Blum consiste donc à mettre fin à la crise par la reflation, en augmentant le pouvoir d'achat des masses. Autrement dit, il s'agit de provoquer une reprise économique par la consommation. C'est à peu près le contre-pied de toute la politique qui a été suivie jusque là. La question est de savoir si, dans l'état de l'économie et des finances françaises de l'époque, une telle politique peut se pratiquer sans dévaluation.

On est là en présence d'un objet de polémique historique : est-ce que Léon Blum avait décidé, dès avant son arrivée au pouvoir en 1936, éclairé par ses conseillers économiques, que la dévaluation était inéluctable mais qu'il ne pouvait pas l'annoncer, ou bien est-ce qu'au contraire il a été accusé à la dévaluation ?

Serge BERSTEIN

**LES PARTIS DE GOUVERNEMENT
ET LA CRISE DES ANNEES QUATRE-VINGTS**

Derrière la modestie apparente du propos "la réponse des partis de gouvernement à la crise des années quatre-vingts", l'analyse que nous voudrions conduire demande que soient levés un certain nombre de préalables. Le plus facile tient dans la notion de partis de gouvernement : nous retiendrons à gauche principalement le parti socialiste et à droite le RPR et l'UDF. Plus complexes en revanche apparaissent d'une part la notion de crise, d'autre part la spécificité des années quatre-vingts enfin et surtout la compréhension des "réponses" que les partis apportent à cette "crise des années quatre-vingts".

- En se limitant à une conception de la "crise" somme toute très triviale (1), on sait que la crise des années 1980 n'est pas, à la différence de celle des années trente, une crise politique, ni même morale et intellectuelle au sens de Serge Bernstein (2). Ce qui reste c'est donc une crise économique et sociale. Toutefois les dimensions de celle-ci sont multiples. Arrêt de la croissance qui avait marqué les "trente glorieuses", hausse des coûts de l'énergie, nécessité de reconversion industrielle... ces réalités induisent une crise sociale qui se marque par l'extension du chômage. Cependant s'y ajoute la crise de "l'Etat providence" (ou de la protection sociale), la mise en cause des valeurs "post-matérialistes" ou du "libéralisme culturel" nées à la fin des années soixante, le développement d'un débat autour de "l'identité nationale" où les conséquences de l'immigration se superposent aux thèmes plus anciens comme le rôle de la France dans le monde et où ressurgit l'idée du "déclin".

(1) Pour une analyse théorique, voir DOBRY (Michel), Sociologie des crises politiques, la dynamique des mobilisations multi-sectorielles. Paris, Presses de la FNSP, 1986.

(2) BERNSTEIN (Serge).- La France des années 30, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 1988.

- Les années quatre-vingts ne correspondent guère à la temporalité de la crise telle qu'elle est précédemment définie. Celle-ci ne débute pas avec elles et tout laisse penser qu'elle n'y trouvera pas sa fin. La période retrouve en revanche sa **spécificité dans l'histoire des organisations politiques** et tout particulièrement dans celle des partis de gouvernement. Tous, en effet, dans ces années, transforment leur discours économique et social. Ces transformations qui apparaissent à bien des égards comme des ruptures par rapport aux théories précédemment défendues sont cependant autant déterminées par les événements et les conditions de la compétition politique (alliances, passage de l'opposition au gouvernement ou l'inverse, compétition avec d'autres formations politiques) que par une volonté délibérée de "répondre à la crise". Il n'en demeure pas moins que, au bout du compte, c'est tout l'univers idéologique français qui se trouve bouleversé.

RPR ET UDF : LA SOLUTION LIBERALE

Ce qui caractérise les solutions proposées par le RPR et l'UDF dans les années quatre-vingts, c'est bien évidemment leur marque libérale. Toutefois ces solutions s'inscrivent dans la logique du libéralisme conservateur importé des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne et marquent une profonde rupture avec les expériences antérieures : le "libéralisme avancé" proposé par Valéry Giscard d'Estaing (3) d'une part, le gaullisme de l'autre.

1. L'invention du libéralisme : la matrice libérale-conservatrice contre le "libéralisme avancé" et le gaullisme

La contestation du giscardisme au nom des néo-conservatisme anglo-saxon débute en fait à la fin des années soixante-dix (école des nouveaux économistes, courant de la Nouvelle droite). Ce n'est toutefois que lors de la campagne présidentielle de 1981 qu'elle trouve un débouché politique grâce au ralliement de Jacques Chirac.

Le président du RPR qui entend reprendre le contrôle du bloc conservateur, soit par sa propre victoire soit par la défaite du président sortant, rompt en effet avec les thèses

(3) GISCARD D'ESTAING (Valéry), Démocratie française, Paris, Livre de poche, 1976.

soutenues par son parti en 1978 et 1979 (4) et accuse Valéry Giscard d'Estaing de "socialisme rampant". Après la victoire de François Mitterrand, alors que les leaders de l'UDF sont discrédités aux yeux de l'opinion publique, le RPR peut alors asseoir son hégémonie sur une droite qui se revendique comme telle (5) et imposer son "ultra libéralisme" qui devient pratiquement cadre unique des réflexions (6).

De l'affrontement avec les socialistes naît en tout cas une "théorie" qui fait bon marché des solutions antérieures puisqu'elle se définit par une double rupture :

- dans sa partie économique et sociale elle va en effet au delà des solutions giscardiennes dans la mesure où elle ne se préoccupe plus des solidarités et de la cohésion du tissu social, elle nie en outre le principe d'égalité; elle contredit surtout totalement le gaullisme des années 1978-1979.

Rappelons en effet qu'alors c'était le libéralisme qui était condamné parce qu'il assurait le "déclin" de la France. Le RPR proposait une politique volontariste qui de fait ignorait la crise. La croissance devait être forte (5 à 6% par an); elle ne pouvait l'être que par l'action de l'Etat, la planification expression d'une volonté générale et par le maintien de l'indépendance nationale face à l'Europe et aux Etats-Unis.

- dans sa partie sociale et culturelle, elle s'inscrit au contraire dans la tradition gaulliste par sa référence à un Etat fort, par son goût de l'ordre et de la discipline, par sa mise en cause du "laxisme" des moeurs. Le libéralisme "sauvage" permet en outre au RPR de mettre au pas les syndicats qui entretiennent des conflits insupportables aux yeux de ceux qui prônent le rassemblement et une union nationale négatrice de tous les clivages.

(4) YSMAL (Colette), "Nature et réalité de l'affrontement Giscard-Chirac", Politique aujourd'hui, Printemps 1978.

(5) On remarque en effet qu'à partir de 1981, l'UDF et le RPR qui, auparavant, se réclamaient du centre et s'appelaient la "majorité" acceptent le qualificatif de "droite".

(6) YSMAL (Colette).- Demain la droite, Paris, Grasset, 1984. "Les programmes économiques des partis de droite", Critiques de l'économie politique, 31, avril-juin 1985.

C'est alors le "libéralisme avancé" dans ses aspects politiques et culturels qui disparaît. Il n'est en effet plus question, comme dans le giscardisme des années 1976, de donner plus de place à la société civile ou de déconcentrer l'Etat, il ne s'agit plus d'accepter les valeurs nées dans les années soixante et dont sont porteurs les groupes dominants de la société (le "groupe central").

2. Le thème majeur : Etat-minimum et Etat gendarme

Le libéralisme conservateur apparaît dès les années 1981-1982 un bon thème pour lutter contre une gauche qui applique son programme et pour contrer le socialisme "liberticide". Dans la tradition libérale et conformément aux expériences anglo-saxonnes mécaniquement répétées, il associe un Etat faible dans le domaine économique - l'Etat minimum - mais fort dans celui des libertés individuelles - l'Etat-gendarme -.

- Le rôle néfaste de l'intervention étatique

En ce qui concerne le premier point, UDF et RPR s'accordent sur un constat qui dépasse l'événement ponctuel de l'arrivée de la gauche au pouvoir : le débordement, depuis les années trente, de l'Etat qui, par une sorte de procès endogène, n'a cessé de s'enfler et de s'intéresser à tous les aspects de la vie économique et sociale. Or ce système d'intervention ou de contrôle dans le domaine économique, de protection dans le domaine social a fait la preuve de son inefficacité dans la mesure où il ne permet pas de résoudre la crise.

D'une part il décourage les producteurs - industriels et décideurs - parce qu'il bride l'initiative privée, substitue à la loi du marché et de la concurrence des objectifs qui n'ont rien à voir avec la dynamique propre des entreprises. D'un autre côté, au moment où doivent se mobiliser des énergies, il alanguit les citoyens qui attendent tout de l'Etat protecteur et ne se prennent plus en charge. La protection économique et sociale, de plus, exige des prélèvements obligatoires de plus en plus élevés qui pèsent en priorité sur les plus riches qui sont les plus dynamiques. Industriels et cadres qui seuls dans le processus de production disposent de capacités perdent le goût du travail et de l'effort.

UDF et RPR proposent donc que "le fleuve étatique rentre dans son lit" et qu'on lui assigne désormais le rôle le plus réduit possible dans la vie économique et sociale. Il en découle une série de mesures au départ très maximalistes.

Outre la fin de tous les contrôles (prix, changes, circulation de l'or) :

- dénationalisation de toutes les entreprises venues à l'Etat en 1982 mais aussi en 1945 ou antérieurement, des banques et des assurances, voire de certains services publics ;
- libération du marché du travail de toutes les réglementations et conventions de nature collective qui font que l'individu n'est plus libre d'acheter ou de vendre de la force de travail au prix "naturel" du marché (flexibilité des salaires, de l'emploi et des conditions de travail) ;
- démembrement du système de protection sociale avec transfert à l'assurance privée de tout ce qui peut l'être : le "petit risque" où, en dehors d'un minimum obligatoire, chacun décidera en toute responsabilité de ce qu'il entend consacrer à sa propre protection ;
- privatisation des moyens de communication de masse.

La plupart de ces mesures permettra une baisse des prélèvements obligatoires. A rôle réduit, l'Etat aura moins besoin d'argent (baisse de l'impôt sur le revenu et suppression de celui sur les grandes fortunes) ; la privatisation de la protection sociale entraînera la responsabilité et diminuera les coûts.

- L'Etat renvoyé à ses fonctions régaliennes

La critique de l'Etat producteur et de l'Etat-providence livre celui-ci à ce qui doit être ses deux tâches principales : la sécurité des personnes et des biens, la sécurité extérieure - tâches qui sont de plus en plus mal assurées. On n'insistera pas sur le deuxième point (en fait la politique internationale) qui n'entre pas dans le cadre de notre réflexion. Dans une période - celle des années quatre-vingts précisément - où la demande de sécurité, devant la "montée de la violence", se développe au sein de la société, le climat est propice à la diffusion d'un discours presque totalement répressif. La présence de Robert Badinter au ministère de la Justice et les lois adoptées par la gauche renforcent les thèmes anciens du RPR : laxisme de la justice, démobilisation de la police qui a le sentiment

que "les pouvoirs publics paraissent se défier d'eux plus que des criminels et des délinquants" (7).

La sécurité c'est toutefois aussi celle de la Nation sous la forme de la nécessaire préservation de son identité. C'est de fait le débat sur l'immigration dans lequel, à partir de 1984 et de la pression exercée par le Front national, l'UDF et le RPR vont s'embarrasser. Entre le risque de tomber dans la xénophobie et celui de mécontenter un électorat et des adhérents qui jugent insupportable la présence des immigrés, entre la responsabilité qui incombe à des partis de gouvernement et les nécessités de la lutte politique, il faut naviguer à vue.

Sans que l'unanimité en ce domaine ait été parfaite et constante (8), on peut retenir un discours dominant. Lien entre immigration et criminalité, menace que constitue une société multiraciale et pluriconfessionnelle en sont les traits majeurs. Le thème de la limitation du nombre des étrangers en France se déplace. Si, avant 1981, il s'agissait essentiellement de lutter contre le chômage ou d'éviter l'afflux de demandeurs d'emploi sur un marché du travail restreint, quelques années plus tard, il s'agit d'éviter "l'invasion des hommes du Sud" (9) qui n'ont pas les mêmes modes de vie, les mêmes valeurs et références que les nôtres. Le rejet des étrangers n'est plus seulement une manière - fausse ou vraie, peu importe - de répondre à la crise économique, il est devenu en revanche une solution à la crise culturelle de la société française.

Sans que l'on ose ouvertement revenir sur la suppression de la peine de mort, de la loi "anti-casseurs", ou de la loi "Sécurité et liberté" ou des tribunaux d'exception, il est proposé d'augmenter le nombre de policiers et de développer les polices privées ou municipales, de rétablir les contrôles d'identité et d'établir une carte d'identité infalsifiable, d'inciter les juges à moins de compréhension et à

(7) Déclaration de Christian Bonnet lors de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi portant abrogation de la loi Sécurité et liberté.

(8) On signalera en particulier les positions divergentes de Simone Veil et de Bernard Stasi ainsi que les réticences du CDS.

(9) Déclaration de Jacques Chirac à Libération, le 30 octobre 1984.

plus d'utilisation des textes répressifs, d'instituer une peine incompressible... Quant aux immigrés, on doit rendre plus difficile leur entrée en France, favoriser leur retour au pays et chasser les indésirables (clandestins et délinquants) par l'institution de procédures administratives (et non plus de justice). Enfin, ceux qui veulent rester doivent, non seulement adopter nos lois - ce qui est bien normal - mais nos moeurs et nos valeurs.

- *Une action plus prudente*

Ces positions extrêmes (1981-1984) ne résisteront pas d'abord à la marche vers le pouvoir (1984-1986) (10), ensuite à l'épreuve du pouvoir dans l'étape de cohabitation. De fait l'action, surtout dans le domaine économique et social, sans que le cadre théorique se soit modifié, a été plus prudente et plus limitée soit par manque de temps, soit par absence de possibilités, soit peut-être par défaut de conviction. Du libéralisme en actes, on peut distinguer :

- ce qui a été totalement appliqué ("libération" du marché du travail, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, anonymat sur les transactions de l'or, mesures restaurant l'"autorité de l'Etat" et luttant contre l'immigration);

- ce qui a été appliqué partiellement : essentiellement le programme de dénationalisations qui n'a concerné que quelques entreprises, une banque et une compagnie d'assurances et la première chaîne de télévision. La modestie de l'action tient sans doute en partie au fait que la droite, revenue au pouvoir, ne disposait que de deux années "sûres" avant l'élection présidentielle de 1988. Toutefois, elle est aussi liée aux choix qui ont présidés aux privatisations et qui ont obligé à des priorités : privatisation totale avec constitution de "noyaux durs", ce que l'on peut traduire, comme l'on

(10) YSMAL (Colette).- "Les programmes économiques des partis de droite", Critiques de l'économie politique, 31, avril-juin 1985.

fait certains libéraux (11), par un libéralisme mâtiné de dirigisme dont Edouard Balladur a donné d'autres signes.

- ce à quoi la coalition UDF/RPR a dû renoncer sous la pression de l'opinion publique : la mise en cause du système de protection sociale dont Philippe Seguin s'est fait le défenseur.

Ainsi l'UDF et le RPR sont-ils dans un premier temps prisonniers de leur affrontement global à une gauche dont ils ne voient même pas les évolutions (12). Quant à la pratique gouvernementale, elle suscite des protestations variées et contradictoires. On y reviendra.

LA FIN DU SOCIALISME A LA FRANÇAISE

Les années quatre-vingts ont été toutes aussi décisives pour le parti socialiste. Venu au pouvoir pour appliquer, explicitement contre la crise, le "socialisme à la française", le PS se convertit (après mars 1983) à un pragmatisme qui manifeste la crise d'identité et de projet du parti. Si le changement de politique est rendu nécessaire par l'échec des années 1981-1982, il est notable qu'il n'est pas théorisé. Si bien que les militants sont plutôt désorientés alors que les textes du parti tentent de rationaliser, comme ils le peuvent, les modifications de la pratique gouvernementale.

1. Le "socialisme à la française" et son application

Ce que la gauche applique dans les années 1981-1982, au sein d'un gouvernement où coexistent socialistes et communistes, c'est bien les programmes élaborés à la fin des années soixante-dix et qui portent l'empreinte communiste. Evidente au moment où est signé le programme commun de gouvernement (1972), celle-ci subsiste après la rupture de l'union de

(11) Voir la controverse au sujet des privatisations entre Jacques Friedmann et Olivier Darronçe dans Commentaire, 45, printemps 1989.

(12) PORTELLI (Hugues).- "La résistible ascension du libéral-conservatisme", Revue Politique et Parlementaire, 935, mai-juin 1988.

la gauche (1977) notamment en raison de la compétition entre les deux partis.

Accusé de "virer à droite", le PS se trouve devant la nécessité de "virer à gauche". Il s'agit certes de poursuivre le but stratégique élaboré dès 1971 par François Mitterrand : contester le PC sur son propre terrain et le devancer électoralement ; mais il faut aussi exorciser les souvenirs toujours vivaces de la "Troisième force" et de la dérive droitière de la SFIO. Ce qui explique le retour du CERES à la direction du parti (mai 1979), le "Projet socialiste pour la France des années quatre-vingts", enfin les 101 propositions de François Mitterrand en 1981.

Relayée par le CERES, la conception communiste de la crise économique est toutefois atténuée dans la mesure où, s'il parle bien des "monopoles", le PS n'est pas convaincu qu'ils sont à l'origine des gâchis qui freinent la croissance. Le modèle est plutôt keynésien. Si bien que la solution est de relancer la production ; pour ce faire, il suffit d'accroître la demande soit par la consommation, soit par l'investissement, soit par la dépense publique.

- La croissance contre la crise

Depuis dix ans, le PS proposait aux Français de "vivre mieux" et de "changer la vie" au terme de changements qui concernaient le plein emploi, les revenus des familles, la réduction des inégalités, les équipements collectifs, la modernisation de l'appareil productif, l'investissement sur la formation, la politique de la santé, la défense de l'environnement, la réduction de la durée du travail... Une croissance forte et différente doit permettre de tout faire simultanément sans imposer de charges supplémentaires aux divers groupes sociaux. Créatrice d'emplois, elle développerait des effets inflationnistes, améliorerait la compétitivité extérieure de l'économie et permettrait l'équilibre des échanges extérieurs. C'est ce que Michel Beaud appelle "le cercle vertueux de la croissance rêvée" (13).

(13) BEAUD (Michel), Le mirage de la croissance. La politique économique de la gauche, tome 1, Paris, Syros, 1983.

- *Les moyens de la croissance*

La référence un peu simpliste à Keynes suggère que les moyens de susciter de la croissance sont simples. Le projet de 1980 aussi bien que les différents colloques réunis à l'époque les énumèrent :

- accroissement de la demande intérieure par hausse du pouvoir d'achat (mesures sociales) ;
- "reconquête du marché intérieur" ;
- planification qui permet d'adapter la production aux besoins nouveaux et différents nés eux-mêmes de la croissance et de fixer une politique cohérente d'investissement en partie liée à la reconquête du marché intérieur ;
- utilisation complète de l'appareil de production qui, depuis de nombreuses années, ne travaille pas à pleine capacité ;
- nationalisations. Celles-ci ne relèvent pas seulement de la "mystique" socialiste qui veut que la production soit socialisée. Elles trouvent leur logique dans l'effet d'entraînement qu'elles auraient sur l'ensemble du secteur productif. Les entreprises nationalisées devraient servir en effet de laboratoires d'application de la politique d'investissement et d'utilisation des réserves de production voire de productivité et, dès lors, de modèle prouvant l'excellence de la doctrine puisque personne ne pourrait saboter l'expérience.

- *La croissance rêvée et les raisons de l'échec*

C'est cette politique qui est très exactement, et à la surprise de beaucoup appliquée dans les années 1981-1982. Si les premiers grincements apparaissent en juin 1982 avec la dévaluation du franc et les mesures qui l'accompagnent (blocage des prix et des salaires), elle se poursuit jusqu'à l'adoption, en mars 1983 après une nouvelle dévaluation du franc, du plan de rigueur, qui, en dépit des précautions de langage, est bien un retour à l'austérité et inaugure une nouvelle politique économique.

L'échec et la remise en cause qu'il produit apparaît bien une preuve de la faillite du modèle que nombre d'économistes du PS avaient, avant 1981, prévue parce qu'il leur semblait incompatible avec l'environnement extérieur. Ce

qu'a suscité la relance, sans créer plus d'emplois que ceux offerts dans le secteur public non productif (fonctionnaires), c'est en effet le maintien du taux d'inflation à un haut niveau, l'effritement des réserves de change, l'alourdissement de la dette extérieure, l'accroissement du déficit extérieur. Sans remettre en cause la nécessité des premières mesures sociales qu'une gauche revenue au pouvoir ne pouvait pas éviter tant elles étaient attendues par l'opinion, le dispositif s'est heurté à la contrainte extérieure : dépendance structurelle de l'économie française par rapport à l'étranger (énergie, éléments et pièces nécessaires à l'équipement et à certaines productions nationales, biens de consommation), surtout tentative menée à contre-temps des autres pays capitalistes et dans un contexte international de taux d'intérêts élevés et de dollar en hausse.

Le gouvernement et le parti socialiste paient en fait l'incohérence du projet adopté lors du congrès de Metz (1979) qui n'allait pas au bout de sa logique. Il supposait, en effet, qu'on s'engage dans la voie du protectionnisme et du dirigisme, mais cela était contradictoire avec les sentiments européens de la majorité des socialistes et de François Mitterrand.

2. Faire avec le capitalisme

L'adoption du plan de rigueur en mars 1983 et les mesures d'austérité qu'il implique, amorce un complet renversement de perspectives. Le retour puis le maintien des grands équilibres prend le pas sur les préoccupations sociales (hausse des revenus, aménagement du travail...). Si la croissance demeure l'objectif pour lutter contre le chômage, il n'est plus question de relance par la consommation. C'est au contraire de sa limitation que l'on attend le salut. La reprise viendra, en revanche, de la compétitivité des entreprises sur le marché extérieur, des exportations et de l'investissement. Toutefois, derrière la politique menée entre 1983 et mars 1986, derrière celle conduite depuis mai 1988, c'est une autre révolution qui s'est produite : la découverte du capitalisme.

- Le capitalisme comme horizon incontournable

Pour en finir avec les injustices et les incohérences du système actuel, le PS et son allié communiste se sort, dans les années soixante-dix, inscrits dans une stratégie anticapitaliste qui, au sein des courants dominants du PS, s'est nommée "rupture avec le capitalisme". Comme le répète

encore la motion A du congrès de Metz (Mitterrand) : "Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme". Quant à celle du CERES, qui rejoindra la direction du parti, elle répond aux rocardiens : "Le PS ne doit pas venir au pouvoir pour gérer le capitalisme (...) Qui ne voit que, sous prétexte de rupture lente, voire se dissolvant dans une série de "ruptures", le parti d'Épinay (...) retomberait dans les errements gestionnaires du passé". Or ce que découvre le gouvernement, et derrière lui le parti, c'est que l'on ne peut pas, à moins d'étatiser l'ensemble de l'économie, se passer du capitalisme. De lui viennent les fournisseurs et les acheteurs sur le marché mondial, de lui naissent les emplois et les produits sur le marché national. On ne peut en effet que le gérer du mieux possible et, dans la crise, le prendre en charge pour en conduire les mutations. C'est tout le sens de ce que Laurent Fabius met, après 1984, au centre de sa politique économique : la modernisation.

- La modernisation

Thème mineur des années 1972-1981, la modernisation a fait une entrée discrète dans les premières années de gestion socialiste (14). Si on laisse de côté le thème de la modernisation de l'État, il s'agissait cependant de promouvoir de nouvelles activités tout en maintenant les secteurs nécessaires à nos besoins même s'ils apparaissaient en déclin ou s'ils coûtaient plus cher que ce qu'ils rapportaient. L'action de Jean-Pierre Chevènement comme ministre de la recherche et de l'industrie en témoigne. La "dynamisation sectorielle", outre d'assurer la compétitivité des industries de transformation et de développer les activités nouvelles, s'attache aux industries de base (sidérurgie, charbonnages, bois et papier...) où l'État intervient pour fixer le niveau des capacités de production nécessaires à l'indépendance nationale ou à l'emploi.

Cette politique est remplacée en 1984 par la restructuration avec accompagnement social : elle implique la révision à la baisse d'objectifs trop ambitieux (charbonnages et sidérurgie), la maîtrise des difficultés qui commencent à apparaître dans les chantiers navals ou l'automobile. Il faut

(14) BEAUD (Michel)..- Le mirage de la croissance. La politique économique de la gauche, tome 1, Paris, Syros, 1983.

alors envisager de fermer des usines et des sites, de licencier, de détruire dans des régions entières (la Lorraine ou le Nord) ce tissu industriel qu'on avait juré de préserver. En contrepoint, il est vrai après l'adoption des 39 heures, la retraite à 60 ans et les lois Auroux s'efface la perspective d'un changement qualitatif du travail dont la renonciation aux 35 heures de travail hebdomadaire (promise pour 1985) est un symbole. Si l'entreprise est désormais comprise comme le principal lieu de création de richesses, il faut en accepter la logique.

3. La crise d'identité

La conséquence de cette rupture idéologique c'est évidemment la crise d'identité que subit le parti socialiste. Il est vrai que, comme l'on montré les congrès de Toulouse (1985) et de Lille (1987), les thèses se sont considérablement rapprochées. Toutefois, derrière les unanimités se cache une absence de projet qui, à défaut de "changer la vie", définit la spécificité du socialisme. Ni la réconciliation "du socialisme et de la République" (nouveau nom et nouveau thème de l'ex-CERES), ni la solution rocardienne d'un socialisme qui devient "démocratie et solidarité", ni la tentative majoritaire (mitterrandistes et mauroistes) de mixer économie de marché et rôle éminent de l'Etat n'en tiennent lieu. La politique menée depuis 1988, toute empreinte de pragmatisme, doit plus sa réussite à la modification du climat international qu'à la mise en oeuvre délibérée d'une politique. On sait par ailleurs combien ce gouvernement a de mal pour gérer le social.

On voudrait ajouter que cette crise d'identité se déploie aussi au niveau plus général d'un modèle politique et culturel. Depuis 1981, la gauche n'a pas fait grand'chose pour la démocratisation de la société ou de la vie politique. Non seulement l'autogestion est passée à la trappe mais, en se coulant dans le moule des institutions et de la pratique présidentielle, les socialistes ont gouverné comme leurs prédécesseurs conservateurs et mal rempli le projet mitterrandiste de 1974 : "gagner le pouvoir pour vous le rendre". Ils ont certes - et sans doute avec raison - appliqué leur programme en matière de libertés, de droits et de justice, mais ils se sont trouvés en un tel décalage avec les attentes de l'opinion qu'ils sont tombés dans un grand silence. Peut-être l'annonce d'une reconsidération du dossier de l'immigration amorcé-t-elle une reprise de l'offensive.

LES CONSEQUENCES

Pour terminer on voudrait évoquer brièvement les conséquences au niveau de l'opinion de ces réaménagements idéologiques qui ont affecté les partis de gouvernement.

1. L'instabilité électorale

La première et la plus connue est l'instabilité électorale. Victoire de François Mitterrand en mai 1981, triomphe des élections législatives en juin 1981, victoire des droites en 1982, 1983, 1984 et 1986, réélection de François Mitterrand en 1988, rééquilibrage du rapport de forces droite/gauche depuis ; jamais, en si peu d'années, on n'avait assisté à tant de choix contradictoires sur des problèmes cruciaux et des programmes aussi différents. En peu d'années, le PS d'abord, puis l'UDF et le RPR n'ont pas su répondre aux attentes de l'électorat (15).

Le premier est sanctionné pour ses politiques économiques : dans les années 1982-1983, parce que la politique volontariste n'apporte pas la croissance et le plein emploi, dans les années 1983-1986 parce que, aux yeux surtout des électeurs du 10 mai 1981, la rigueur en dépit de ses bons résultats économiques apparaît comme une trahison des objectifs annoncés en 1981 (16).

Quant à la droite modérée, elle est dès les premiers mois de sa gestion victime de deux images récurrentes que n'effacent pas non plus les réussites économiques. Jacques Chirac, Premier ministre, est enfermé dans une dimension autoritaire et toujours suspecté d'en vouloir aux libertés, son gouvernement est jugé (qu'on se souvienne des réactions toujours négatives à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes) comme celui des "riches" et des "patrons".

(15) On ne réduit évidemment pas les raisons des échecs électoraux de la gauche et de la droite à leur aspect économique.

(16) Voir COHEN (Elie).- "Les socialistes et l'économie" in DUPOIRIER (Elisabeth), GRUNBERG (Gérard), Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche, Paris, PUF, coll. Recherches politiques, 1986.

2. Une nouvelle attitude à l'égard de la politique

Au delà des résultats électoraux, la période a surtout été celle d'une désacralisation de la politique chez les acteurs d'abord, chez les électeurs ensuite. Jusqu'en 1981, les premiers se battent projet contre projet, modèle contre modèle et se donnent la mission de changer ou de préserver le monde pour faire le bonheur de leurs concitoyens. Les socialistes les premiers découvrent les vertus du pragmatisme et la modestie de la gestion ; le RPR et l'UDF, comme nous l'avons vu, assouplissent entre 1986 et 1988 leur fureur libérale. La campagne présidentielle de 1988 a montré la convergence des solutions en ce qui concerne au moins le traitement de la crise économique (17).

Quant aux électeurs, ils n'attendent plus d'un changement de majorité ou de la victoire de tel ou tel la solution à leurs problèmes quotidiens ou à ceux de la France. Interrogés en Janvier 1988 par la SOFRES, 62 % des Français pensent que "l'élection de François Mitterrand n'aura pratiquement pas de conséquences sur leur vie de tous les jours" ; ils étaient 37 % en avril 1974 et 48 % en février 1981... (18). Parallèlement les clivages idéologiques s'estompent : refus grandissant de se situer sur l'axe droite-gauche ; sentiment que les notions mêmes de droite et de gauche sont "dépassées", que ce n'est plus en ces termes qu'"on peut juger les prises de position des partis et des hommes politiques". En 1981, 33 % des personnes interrogées par la SOFRES l'affirmaient ; elles sont 48 % en 1988. C'est au sein des électorats "centraux" (PS et droite modérée) que la hausse est la plus forte.

Sans doute cette désacralisation a-t-elle pour le moment des aspects positifs et négatifs. Positifs par l'apaisement de la "guerre civile" entre partis qui faisait déclarer l'autre comme néfaste voire illégitime et par cette décrispation du discours politique qui aligne la France sur les autres pays

(17) CAYROL (Roland), PERRINEAU (Pascal).- "La défaite du politique", in CAYROL (Roland), PERRINEAU (Pascal), Le guide du pouvoir, Paris, ed. Jean-François Doumic, 1988.

(18) A l'inverse, 35 % des personnes interrogées attendaient en 1974 des "conséquences plutôt favorables" ; elles ne sont plus que 28 % en 1981 et 22 % en 1988.

occidentaux (19). Négatifs si devait se développer encore l'éloignement à l'égard de la politique dont témoigne l'absentéisme aux récents scrutins ou l'émergence du Front national. Toutefois elle interpelle aussi les hommes politiques sur la nécessité de s'adresser autrement aux électeurs et de ne pas confondre décrispation et absence de projet.

3. Le libéralisme, oui mais...

Dernière conséquence : l'évolution des attentes économiques des Français. Sans doute Pascal Perrineau a-t-il raison de relever qu'en 1981 les Français étaient modérément socialistes (20). Il n'en reste pas moins que sous l'effet parallèle des programmes de la droite et du changement des pratiques socialistes le libéralisme a conquis des franges de plus en plus larges de l'opinion. Comme le montrent les enquêtes répétitives, les valeurs associées au socialisme "pur et dur" (nationalisations, planification, syndicats...) suscitent de moins en moins de sentiments "positifs" (21) alors que croissent parallèlement celles de profit et de concurrence. On pourrait aussi montrer que la croyance dans l'efficacité économique est de moins en moins associée à l'Etat et de plus en plus à l'entreprise ou aux patrons. Toutefois il ne s'agit que d'un libéralisme tempéré bien éloigné des propositions du RPR et de l'UDF.

Loin de l'Etat-minimum, un consensus en effet se dégage autour d'une intervention raisonnable de l'Etat. Ainsi en juin 1988, 32 % des Français pensent-ils que l'Etat doit "intervenir beaucoup dans la vie économique" cependant que 42 % jugent qu'il doit intervenir "moyennement" et 22 % seulement "un peu

(19) YSMAL (Colette), "Recent changes in French political values : Towards the end of the French Specificity in Europe", Rapport présenté lors du congrès de l'IPSA, Washington, Août 1988.

(20) PERRINEAU (Pascal), "Glissements progressifs de l'idéologie", in DUPOIRIER (Elisabeth), GRUNBERG (Gérard), op. cit.

(21) On fait ici référence à la question de la SOFRES "En pensant à l'économie, dites-moi si chacun des mots suivants... évoque pour vous quelque chose de positif ou de négatif ?"

ou pas du tout" (22). Surtout les Français continuent à manifester leur attachement à la protection sociale et au système de solidarité qu'elle implique. A tâtons, dans un consensus de plus en plus manifeste mais dans un certain brouillard, c'est en fait social-démocrate qu'est devenue une majorité de Français. Là encore des années de crise économique et dix années d'adaptation des partis à cette crise ont servi à rapprocher la France de ses homologues européens.

Colette YSMAL

(22) Sondage post électoral réalisé en juin 1988 par Louis-Harris pour le Figaro.



LA REPONSE DANS L'EXTREMISME POLITIQUE



**L'EXTREMISME COMME PHENOMENE POLITIQUE
DANS LA FRANCE DES ANNEES TRENTE**

Je voudrais formuler trois remarques en introduction de cet exposé :

- la première concerne la manière dont j'ai conçu le sujet. En effet, je n'ai pas, comme pourrait le laisser entendre le titre donné à cette communication, cherché à étudier la "réponse" des formations extrémistes à la crise des années trente, mais plutôt à mesurer quel a été l'impact des programmes et de l'action de ces mouvements sur l'électorat, sur le militantisme et plus globalement sur les comportements politiques des Français.

- Quand je dis "mesurer" - c'est ma seconde remarque - je fais usage d'un terme qui s'applique davantage à la science et à la sociologie politiques contemporaines qu'à l'histoire. Travaillant sur une période où les sondages n'existaient pratiquement pas, ou du moins commençaient tout juste à être utilisés en tant que révélateurs chiffrés de l'opinion publique, et où la sociologie électorale était loin de pouvoir fournir des instruments de mesure et de réflexion comparables à ceux que nous connaissons aujourd'hui, l'historien doit, de façon très empirique, faire avec ce qu'il a, c'est-à-dire avec les chiffres bruts - encore faut-il les retrouver! -, avec la presse, avec des études ponctuelles réalisées "à chaud" avec les moyens du bord, bref avec les outils habituels - et imparfaits - du contemporainiste.

Ce n'est pas un drame, lorsqu'il s'agit d'examiner des programmes ou de comparer, à la hausse ou à la baisse, des bilans électoraux ou des effectifs militants. C'est beaucoup moins évident si l'on cherche à savoir quelles étaient les motivations électorales des Français, pourquoi ils s'engageaient ou non dans une organisation politique et quels liens il pouvait y avoir entre ces phénomènes et la perception de la "crise".

- Le troisième point porte sur la notion même d'extrémisme politique que nous avons mise au centre de nos préoccupations communes.

Quel sens faut-il donner à cette expression ? Après tout, ce n'est pas une catégorie du politique parfaitement répertoriée et l'usage qui en est fait ici pose un certain nombre de questions. Je n'en relèverai que deux pour commencer se rattachant à l'acception la plus ordinaire du terme.

Tout d'abord celle-ci : ce n'est pas parce que l'on appartient à une formation réputée "extrémiste" que l'on peut soi-même être classé dans cette catégorie, et vice-versa. Lorsqu'au printemps 1936, Maurice Thorez invite les ouvriers en grève à reprendre le travail, tandis que Marceau-Pivert et Zyromski leur expliquent que "tout est possible", qui est extrémiste ? Les gens qui militent à l'extrême gauche de la SFIO, dans une grande formation réformatrice à vocation gouvernementale, ou ceux qui, tout en soutenant indirectement le pouvoir, appartiennent à un mouvement affichant des objectifs révolutionnaires ?

Ce qui est vrai pour la gauche l'est également pour la droite. Des gens comme Ybarnegaray ou Xavier Vallat, dont on connaît les liens avec les ligues, n'appartiennent-ils pas après tout à la droite conservatrice, voire à la constellation, passablement floue il est vrai, des "modérés" ?

Ce qui m'incline à formuler ma seconde proposition : à savoir qu'une organisation peut prétendre ne pas être extrémiste et relever néanmoins de cette catégorie, le rapport au futur et le positionnement par rapport au régime ne suffisant pas à trancher.

Ce n'est pas parce que l'on se dit "républicain", ce n'est pas parce que l'on se réclame des valeurs "républicaines", ce n'est pas parce que l'on se défend de vouloir détruire la République et le parlementarisme, que l'on n'est pas au fond des choses un ennemi de la République parlementaire. Ceci est vrai, me semble-t-il, pour un certain nombre d'adhérents du PSF en 1936-1937, beaucoup moins en 1938 et en 1939, et c'est une question qui mérite d'être posée aujourd'hui à propos du Front national. Le fait d'afficher une adhésion bruyante au jeu électoral et aux pratiques du parlementarisme ne suffisent pas à transformer une formation issue de la mouvance ultraciste et fascisante en un rassemblement de démocrates et de républicains bon teint, quand de toute évidence la stratégie du verbe et l'occultation des mobiles profonds font partie de la panoplie du combat pour le pouvoir.

Ces remarques étant faites, je voudrais répondre dans cet exposé à deux questions principales :

- Quelles sont les manifestations de la bipolarisation aux extrêmes que produit dans un pays comme la France la crise des années trente ?

- Comment peut-on interpréter ce bouleversement du paysage politique français ?

LES MANIFESTATIONS DE LA BIPOLARISATION.

En termes électoraux

Si l'on compare la situation des toutes dernières années à celle de la décennie 1930, on constate une remarquable symétrie concernant les positions respectives de la droite et de la gauche extrêmes. Dans les années trente, lorsque l'on parle de radicalisation politique au plan électoral on parle principalement de la gauche, principalement du parti communiste, même s'il existe un extrémisme de droite qui, indépendamment de l'action des ligues, s'exprime au sein des grandes formations "modérées". Au contraire, depuis le milieu de la décennie 1980, la radicalisation constitue plutôt un phénomène de droite. Encore faut-il préciser les choses et ramener la percée du PCF aux élections d'avril-mai 1936 à ses justes proportions.

- Tout d'abord en termes de chiffres globaux. Le Parti communiste a obtenu, on le sait, en chiffres arrondis, 1.473.000 électeurs au premier tour des législatives de 1936, soit un peu plus de 15% des suffrages exprimés. Par rapport à la consultation de 1932 (794.000 suffrages et 6,8% des suffrages exprimés) la poussée est très forte. Elle est moins spectaculaire toutefois si l'on fait référence au niveau de 1928, le score du PCF s'établissant à cette date à 1.063.000 électeurs représentant 9,3% des voix.

Il reste que la progression est évidente. Elle l'est davantage encore si l'on considère le nombre des élus : 72 en 1936 soit 61 sièges de plus que dans l'assemblée sortante. Et encore, y en aurait-il eu une vingtaine de plus si le mode de scrutin en vigueur avait la "proportionnelle".

- En termes d'implantation géographique, la carte du vote communiste en 1936 traduit également de fortes différences avec celles des consultations précédentes, mais là encore il faut relativiser le phénomène.

Les zones où le PCF s'implante fortement sont en effet très localisées. Ce sont tout d'abord les trois départements du Nord/Nord-Est (Nord, Pas-de-Calais, Ardennes) où les communistes recueillent entre 15 et 18,3% des suffrages exprimés, et ceux du centre du Bassin parisien (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne), où ils atteignent des scores oscillant entre 17% et 25%. Viennent ensuite les versants nord et ouest du Massif Central (Cher, Allier, Corrèze, Dordogne,

Lot-et-Garonne) et la région du Sud-Est méditerranéen (Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Alpes-Maritimes), avec des résultats qui dépassent toujours 17% et peuvent atteindre 25 et même 27%. Au total, on voit que dans 16 départements seulement le pourcentage de voix enregistré par le PC dépasse les 15% de la moyenne nationale, tandis que le vote communiste connaît de larges zones de faiblesse, et ceci pas seulement à l'Ouest et à l'Est, c'est-à-dire dans des régions traditionnellement acquises à la droite.

Après les élections d'avril-mai 1936, les divers scrutins législatifs et sénatoriaux partiels qui ont été analysés par François Goguel dans l'ouvrage consacré à "Daladier chef de gouvernement" (1), marquent deux tendances très nettes, selon que l'on se place avant (16 scrutins partiels) ou après (18 consultations) l'arrivée au pouvoir du leader radical.

- Jusqu'à l'automne 1938 on constate le maintien d'un fort courant porteur en faveur du Front populaire, sans que ce mouvement profite en quoi que ce soit au PC. Celui-ci perd un point environ, tandis que la SFIO gagne un peu de terrain à ses dépens. On peut donc difficilement parler pour cette période de radicalisation;

- Ce recul encore limité des communistes s'accélère brusquement après la grève du 30 novembre 1938. Les pertes mises en évidence par les travaux de François Goguel s'élevèrent, pour ne citer que ces exemples, à 5 points à Charolles en novembre 1938, 13,4 points à Marennes en mars 1939, plus de 9 points à Remiremont en mai de la même année. On est loin - à gauche - de la "radicalisation" enregistrée en 1935-1936.

A droite, les tendances sont moins faciles à cerner. L'agitation tapageuse et parfois violente des ligues - et l'impression de mouvement de masse qui se dégage fréquemment de leur action - n'ont pas en effet de traduction électorale significative.

Jusqu'aux élections de 1936, la clientèle ligueuse mêle généralement ses suffrages à ceux des autres familles de la droite au bénéfice des formations dite "modérées". Lors du scrutin

(1) "Les élections législatives et sénatoriales partielles", in Edouard Daladier chef de gouvernement, sous la direction de R. Rémond et J. Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1977, pp. 45-54.

d'avril-mai, qui porte au pouvoir le premier gouvernement Blum, il en est de même dans un très grand nombre de circonscriptions et il est difficile de discerner quels sont, dans cette nébuleuse, les électeurs appartenant à l'extrême droite, ou du moins dont les aspirations politiques sont celles d'une droite extrémiste appelant de ses vœux à une transformation radicale du régime, ou à son élimination. Militants et sympathisants des ligues votent pour les formations de la droite "classique", à défaut d'une organisation capable de les représenter sur le terrain électoral.

Il faut donc attendre l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front populaire, la dissolution des ligues et le développement, sur le terrain de ces formations dissoutes, de partis politiques relevant de la droite extrême, pour pouvoir mesurer - et ceci de manière très partielle et imprécise - les progrès de cette famille politique au demeurant hétérogène et désunie.

Or, s'il est clair qu'il y a progrès de l'ultra-droite pendant les trois années et demie qui précèdent la guerre, c'est principalement au profit du Parti Social Français que s'opère la percée, si percée il y a. Et surtout, c'est à partir de 1938 - date précisément charnière de la période - que la progression devient caractéristique : c'est-à-dire à un moment où le PSF rompant avec ses origines antiparlementaires et fascistes, se transforme en une grande formation de la droite conservatrice, se rallie en quelque sorte au système et perd par conséquent son caractère extrémiste. On peut certes s'interroger, je le disais tout à l'heure, sur la sincérité de cette adhésion à la démocratie parlementaire. N'empêche qu'elle est désormais mise en avant par la formation du colonel de la Rocque, ce qui n'était pas le cas des Croix de feu.

Ainsi, dans les 16 circonscriptions où ont eu lieu, entre août 1936 et avril 1938, les scrutins législatifs partiels analysés par François Goguel, la tendance à la dérive extrémiste est loin d'être significative. Avec un score de 2,71% pour le Parti Populaire Français de Jacques Doriot et de 3,57% pour le PSF, on obtient un total d'un peu plus de six points pour les deux principales formations, au demeurant rivales, de la droite extrême.

Entre mai 1938 et août 1939, pour les circonscriptions où se sont déroulées des législatives partielles, le PPF ne dépasse pas 1,5% des voix alors que le PSF voit son score s'élever à 9,30%, soit un total de près de 11 points pour les deux formations extrémistes obtenu essentiellement grâce à la montée d'un PSF dont il est clair qu'il est alors en voie de parlementarisation. On voit qu'en termes strictement électoraux, l'impression générale de poussée aux extrêmes doit être fortement nuancée.

En termes d'appartenance partisane et de militantisme

Autant qu'on puisse la saisir, la poussée est ici plus sensible. La radicalisation est plus forte dans la partie politisée et politiquement encadrée de la population que dans l'ensemble du corps électoral.

A droite tout d'abord, encore que la tendance soit ici - c'est une différence fondamentale avec les années 1980 - à la division et à la dispersion. La progression la plus caractéristique - en même temps que celle qui trahit la plus grande ambiguïté - est celle des Croix de Feu, relayés à partir de 1936 par le Parti Social Français. Je rappelle quelques chiffres-jalons, au demeurant un peu tirés à la hausse dans les sources consultées.

- S'agissant des Croix de Feu : trente mille adhérents fin 1932, quatre-vingt mille en juin 1933, cent cinquante mille fin 1934, trois cent mille peut-être à la fin de 1935.

- Pour les PSF : six cent mille en 1937 et au moins huit cent mille au début de 1939. Néanmoins, il faut le répéter, il ne s'agit plus à cette date d'un squadrisme à la française mais d'une formation assagie, ralliée au principe démocratique des élections et candidate à l'exercice du pouvoir.

Les effectifs des ligues fascistes, si l'on excepte le PPF, sont à la fois moins considérables et plus difficiles à saisir de manière précise.

- Le mouvement dorgériste fait état d'une progression de trente à quatre cent mille adhérents entre 1934 et 1937, mais il s'agit de chiffres avancés par les dirigeants et qui doit au moins être divisé par deux ou trois.

- Solidarité française, le mouvement de Jean Renaud que finance le parfumeur Coty, prétend avoir trois cent mille adhérents en 1934 : sans doute n'en a-t-il jamais réuni plus de dix mille. En revanche *L'Ami du Peuple*, du même François Coty, trouve au début des années trente près d'un million de lecteurs. Cela ne veut pas dire que le lecteur moyen de ce journal doit automatiquement être classé parmi les "extrémistes".

Néanmoins, par le truchement de cette feuille bon marché, le parfumeur-milliardaire qui est aussi on le sait un aventurier de haut vol doublé d'un candidat mégalomane à la dictature, peut faire passer ses "idées" dans un large public populaire.

- Le Francisme de Marcel Bucard ne rassemblera jamais, pour sa part, plus de quelques milliers de militants de même que la

plupart des autres groupuscules de la droite fasciste et fascisante. Il n'est pas dans mon propos de les détailler ici.

- On s'arrêtera en revanche sur le cas du PFF qui, d'une part et toutes nuances mises à part, peut être considéré comme un authentique parti fasciste, et d'autre part se développe à partir de l'été 1936 à une toute autre échelle. Encore que les estimations faites par les historiens de cette formation politique - Dieter Wolf et Jean-Paul Brunet - soient loin de confirmer les chiffres avancés par *L'Emancipation nationale*, organe du parti doriote, qui fait état de trente mille adhérents fin 1936, de cent mille en octobre, deux cent mille fin 1937 et trois cent mille début 1938.

Dieter Wolf, qui s'en tient avec raison aux chiffres fournis par le premier caissier du parti, indique qu'il n'y a jamais eu plus de cinquante à soixante mille cotisants et que, sur cet effectif, le nombre des véritables militants ne dépasse pas une quinzaine de milliers. Brunet estime, pour sa part, qu'à son apogée le PFF a pu atteindre une centaine de milliers d'adhérents.

Le tableau ne serait pas complet si l'on oubliait de mentionner, dans ce foisonnement d'organisations activistes et extrémistes appartenant à la mouvance de l'ultra-droite, des mouvements tels que *L'Action française*, la *Fédération nationale des contribuables* - qui avec la ligue dorgériste rassemble on le sait plusieurs centaines de milliers de "poujadistes" avant la lettre - et *l'Union nationale des combattants*. Simplement, s'agissant de ces deux dernières organisations de masse, il est clair qu'elles sont loin de ne rassembler que des extrémistes et que, d'autre part, ses éléments activistes militent souvent en même temps à *l'AF*, aux *Jeunesses patriotes* ou dans d'autres ligues.

Quant à la formation maurrassienne, elle manifeste plutôt, à cette date, une tendance au tassement et si elle joue un rôle important dans le processus de radicalisation, c'est dans la mesure où le sait où elle sert de matrice à des organisations activistes, groupusculaires certes, mais dotées d'un réel dynamisme, qu'il s'agisse, dans les années trente, du CSAR d'Eugène Deloncle, ou de l'équipe rassemblée autour de l'hebdomadaire *Je suis partout*.

Au total, si l'on se place au milieu de la décennie, disons à la charnière des années 1934-1936, on peut grossièrement évaluer à sept ou huit cent mille adhérents et sympathisants les effectifs de ces diverses organisations, pour un peu moins semble-t-il de cent mille militants actifs. C'est beaucoup à l'échelle de l'hexagone. C'est beaucoup moins cependant que le Parti national fasciste en 1921, ou que le NSDAP en 1932.

Pour la gauche, aussi prudent que l'on soit dans le mariage des chiffres mis en avant par le PCF, il est clair que les effectifs de ce parti ont connu une très forte ascension.

De vingt-neuf mille en 1933, ils sont passés à quarante-deux mille en 1934, quatre-vingt-sept mille en 1935, quatre-vingt-dix mille en février 1936, cent quarante et un mille en juin, deux cent quarante-six mille en août et peut-être trois cent mille à la fin de l'année, tandis que les Jeunesses communistes voyaient leurs propres effectifs s'élever pendant la même période de trois mille cinq cents à cent mille membres.

Les années 1937 et 1938 étant au contraire caractérisées par un net fléchissement de la base militante.

S'agissant de la SFIO, dont les effectifs ont également crû fortement à l'époque du Front populaire - passant de cent trente-et-un mille en 1933 à deux cent deux mille en 1936 pour le parti et de onze mille en 1934 à cinquante mille en 1937 pour les JS - ce qu'il convient ici de rappeler c'est la progression - au sein de cette formation - des minorités actives gauchisantes qui représentent une autre forme d'extrémisme : essentiellement la Bataille socialiste de Zyromski et la Gauche révolutionnaire de Marceau-Pivert, l'une et l'autre très fortement représentées dans la Fédération de la Seine.

On sait le rôle qu'ont joué, lors des grèves de mai-juin 1936, ces "gauchistes" de la SFIO. Le reflux des grèves à la fin du printemps et l'exercice du pouvoir par le premier cabinet Blum ne les fait pas reculer et, lors du Congrès de Marseille, la Bataille socialiste avec près de 29% et la Gauche révolutionnaire avec 16,6% totalisent à elles deux 45% environ des mandats.

Quant aux organisations qui relèvent plutôt de l'activisme gauchiste, et qui se situent de toute manière à gauche de la SFIO et du PCF, on constate - si l'on suit sur ce point l'ouvrage que Jean-Pierre Rioux a consacré à la question (2) - un tassement, voire un repli dans la première moitié des années trente, qu'il s'agisse des anarchistes - pour lesquels l'heure est, semble-t-il aux "grandes interrogations" - du groupe de la Révolution prolétarienne de Monatte - dont les effectifs ne dépassent pas le millier d'adhérents fin 1935 - ou du noyau dur trotskyste incarné par les cinq ou six cents militants de la Ligue communiste.

Là encore, les choses changent cependant à l'approche du Front populaire. Sous l'impulsion de Trotski, les "bolcheviks léninistes" de la Ligue décident, en août 1934, d'entrer à la SFIO. Ils vont

(2) J.P. Rioux.- Révolutionnaires du Front populaire, Paris, 10/18, 1973.

dès lors y jouer un rôle non négligeable, avant d'en être exclus à la fin de 1935, au moment où leurs idées commençaient à trouver un écho dans l'aile gauche du parti.

A cette date, leur base militante au sein de la SFIO dépasse vraisemblablement les mille cinq cents inscrits. Ils détiennent le huitième des mandats dans la Nièvre, la Drôme, l'Isère et le Rhône. Nous sommes donc, une fois encore, en présence d'un phénomène de radicalisation politique, dont l'influence dépasse d'ailleurs de beaucoup les limites du Parti socialiste.

Le rôle de ces militants trotskyste ayant transité par le PS, avant de se disperser en un fourmillement de mouvements et de groupuscules, sera tout à fait considérable dans certains secteurs lors des grèves de mai-juin 1936.

En termes de comportement politique

A ces deux volets de la radicalisation politique en temps de crise, celui des comportements électoraux et celui de l'appartenance et du militantisme partisans, j'aurais voulu en ajouter un troisième consacré plus globalement au comportement politique des Français évoqué à la fois au niveau du discours et au plan de l'action extraparlamentaire.

S'agissant du discours, j'ajouterai seulement un mot à ce qu'a dit Michel Winock, concernant un point qu'il a eu peu le temps de développer et qui a trait à la xénophobie. Je dis la xénophobie et pas seulement l'antisémitisme, dont il a été question et qui n'est pas en France nécessairement spécifique, tant est répétitive et violente l'imprécation dirigée en bloc contre les étrangers. Au point - et c'est une autre différence avec le temps présent qui devrait guider notre réflexion comparative - que nous avons peine à imaginer aujourd'hui, hors de la présence des textes, à quel point la virulence des propos a pu imprégner le discours ambiant dans la seconde moitié des années trente.

Radicalisation donc, et de quelle force, au niveau de la parole et de l'écrit, mais radicalisation également en termes d'action violente opérée aux deux horizons extrêmes du spectre politique. D'une part bien sûr les innombrables grèves avec occupation des locaux qui constituent la spécificité du mouvement de mai-juin 1936 et qui auront des résurgences au cours des années suivantes, mais aussi les manifestations de toutes sortes, violences de rues et troubles xénophobes qui ponctuent la période, avec ces deux points culminants que sont février 1934 et la fusillade de Clichy : parties émergées d'un immense iceberg d'agitation qu'il serait intéressant de répertorier de manière systématique. Sans oublier ses résonances dans le champ culturel : je pense en particulier aux violentes manifestations qui ont eu lieu à la fin

de 1935, au moment des sanctions, à l'occasion des premières représentations de la Guerre de Troie n'aura pas lieu de Giraudoux.

JALONS POUR UNE INTERPRETATION DE LA RADICALISATION DES ANNEES TRENTE

Je voudrais maintenant, dans une brève seconde partie, poser quelques interrogations, dans la perspective d'une rencontre qui se veut essentiellement préparatoire.

- La radicalisation, dont nous parlons aujourd'hui, et la montée des "extrêmes", dont je viens de rappeler les principales manifestations, sont-elles directement reliées à la "crise" des années trente ?

La réponse que donnent à cette question les historiens français est, on le sait, généralement nuancée.

- Oui, en ce sens que le lien entre les progrès de l'extrémisme politique et les difficultés rencontrées par diverses catégories sociales - en termes d'emploi, de pouvoir d'achat, de mobilité, etc. - peut difficilement être nié. Encore qu'il s'agisse largement d'une impression globale et qui mérite, au coup par coup, un examen plus approfondi.

- Oui encore, si l'on admet que l'image de la crise et la dénonciation de "responsables", de "boucs émissaires", tout comme la peur éprouvée par beaucoup de se voir à leur tour emportés par la tourmente et dépossédés non seulement de leurs biens, mais de leur prestige social, ont au moins autant que la crise elle-même favorisé les manifestations et la radicalisation politique.

A cet égard, beaucoup de travail reste à faire dans l'analyse des comportements électoraux des années trente et dans celle de l'appartenance et du militantisme politiques. Le lien entre chômage et poussée des extrêmes - que l'on tend aujourd'hui à relativiser à propos de l'Allemagne - n'est en particulier nullement démontré.

Il n'y a certainement pas, en tout cas, d'automatisme, de lien organique permanent entre crise économique et sociale et radicalisation politique. Sauf peut-être dans certaines régions rurales où le phénomène peut expliquer les bons résultats enregistrés par le PC (ouest et nord du Massif Central, Nord/Picardie) ou par l'extrême droite (départements méditerranéens).

- Non enfin, si on limite la notion même de crise à ses aspects strictement économiques et sociaux et à une périodisation restreinte aux années trente.

La grande dépression joue effectivement le rôle d'un catalyseur et d'un accélérateur de tendances, mais les tendances sont déjà en place à la fin des années vingt, qu'il s'agisse de l'aspiration à un renouvellement politique complet, de la crise du modèle représentatif républicain ou, plus profondément encore, de la crise d'identité qui prend racine dans les bouleversements de la guerre et de l'après-guerre. La comparaison me paraît ici s'imposer avec la crise des années quatre-vingts, révélatrice elle aussi d'un malaise profond.

- Seconde question, au demeurant reliée à la première : sommes-nous, à l'instar de l'Italie des années vingt, voire de l'Allemagne des années trente, en face de la montée d'un fascisme qui se serait lui-même nourri de la menace révolutionnaire ?

- Si l'on s'en tient aux faits, la réponse ne peut être que négative. La France n'a pas connu de menace révolutionnaire. Ni en 1936, ni avant, moins encore après. Le doublement des voix du PCF en avril-mai 1936 ne traduit en aucune façon l'adhésion d'une partie des électeurs français au projet communiste. Il est bien davantage le résultat de ce que nous appelons aujourd'hui un vote protestataire, une réponse aux politiques anti-inflationnistes des gouvernements modérés, en même temps que le résultat d'un réflexe "républicain" baptisé ici ou là "antifasciste" pour les besoins de la cause.

- Il n'y a pas eu davantage de "menace fasciste" : que ce soit en février 1934 ou à un autre moment, en tout cas au sens spécifique du terme, c'est-à-dire répondant à un projet de mise en place d'un régime autoritaire ou totalitaire.

Certes, le projet existe, mais son impact est ultra-minoritaire. Ainsi, nous l'avons vu, après la victoire du Front populaire, le RPF n'obtient qu'un résultat électoral médiocre (moins de 2% des suffrages exprimés) et le PSF ne voit son score monter (pour atteindre la barre des 10%) que lorsqu'il prend nettement ses distances vis-à-vis de la mise en cause de la démocratie.

- En revanche, la mythologie du coup de force et son instrumentalisation politique ont fortement concouru, à droite comme à gauche, à une certaine polarisation extrémiste. Les ligues pour la droite, le PC et les courants

révolutionnaires périphériques pour la gauche, faisant dans certains secteurs de l'opinion figure de remparts contre l'adversaire et contre les menaces qu'il était censé faire peser sur les valeurs auxquelles on se sentait le plus immédiatement attaché.

- Troisième et dernier point, qui me servira de conclusion : cette illusion (totale ou partielle) ne traduit-elle pas en fin de compte - et ceci constitue, me semble-t-il, une différence majeure avec le temps présent - le transfert sur le plan intérieur français d'une radicalisation et d'une polarisation qui sont, à partir de 1933-1934, celles de la société internationale ? Deux faits paraissent ici avoir été déterminants dans la progression du vote "extrémiste" ou de la participation (militante ou non) à des organisations "extrémistes".

- D'une part le pouvoir d'attraction, sinon de captation, exercé par certains modèles étrangers : italien, allemand, voire soviétique pour toute une frange d'intellectuels et de compagnons de route. Certes, affronté à la résistance d'une culture politique démocratique et républicaine, cette attraction n'a pas été assez forte pour que s'opère, par exemple autour du noyau dur "fasciste", épicerie de l'opposition au régime, la même polarisation qu'en Italie et en Allemagne, avec les mêmes effets simplificateurs que dans les pays où s'était manifestée une véritable menace révolutionnaire. Elle a néanmoins existé.

- D'autre part, la pesanteur exercée par la prise en compte, à gauche comme à droite, du problème de la guerre et de la paix.

C'est une question qui est revenue constamment dans notre débat aujourd'hui. C'est tout le problème du pacifisme, dont nous savons quel poids il a eu dans les années trente et à quel point au contraire il a peu joué dans la radicalisation d'une partie de la droite française contemporaine.

Pierre MILZA

**EXTREMISMES DE GAUCHE, EXTREMISMES DE DROITE
DANS LES ANNEES QUATRE-VINGTS**

Introduction

Les approches possibles de l'extrémisme politique sont nombreuses. Il peut se définir par la proximité partisane, la préférence déclarée pour les formations se réclamant de l'extrême-gauche (Lutte ouvrière, PSU, Ligue communiste révolutionnaire), ou de l'extrême-droite (Front national, Parti des forces nouvelles, Parti ouvrier européen), par le soutien électoral à ces partis et à leurs candidats, quand ils en présentent (vote ou intentions de vote), ou par l'auto-position des individus aux deux extrémités de l'échelle gauche-droite. Selon l'entrée adoptée, l'ampleur du phénomène sera très variable.

Si l'on prend comme indicateur le vote en faveur des partis et des candidats de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite, sous la Vème République (Annexe IV, tableau 1), on constate qu'une fraction variable de l'électorat français vote pour eux, de 1,5% au premier tour des élections législatives de 1981, à 18,8%, lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Toutefois, du début à la fin de la période étudiée, le rapport de force s'est inversé.

Jusqu'en 1984, les électeurs d'extrême-gauche sont les plus nombreux (1). En 1969 ils représentent jusqu'à 5% de l'électorat. A partir de 1984, ce sont les électeurs d'extrême-droite qui sont les plus nombreux, avec l'émergence du Front national, qui obtient au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 plus de 14,4% des suffrages exprimés. Aujourd'hui c'est l'extrême-droite qui est la plus visible dans le paysage politique français, le rapport extrême-droite/extrême-gauche s'établissant à dix contre un.

Si l'on retient la proximité partisane (Annexe IV, tableau 2), on constate qu'environ 5 à 6% de la population française en âge de voter, déclare une préférence pour l'extrême-gauche ou

(1) Sauf en 1965, où il n'y a pas de candidat d'extrême-gauche.

l'extrême-droite. Là encore, le rapport de force s'est inversé, passant de cinq contre un, en faveur de l'extrême-gauche en 1978 à quatre contre un, en faveur de l'extrême-droite en 1988.

Si l'on se fie enfin à l'auto-position sur l'échelle gauche-droite (Annexe IV, tableau 3), la proportion des extrémistes (cases 1 ou 7) est encore plus restreinte. Selon les sondages et selon les époques, elle varie entre 2 et 5% de l'ensemble des Français.

Au début de la période il y a nettement plus de Français qui se situent à l'extrémité gauche de l'échelle. A partir de 1984, la proportion de ceux qui se situent à l'extrémité droite augmente, et en 1988, il y a autant d'extrémistes de gauche que d'extrémistes de droite.

Nous avons choisi pour notre part, l'entrée par la position sur l'échelle gauche-droite, en nous servant des enquêtes de l'Observatoire interrégional du politique (OIP) (Annexe 1). Elles offrent l'avantage de porter sur un large échantillon (plus de 14 000 individus), d'avoir été menées hors conjoncture électorale (novembre 1987), et de mesurer la position sur l'axe gauche-droite par une échelle en dix cases qui facilite le positionnement aux extrêmes. Il atteint 6% des Français âgés de 18 ans et plus (3% à l'extrême-gauche, 3% à l'extrême-droite).

C'est ce noyau dur qui a été le point de départ de notre analyse. Nous nous sommes attachées à tracer le portrait social, politique, culturel de ces "extrémistes", à chercher ce qui les rapproche et ce qui les sépare, et dans quelle mesure leur extrémisme est en relation avec la crise économique et ses conséquences (chômage, insécurité économique, peur de l'avenir, etc).

Les hypothèses qui ont guidé notre travail s'appuient sur les nombreuses recherches consacrées à l'extrémisme politique sous ses formes les plus diverses : phénomènes révolutionnaires, totalitaires, mouvements sociaux et urbains, activisme étudiant, luttes d'indépendance nationale dans les pays en voie de développement, etc... Sans prétendre en faire l'inventaire, si l'on s'en tient aux travaux de l'après-guerre, principalement anglo-saxons, laissant de côté les explications en termes psychologiques, telles celles de T.W. Adorno sur la personnalité autoritaire, de H.J. Eysenck sur les tempéraments politiques, ou de M. Rokeach sur le dogmatisme, pour nous en tenir aux explications en termes sociologiques, trois grandes approches peuvent être distinguées :

- la première lie l'extrémisme politique à une position inférieure dans la structure sociale : bas niveaux de revenu, d'instruction, de prestige, faible information politique. Les

travaux classiques, à cet égard, sont ceux de S.M. Lipset, sur l'autoritarisme de la classe ouvrière ;

- une deuxième approche lie l'extrémisme politique aux incohérences entre les différents éléments du "statut" des individus, c'est le cas notamment de l'ouvrage collectif dirigé par D. Bell sur La droite radicale aux Etats-Unis à l'époque du mac-carthysme (1955) ;

- une troisième approche, enfin, lie l'extrémisme aux effets désintégrateurs du changement social. En relèvent les travaux de W. Kornhauser sur l'atomisation de la société de masse, ceux de l'Ecole de Chicago sur les méfaits de l'urbanisation et la pathologie urbaine, ceux de S.M. Lipset et R. Bendix sur les conséquences déstabilisatrices de la mobilité sociale ascendante et surtout descendante, ou les innombrables travaux consacrés à la "prolétarianisation" des classes moyennes, comme le célèbre article de S.M. Lipset sur "Fascismes de droite, de gauche et du centre".

De ces travaux se dégage, vers la fin des années soixante, un modèle dominant.

Il y aurait des traits communs aux extrémistes de gauche et de droite : ce serait des marginaux, des déclassés, des déviants. Deux catégories sociales seraient particulièrement vulnérables à l'extrémisme : les ouvriers, en raison de leur position inférieure dans la structure sociale, et les classes moyennes, la "lower middle class" prise en étau entre le mouvement ouvrier et la grande industrie. Les extrémistes de gauche et de droite ne se distingueraient que par leur attitude à l'égard du changement social, les premiers se montrant plus favorables à la transformation de la société et les seconds au maintien de l'ordre social existant (2).

Dans ce concert, on note des voix discordantes. Une position inférieure dans la structure sociale, des incohérences de "statut", quelles que soient les frustrations individuelles qu'elles entraînent, n'engendrent pas toujours l'extrémisme, qu'il soit de gauche ou de droite. L'industrialisation, la modernisation, l'urbanisation, ou la mobilité sociale, ne suscitent pas nécessairement

(2) Voir notamment LIPSET (S.M.), Political man, Londres, Heinemann, 1959 ("Fascismes de droite, de gauche et du centre") et LIPSET (S.M.), RAAB (E.), The politics of unreason, Right-wing extremism in America 1790-1970, 1970, New-York, Harper and Row, 549 p.

des masses atomisées, déracinées, vulnérables aux appels des extrémistes, et exercent également des effets intégrateurs. Les extrémistes nazis par exemple, étaient en majorité, non pas des déclassés, mais des gens ordinaires, et bien installés dans la société. Il existerait enfin une rationalité spécifique de l'extrémisme politique tenant au contexte politique, aux caractéristiques spécifiques de l'offre et de la demande (3).

Qu'en est-il en France aujourd'hui, dans la définition particulière que nous avons adoptée de l'extrémisme ? Nous le verrons en abordant successivement trois questions.

Y a-t-il un ou des extrémismes de gauche et de droite ? Comment peut-on les caractériser, les différencier ? Qui sont les extrémistes de gauche et de droite.

Pour synthétiser l'information, nous avons travaillé essentiellement à l'aide d'indices composés à partir du cumul de réponses à des questions appartenant à de mêmes dimensions. Seules les notes extrêmes sur ces indices ont été prises en considération (Annexe II). Pour alléger la présentation, les tableaux qui servent de base à la démonstration sont regroupés à la fin de l'article (Annexe III).

EXTREMISME DE GAUCHE ET EXTREMISME DE DROITE

Qu'est-ce qui oppose, qu'est-ce qui rapproche les extrémismes ? Commençons par ce qui les oppose.

Sur le plan politique, il y a l'acceptation (à gauche), et le refus (à droite) du militantisme. L'attachement, en second lieu, à des droits et des libertés différents : droits collectifs d'expression politique pour l'extrême-gauche (droit de grève, d'association, de manifestation), droit de l'individu et libertés personnelles à l'extrême-droite (liberté de choix entre l'école libre et laïque, héritage, possibilité de se mettre à son compte). Troisième opposition, une sensibilité à des problèmes

(3) Pour une présentation détaillée du débat, cf. : PORTES (A), ROSS (A), *A model for the prediction of leftist-radicalism, Journal of political and military sociology*, 2(1), printemps 1974, pp.32-56 et HALEBSKY (S), *New perspectives on political radicalism, ibidem*, pp.113-125.

différents. Les préoccupations majeures de l'extrême-droite - ce sont là choses connues - portent plutôt sur les problèmes de société, tels que le SIDA, la sécurité, la drogue ; ceux de l'extrême-gauche sur des problèmes politiques et socio-économiques, comme le chômage, la détérioration des conditions de vie, la situation politique.

Dans le domaine socio-culturel et dans celui des valeurs, la contestation des normes et conventions sociales par l'extrême-gauche contraste avec la soumission de l'extrême-droite à celles-ci. Ainsi l'extrême-gauche accepte beaucoup plus volontiers que l'extrême-droite le concubinage, l'homosexualité, la liberté d'avortement ou même l'usage personnel de la drogue. Deuxième opposition, majeure, l'acceptation ou le refus du changement et la peur de "l'autre". L'extrême-droite se caractérise par la recherche d'une protection identitaire, liée sans doute à un sentiment profond d'insécurité. Ce sentiment, cette protection identitaire, se manifestent à travers l'attachement au maintien en l'état de la famille et de la religion, par le rejet des immigrés et par une demande en faveur du rétablissement de la peine de mort.

Même si, sur l'ensemble de ces questions, les oppositions sont très profondes entre extrême-gauche et extrême-droite, il existe, sur d'autres points, des rapprochements. Ils sont au nombre de quatre.

Le premier est leur degré de politisation beaucoup plus élevé que la moyenne : intérêt pour la politique, implication dans le jeu politique et aussi, même si c'est plus sensible à gauche qu'à droite, sensibilité à des préoccupations d'ordre politique.

Leur deuxième point de rapprochement est un refus de l'ordre établi supérieur à la moyenne. Les extrémistes de gauche et de droite sont ainsi plus nombreux - même si, là encore c'est plus vrai à gauche qu'à droite - à accepter l'idée selon laquelle il faut complètement changer la société.

Ils ont également en commun une moindre confiance dans les institutions, telles que l'école, la banque, la police, l'armée, la justice.

Ils partagent enfin, et surtout, un degré très fort de pessimisme, notamment à l'égard de l'avenir de la France.

Tels sont les points essentiels d'opposition et de rapprochement entre extrême-gauche et extrême-droite. Mais mesurer les extrémismes, à partir de positions extrêmes sur un axe gauche-droite, constitue une démarche insuffisante, comme le met en évidence le

croisement des positions sur l'axe gauche-droite avec les préférences partisans exprimées par ailleurs. Les deux indicateurs ne se recoupent pas entièrement : seuls 36% des gens qui expriment une préférence pour l'extrême-gauche se placent dans la position "un" sur l'axe gauche-droite, cette proportion tombant à 17% parmi les personnes proches du parti communiste et 4% parmi celles qui sont proches du parti socialiste.

De même 36% seulement des personnes qui s'affirment proches du Front national se positionnent en "dix" sur l'axe gauche-droite, contre 6% des sympathisants du RPR et 3% de ceux de l'UDF.

Cela dit, compte-tenu de la taille respective des différentes familles politiques, la position "un" sur l'axe gauche-droite se décompose en 37% de personnes proches du PS, 30% du parti communiste, 12% de l'extrême-gauche. A l'opposé la position "dix" rassemble 41% de personnes proches du Front national, 32% de personnes proches du RPR, 13% de personnes proches de l'UDF.

Ces constats imposent de vérifier si ne cohabitent pas au sein de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite différentes formes d'extrémismes, et conduit à comparer les extrémistes communistes, socialistes et les extrémistes de l'extrême-gauche d'une part, les extrémistes de l'UDF, du RPR, et du Front national, d'autre part.

LES DIVERS EXTREMISMES DE GAUCHE ET DE DROITE

1. Les extrémismes de gauche

Une comparaison systématique des attitudes et des opinions des personnes qui se classent en "un" sur l'axe gauche-droite, en fonction de leurs préférences partisans, met en évidence trois extrémismes nettement différenciés.

Un premier courant, très politique et très radical, regroupe les individus qui jouent plus que tous les autres le jeu des élections et des institutions démocratiques, semblent les plus impliqués dans la vie politique. Ils se disent les plus prêts à militer et se montrent les plus attachés aux droits d'association, de manifestation et de grève. Par ailleurs, ces individus apparaissent comme les plus pessimistes de tous sur l'avenir de la France comme sur le leur propre. Ce premier courant caractérise les extrémistes du parti communiste.

Un deuxième courant pourrait être qualifié de libertaire ou d'anarchiste. Il se caractérise en premier lieu par un intérêt très élevé pour la politique, mais une distance très grande à l'égard du jeu électoral. Ainsi, on compte dans ce

groupe 27% de non-inscrits (5% seulement chez les extrémistes du parti communiste), mais 61% sont fortement intéressés par la politique (66% chez les communistes). Les membres de ce courant se montrent aussi les plus préoccupés de tous par les questions de politique intérieure ou extérieure (36% contre 10% en moyenne).

Ils apparaissent, en second lieu, comme relativement militants, mais inégalement selon les associations envisagées, se montrant particulièrement intéressés par les problèmes des droits de l'homme.

Ils sont, en troisième lieu, les plus opposés de tous à l'ordre établi, que celui-ci soit socio-politique (6% d'entre eux seulement contre 29% en moyenne se déclarent favorables à une société avec une hiérarchie et des chefs, 42% affirment qu'il faut changer complètement la société contre 13% en moyenne) ou moral : ils sont les plus nombreux à rejeter les conventions du mariage, à se déclarer pour l'exercice du libre choix dans le domaine du sexe et de la drogue.

Enfin s'ils sont aussi pessimistes que les extrémistes du parti communiste sur l'avenir de la France, mais ils ne le sont pas du tout, en revanche, en ce qui concerne leur propre avenir.

Ce courant, on l'aura compris, caractérise d'abord les extrémistes de l'extrême-gauche.

Il existe enfin un courant plus modéré, un extrémisme tranquille, intermédiaire entre l'extrémisme communiste et celui de l'extrême-gauche. Ses membres acceptent le jeu partisan, à l'égal ou presque, des extrémistes communistes. Ils se montrent impliqués dans le jeu de la politique, attachés au droits fondamentaux de la gauche - droit de manifester, droit de grève -. En revanche, ils semblent moins prêts à militer et beaucoup moins attachés à l'ordre moral établi que les extrémistes communistes, et plus proches donc sur ces questions de ceux de l'extrême-gauche.

Les tenants de ce courant refusent, par ailleurs, beaucoup moins souvent l'ordre politique établi, manifestent plus de confiance que les autres dans les institutions. Ils ne sont, enfin, pessimistes ni pour l'avenir de la France, ni pour leur propre avenir.

Ce groupe correspond aux extrémistes proches du parti socialiste.

2. Les extrémismes de droite

A l'extrême-droite, le même type de comparaison met en évidence plus d'unité, tout en dégagant diverses sensibilités.

Les points communs entre les trois tendances de l'extrême-droite sont le rigorisme moral, l'attachement à la famille, l'acceptation de l'ordre établi même si, sur ce dernier point, les extrémistes du Front national, tendent à se rapprocher de l'extrême-gauche en acceptant plus volontiers la nécessité de transformer profondément la société. Par ailleurs, ni les uns ni les autres ne se disent tentés par le militantisme.

Au delà de ces ressemblances, apparaissent des marques nettes de différenciation.

Les extrémistes de l'UDF se signalent par des positions de retrait par rapport à la politique : ce sont ceux qui manifestent l'intérêt le plus faible pour la politique et sont les moins impliqués dans les jeux de la politique. En revanche, et c'est leur caractéristique majeure, ils occupent des positions de pointe sur tous les problèmes religieux : 48% d'entre eux sont prêts à militer dans une association religieuse (20% en moyenne), 46% sont tout à fait d'accord avec l'idée que la religion est un domaine dans lequel il ne faut rien changer (26% en la moyenne).

Les extrémistes du RPR se différencient de ceux de l'UDF par des engagements politiques plus forts. Ainsi sont-ils impliqués - à égalité ou presque, avec les extrémistes du parti socialiste - dans les jeux de la politique. Ils sont aussi plus sensibles à l'importance de l'héritage, ou à celle du libre choix entre école publique et école libre. Ils sont enfin les plus attachés de tous à l'ordre établi et à la morale. Bref, ce qui les caractérise c'est à la fois un rigorisme moral, et une implication dans le jeu de la politique.

Les extrémistes du Front national, enfin, constituent le groupe le plus complexe. On peut les caractériser à partir de quatre traits :

- un fort degré d'implication dans le jeu politique et une acceptation des règles du jeu de la démocratie représentative ;
- une grande méfiance à l'égard des institutions ;
- un fort degré de pessimisme - point de rapprochement avec le parti communiste - pour eux même et pour l'avenir de la France ;
- enfin, et c'est ce qu'ils ont peut-être de plus spécifique, un très net refus du changement et une très grande peur de "l'autre", avec une demande très forte de protection identitaire.

Ce sont les plus favorables de tous au rétablissement de la peine de mort (77% contre 35% en moyenne), les plus opposés à l'intégration des immigrés (69% contre 18%), les plus

attachés au maintien de la famille telle qu'elle a toujours existé (78% contre 62%) et en revanche, les moins prêts à militer pour les droits de l'homme et contre le racisme (17% contre 42%).

EXTREMISME ET RADICALISATION AU SEIN DE CHAQUE FAMILLE POLITIQUE

Reste une dernière question, le fait de se positionner ou non aux extrêmes sur l'axe gauche-droite entraîne-t-il des différences significatives au sein de chaque famille politique ?

Dans un cas, et un seul - celui de l'extrême-gauche (mais il s'agit précisément d'une famille de pensée et non d'un véritable parti politique) -, le fait de se placer ou non le plus à gauche sur l'axe gauche-droite introduit des différences très fortes au sein de l'ensemble du groupe. On peut dire qu'il y a éclatement en deux sous-ensembles.

Ajoutons que c'est dans le domaine des valeurs et des normes sociales, et non dans celui de la politique à proprement parler, que les écarts sont les plus profonds entre ces deux sous-ensembles.

Dans tous les autres cas on observe, à des degrés divers, une radicalisation des prises de position. C'est dans le cas du parti communiste que l'effet de radicalisation est le plus prononcé et le plus constant. A telle enseigne, qu'il n'est sans doute pas exagéré d'évoquer la présence, au sein de ce parti, d'un noyau, certes minoritaire mais très structuré, de "révolutionnaires".

Au sein du Front national, la radicalisation des opinions touche essentiellement trois dimensions : le refus ou non du changement et la peur de "l'autre", l'acceptation ou non de l'ordre social établi, le degré d'implication dans le jeu politique.

EXTREMISTES DE GAUCHE ET DE DROITE

Les diverses sensibilités extrêmes s'observent-elles dans des groupes sociaux différents, ou, si l'on préfère, chaque extrémisme correspond-il à des extrémistes différents ?

Ces derniers sont assez faciles à caractériser sur le plan sociologique et culturel.

Du point de vue culturel : on peut apprécier la diversité des extrémistes à partir, notamment, du degré d'appartenance au catholicisme. Un clivage net passe entre tous les pratiquants,

les non-pratiquants croyants, sur-représentés à l'extrême-droite, et les non-pratiquants non-croyants et les irréguliers sur-représentés à l'extrême-gauche. Le détachement du catholicisme est le plus marqué au sein des extrémistes de l'extrême-gauche et des extrémistes communistes (respectivement 68 et 64% contre 10% au RPR et l'UDF).

A l'inverse c'est chez les extrémistes de l'UDF que les pratiquants réguliers se retrouvent en plus grand nombre (32% contre 2% chez les extrémistes de l'extrême-gauche et du PC). Ajoutons que le Front national est surtout associé à la non-pratique, que l'on se dise par ailleurs croyant ou non-croyant.

Du point de vue sociologique : on peut considérer successivement les divers attributs.

+ *La profession de la personne interrogée d'abord, même si ses effets sont moins nets que ceux d'autres caractéristiques :* les extrémistes de gauche se recrutent d'abord au sein du groupe ouvrier, des professions intermédiaire, ou encore des personnels de service. A l'extrême-droite, la situation est plus diverse. Il est intéressant de noter, en particulier, qu'il est très difficile de caractériser sociologiquement les extrémistes du Front national. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas plus de petits commerçants et d'artisans au sein du Front national que dans les autres familles de droite. En revanche, les ouvriers y sont comparativement sur-représentés.

+ *En terme de statut professionnel, contrairement à une idée reçue, les extrémistes sont souvent et d'abord des actifs. C'est vrai à droite, et notamment au Front national. C'est vrai à gauche, et notamment à l'extrême-gauche :* 51% de personnes travaillant à temps complet au Front national, 49% à l'extrême-gauche, contre 46% en moyenne. Il faut immédiatement ajouter que parmi les extrémistes communistes (mais non de l'extrême-gauche) on observe, également, une sur-représentation des chômeurs tandis qu'au Front national, à côté des personnes travaillant à temps complet on note une sur-représentation des étudiants.

+ *La différence hommes-femmes est essentielle. La sur-représentation des hommes se vérifie dans tous les groupes extrémistes sauf ceux de l'UDF et du RPR. Le groupe le plus masculin est celui des extrémistes du Front national (74% d'hommes contre 65% à l'extrême-gauche), le plus faiblement masculin celui des extrémistes du RPR (41% d'hommes).*

+ *Différentes plages d'âge sont associées aux divers extrémismes*. L'extrême-gauche recrute essentiellement parmi les vingt à quarante-quatre ans, et surtout parmi les vingt-et-un à trente-neuf ans. L'extrême-droite parmi les dix-huit - vingt ans ou chez les quarante ans et plus. La seule zone de recouvrement entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite est la période quarante - quarante-quatre ans, période connue, par ailleurs, comme celle de la plus grande activité politique.

Ceci dit, le groupe extrémiste le plus jeune de tous est l'extrême-gauche, avec 78% de personnes ayant moins de quarante-quatre ans, contre 53% en moyenne. En revanche, le groupe extrémiste le plus vieux est celui du RPR, avec 70% de plus de quarante ans contre 51% en moyenne. Là encore le Front national se caractérise par une position intermédiaire. Il est, en fait, représenté dans toutes les classes d'âge, avec une légère sur-représentation chez les dix-huit - vingt ans.

+ *L'extrême-gauche est, dans l'ensemble, beaucoup plus diplômée que l'extrême-droite*. Les plus diplômés de tous se comptent parmi les extrêmes de l'extrême-gauche (40% de personnes ayant le bac ou plus contre 23% en moyenne). Les moins diplômés, en revanche, se retrouvent à l'UDF, avec 57% de non-diplômés contre 50% en moyenne. Le Front national, là encore se caractérise par des niveaux intermédiaires (53% de personnes ayant le CEP, le BEPC ou le BAC contre 41% en moyenne).

+ *Enfin, dernier attribut : le patrimoine*. Il révèle une opposition très marquée entre un faible degré de patrimoine à l'extrême-gauche et un fort degré de patrimoine à l'extrême-droite. Si on procède à une analyse plus fine, on constate que c'est chez les extrémistes de l'extrême-gauche que s'observent les patrimoines les plus faibles (57% contre 41% en moyenne), et chez ceux du RPR qu'on trouve les patrimoines les plus importants (78% contre 58% en moyenne).

Trois types d'extrémistes différents :

Si, au lieu de considérer les attributs un à un, on les agrège, on aboutit à la construction de trois types d'extrémistes différents :

Un type d'extrême-gauche avec essentiellement des hommes, des personnes de vingt-et-un à quarante-quatre ans, des diplômés, des gens ayant peu de patrimoine et des actifs.

C'est parmi les extrémistes de l'extrême-gauche que ce type est le plus souvent représenté (49%). C'est au sein des extrémistes proches du PC, qu'il l'est le moins (27%).

Deux types différents au sein de la droite :

+ Le premier regroupe essentiellement des hommes, des personnes de dix-huit - vingt ans, ou de quarante ans et plus ; des diplômés de niveau intermédiaire (pas de CAP, pas d'études supérieures), des personnes possédant un important patrimoine, des actifs. Ce type s'observe d'abord parmi les extrémistes du Front National et du RPR (respectivement 39 et 34% contre 23% au sein de l'UDF et 22% en moyenne.

+ Le second type d'extrême-droite se compose de femmes, de personnes de dix-huit - vingt ans ou de quarante ans et plus, de diplômés (mais pas de l'enseignement supérieur), de personnes disposant d'un patrimoine important, d'inactifs. Les membres de ce type se comptent essentiellement parmi les extrémistes de l'UDF et du RPR (50% et 43% contre 18% au sein du Front National).

Si on essaie de voir comment se distribuent ces différents types au sein de chaque profession, on constate que le fait de posséder les attributs de chaque type d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, multiplié par trois, quatre ou cinq, les probabilités d'extrémisme. Cependant, même si cette probabilité est fortement augmentée dans chacun des cas, les extrémistes continuent à ne constituer qu'une faible minorité au sein de chaque famille politique.

LE PASSAGE A L'ACTE ?

Quel est le comportement de ces extrémistes, du moins leur comportement déclaré, seul saisi par les sondages ? Votent-ils pour les partis extrêmes ? Sont-ils favorables à l'action directe voir violente ? Autrement dit, au delà des fins proclamées, quels sont les moyens qu'ils privilégient ?

Dans quelle mesure le profil que nous avons tracé de ces extrémistes est-il conforme aux hypothèses que nous évoquions au départ ?

Quel est leur poids électoral ?

Sur le premier point, celui des comportements, nous nous servons d'une enquête post-électorale du CEVIPOF effectuée, après le deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988, auprès d'un large échantillon d'un peu plus de 4 000 français âgés de 18 ans et plus. Et nous reprendrons les mêmes indicateurs que ceux de l'enquête OIP, en croisant la préférence partisane et la position sur l'échelle gauche-droite à ceci près que l'échelle est en sept positions et non en dix.

Une question de l'enquête portait sur les modes d'action :

"Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions ou leur revendications, pouvez-vous me dire pour chacun d'entre eux, si vous l'approuveriez ou pas, au moins dans certaines circonstances : faire grève, occuper un bâtiment administratif, refuser de payer les impôts, participer à des manifestations dans la rue, peindre des slogans sur les murs, provoquer des dégâts matériels ?" (Annexe IV, tableau 4).

Ces différents moyens apparaissent, aux yeux des enquêtés, plus ou moins légitimes. S'ils sont 66% à approuver la grève, ils ne sont déjà plus que 50% à participer à des manifestations dans la rue, 28% à occuper un bâtiment administratif, 24% à refuser de payer les impôts, 7% à peindre des slogans sur des murs, et 1% seulement à provoquer des dégâts matériels.

Ce qui caractérise les extrémistes de gauche, c'est que sur tous ces moyens proposés, des moins aux plus radicaux, ils sont toujours plus nombreux que la moyenne à les préconiser. Il y a toutefois une nette différence entre les extrémistes de gauche proches de l'extrême-gauche, et ceux qui se disent proches du PC. Ces derniers privilégient la grève, et les manifestations de rue, démonstrations de force collective classiques des partis ouvriers. Les extrémistes proches de l'extrême-gauche sont au contraire en faveur de moyens plus radicaux : occuper un bâtiment administratif, refuser de payer les impôts, peindre des slogans sur les murs, et provoquer des dégâts matériels.

Quant aux extrémistes de droite, ils sont paradoxalement beaucoup moins radicaux, sauf sur deux points : le refus de payer ses impôts (24% dans l'échantillon, 36% à l'extrême-droite, 42% chez les proches du FN), et la provocation de dégâts matériels, (1% dans l'échantillon, 3% à l'extrême-droite, 6% à l'extrême-droite proche du FN).

Electoralement, les différences sont encore plus tranchées (Annexe IV, tableau 5). Comme on pouvait s'y attendre, les extrémistes de gauche, au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, ont voté en majorité pour les candidats de la

gauche. Ceux proches de l'extrême-gauche, en particulier, ont voté à 50% pour les candidats de l'extrême-gauche, Laguiller, Boussel, ou Juquin.

Quand aux extrémistes de droite, ils ont en majorité voté pour les candidats de la droite. Les extrémistes de droite proches du FN, en particulier, ont voté à 83% pour Le Pen.

Mais il y a une différence importante entre extrémistes de gauche et de droite. Les premiers se distinguent par un taux élevé de non participation électorale (non-inscrits, non-votants, ou refus de répondre). Le total atteint 28% contre 19% dans la moyenne de l'échantillon, alors qu'il n'est que de 12% chez les extrémistes de droite, nettement plus participationnistes que ceux de gauche.

* *

*

Au total, nos résultats ne confirment pas les hypothèses de départ. Les extrémismes ne se rejoignent pas et les dissemblances l'emportent largement sur les ressemblances, surtout quand on éclate chacun des groupes extrémistes par famille politique. Les seuls points où ils se rencontrent sont, paradoxalement, le pessimisme à l'égard de l'avenir, les extrémistes de gauche se montrant aussi pessimistes que ceux de droite, et la volonté de changer la société et l'ordre établi, certains extrémistes de droite se montrant aussi révolutionnaires sur ce point que ceux de gauche.

Les extrémistes ne se recrutent ni chez les marginaux, ni chez les déclassés. On les trouve chez les actifs plus que chez les chômeurs, chez ceux qui ont un certain niveau de diplôme, surtout à l'extrême-gauche, et chez ceux qui ont un certain niveau de patrimoine, surtout à l'extrême-droite.

Les ouvriers sont plus représentés chez les non-extrémistes de gauche que chez les extrémistes. Quant aux petits commerçants, ils sont moins représentés chez les extrémistes de droite proches du FN que chez ceux proches de l'UDF ou du RPR, alors même qu'ils sont nettement sur-représentés dans l'électorat de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.

Quant au poids de ces extrémistes dans les différents électorsats, il est relativement négligeable (Annexe IV, tableau 6) : 15% des électeurs de Le Pen se situent à l'extrême-droite sur l'échelle gauche-droite, 34% se déclarent proche du Front national, 11% d'entre eux, seulement, combinent ces deux caractéristiques. Les électeurs de Laguiller, Boussel, ou Juquin se situent pour 13% à l'extrémité gauche de l'échelle gauche-droite, 8% se disent proches d'un parti d'extrême-gauche, 6%, seulement, combinent ces deux caractéristiques.

Les extrémistes, que nous avons étudiés, représentent donc une faible proportion de l'électorat français. Mais ils constituent le noyau dur d'un extrémisme structurel, indépendant des variations électorales. Une question supplémentaire demeure, celle de savoir comment on passe de ces noyaux durs à la nébuleuse des électeurs qui votent pour un candidat de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite. Sur quelles bases se font ces ralliements, sous l'influence de quels éléments conjoncturels ? Il faudrait comparer systématiquement les extrémistes qui se définissent comme tels (proximité partisane, position sur l'échelle gauche-droite) mais ne votent pas nécessairement pour les partis dont ils se réclament, et les électeurs des partis et des candidats de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite, qui, pour la plupart, ne se définissent pas comme "extrémistes".

Nonna MAYER,
Annick PERCHERON

A N N E X E I

Population :

- enquêtes OIP réalisées en novembre 1987.
 - échantillon construit par agrégation de :
 - 17 enquêtes régionales représentatives de 700 individus (soit toutes les régions métropolitaines moins la Bretagne, la Basse-Normandie, l'Auvergne, la Bourgogne et la Corse),
 - + une enquête nationale représentative de 2000 individus.
- soit, au total : 13.959 individus.
- enquêtes sur quota : âge, sexe, profession du chef de famille, catégorie de communes après stratification par département.
 - échantillon non pondéré.

A N N E X E II**I. Indicateurs d'extrémisme****A. Echelle gauche - droite**

On classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre qui va de la gauche à la droite.

Vous, personnellement, où vous situez-vous sur cette échelle ?

Gauche / 01 / 02 / 03 / 04 / 05 / 06 / 07 / 08 / 09 / 10 /
Droite

Sans opinion / 11 /

ont été pris en considération les individus s'étant placés dans les cases 01 et 10.

B. Proximité partisane

Voici une liste des partis ou mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou, disons, le moins éloigné ?

- Parti communiste (PC)
- Extrême-gauche
- Parti socialiste (PS)
- Mouvement des radicaux de gauche (MRG)
- Union pour la démocratie française (UDF)
- Rassemblement pour la République (RPR)
- Centre national des indépendants (CNI)
- Front national (FN)
- Mouvement écologiste
- Sans opinion

II. Indices d'opinion**A. Libertés et droits fondamentaux de gauche**

Il serait très grave de supprimer :

- le droit de vote
- le droit de grève
- la liberté de la presse
- les syndicats
- le droit de manifester

B. Libertés et droits fondamentaux de droite

Il serait très grave de supprimer :

- la liberté de la presse
- la liberté de se mettre à son compte
- les écoles libres
- l'héritage

C. Refus du changement et peur de l'autre

- La peine de mort devrait être rétablie : tout à fait d'accord
- La religion est un domaine où on ne devrait pas faire de changement : tout à fait d'accord
- Le maintien de la famille telle qu'elle a toujours existé est la chose la plus importante de toutes : tout à fait d'accord
- Les travailleurs immigrés et leur famille devraient être intégrés dans la société française le plus vite possible : pas d'accord du tout

D. Refus des normes et des conventions sociales

- Vivre en couple hors mariage n'est pas du tout condamnable
- L'homosexualité n'est pas du tout condamnable
- L'avortement n'est pas condamnable
- La drogue n'est pas tout à fait condamnable

E. Refus de l'ordre établi

- Je suis partisan d'une société sans hiérarchie et sans chef (positions 4 et 5 sur un axe allant de 1 à 5)
- Je pense qu'il faut changer complètement la société (position 1 sur un axe allant de 1 à 5)

F. Confiance dans les institutions

a plutôt confiance dans :

- l'école
- la justice
- les syndicats
- la police
- l'église
- l'armée
- le patronat
- l'administration
- les partis politiques
- les banques
- les élus
- les entreprises
- les médias

G. Implication dans le jeu politique

- Inscrit sur les listes électorales
- est membre ou serait prêt à être membre d'un parti politique
- trouverait très grave la suppression du droit de vote
- s'intéresse beaucoup à la politique
- a confiance dans les partis politiques
- a confiance dans les élus

H. Militantisme

- Fait partie ou serait prêt à faire partie de :
- une association pour la défense des Droits de l'homme
 - une association religieuse
 - une association pour la défense de l'environnement
 - une association pour la paix et le désarmement
 - un syndicat ou une organisation professionnelle
 - un parti politique
 - un mouvement de consommateurs
 - une association d'entraide humanitaire

I. Pessimisme

- Est pessimiste pour :
 - . son propre avenir
 - . celui de ses enfants
 - . celui de la France
 - . celui de sa région
- A l'impression qu'on vit moins bien qu'avant

III. Indices sociologiques**A. Attributs d'extrême-gauche**

- Homme
- 21 - 44 ans
- CAP, BAC, BAC + 2, Supérieur
- Actif
- Peu de patrimoine* (aucun ou 1 seul élément)

B. Attributs d'extrême-droite (premier type)

- Homme
- 18-20 / 40 ans et plus
- CEP, BEPC, BAC
- Etudiant, actif
- Beaucoup de patrimoine* (2 éléments ou plus)

C. Attributs d'extrême-droite (deuxième type)

- Femme
- 18-20 / 40 ans et plus
- Sans diplôme ou diplômes au dessous du supérieur
- Retraitée, femme au foyer
- Beaucoup de patrimoine* (2 éléments ou plus)

(*) L'importance du patrimoine est mesurée à partir des éléments suivants:

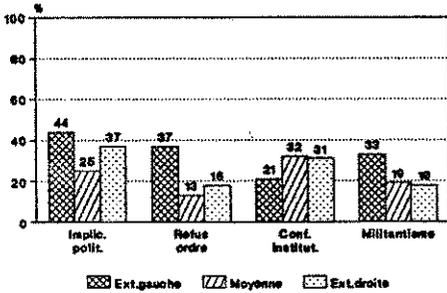
- propriétaire du logement principal
- propriétaire d'une résidence secondaire
- possession d'un livret de caisse d'épargne ou d'un compte sur livret
- possession de valeurs mobilières
- possession de parts de SICAV
- possession de biens immobiliers de rapport
- possession d'une entreprise, de fonds de commerce, de terre

sont considérés comme ayant peu de patrimoine ceux qui ne possèdent aucun de ces biens ou un seul d'entre eux, quel qu'il soit; sont considérés comme ayant beaucoup de patrimoine ceux qui possèdent deux au moins de ces biens, quels qu'ils soient.

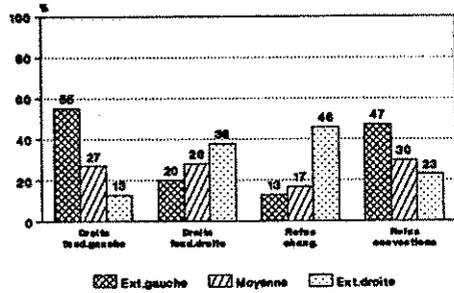
ANNEXE III

**EXTREME-GAUCHE (position 1 sur l'axe gauche-droite)
ET EXTREME-DROITE (position 10 sur l'axe gauche-droite)**

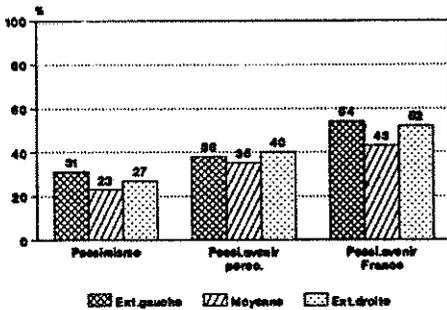
Attitudes de l'extrême gauche et de l'extrême droite



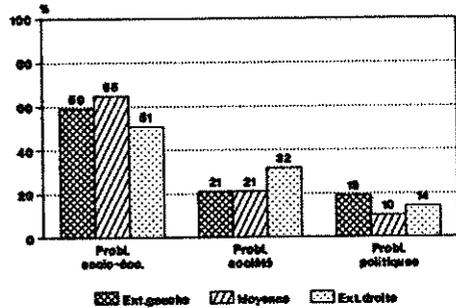
Valeurs de l'extrême gauche et de l'extrême droite



Pessimisme



Principaux sujets d'inquiétude



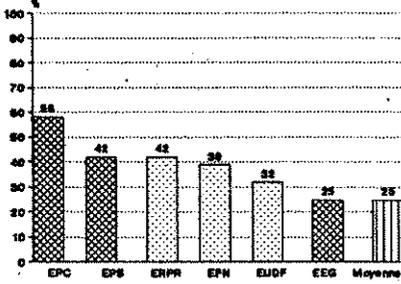
POSITIONS EXTREMES SUR L'ECHELLE GAUCHE-DROITE ET PREFERENCES PARTISANES

%	1	2 - 9	10	Autres	N
				ss.opin.	
PC	17	77	-	6	742
EG	36	57	-	7	138
PS/MRG	4	91	-	5	3723
UDF	-	91	3	6	1493
RPR	-	89	6	5	1993
FN	1	51	36	12	400
Ecolog.	1	71	1	27	843
Sans op.	1	38	1	60	4120

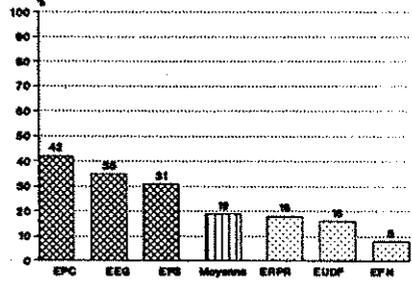
%	PC	EG	PS/MRG	UDF	RPR	FN	Ecolo	Autres	N
								ss.op.	
1	30	12	37	-	-	1	2	18	417
10	-	-	4	13	32	41	2	8	347

EXTREMISMES DE GAUCHE ET DE DROITE

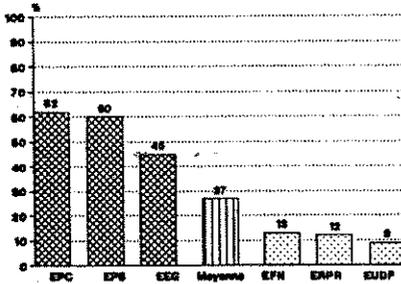
Implication dans le jeu politique



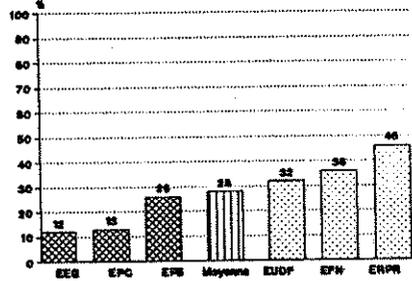
Militantisme



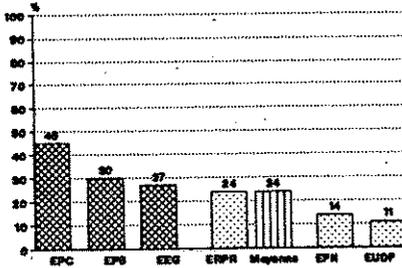
Les droits fondamentaux pour la gauche



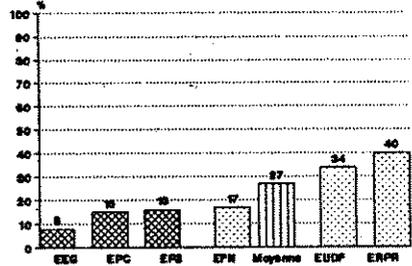
Les droits fondamentaux pour la droite



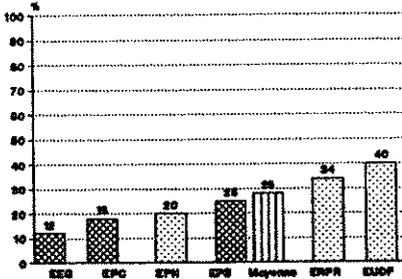
Institutions ayant la confiance de la gauche



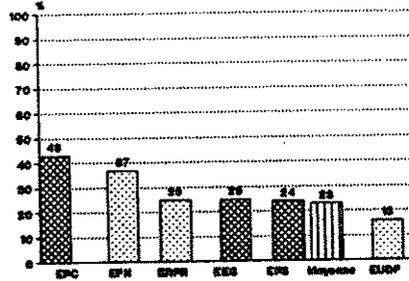
Institutions ayant la confiance de la droite



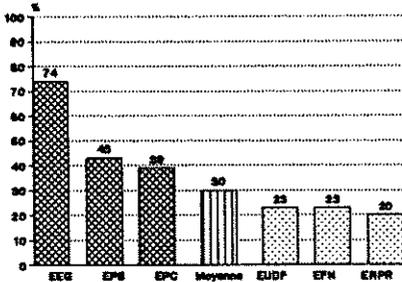
Confiance dans les institutions



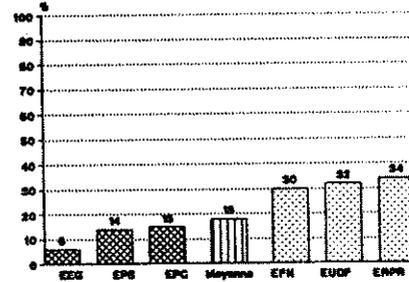
Pessimisme



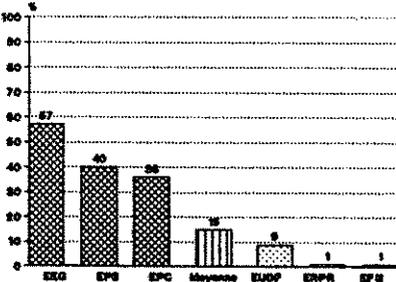
Refus des conventions sociales



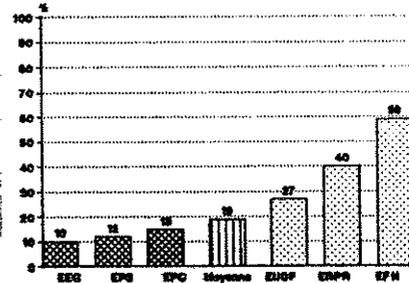
Alégarisme des mesures



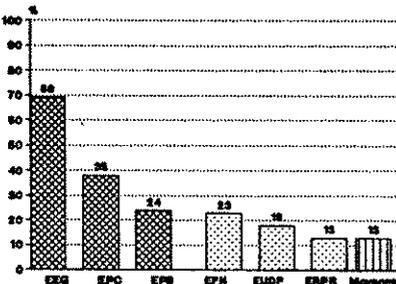
Ouverture au changement - Indépendance



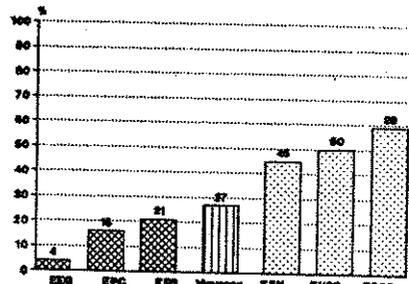
Peur de l'autre-Peius du changement



Refus de l'ordre établi



Optisme de l'ordre établi



**EXTREMISMES DE GAUCHE ET DE DROITE :
REponses A DES QUESTIONS PARTICULIERES**

PRINCIPAL SUJET D'INQUIETUDE

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: - Problèmes socio-économiques :	:	:	:	:	:	:	:
: (chômage et coût de la vie) :	: 65 :	: 47 :	: 69 :	: 64 :	: 48 :	: 52 :	: 49 :
: - Problèmes de société :	:	:	:	:	:	:	:
: (Sida, violence, drogue) :	: 23 :	: 16 :	: 19 :	: 21 :	: 37 :	: 34 :	: 31 :
: - Problèmes politiques :	:	:	:	:	:	:	:
: (Intérieurs et extérieurs) :	: 10 :	: 36 :	: 20 :	: 17 :	: 12 :	: 12 :	: 29 :
: - Aucun :	: 2 :	: - :	: 1 :	: - :	: 5 :	: 3 :	: 5 :
: - Sans opinion :	: 1 :	: - :	: 2 :	: - :	: - :	: 1 :	: 1 :
: N = :	:13.959 :	: 49 :	: 123 :	: 154 :	: 44 :	: 112 :	: 142 :

IMPLICATION DANS LE JEU POLITIQUE

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: - Non inscription sur les :	:	:	:	:	:	:	:
: listes électorales :	: 12 :	: 27 :	: 5 :	: 10 :	: 12 :	: 7 :	: 12 :
: - Fort intérêt pour la :	:	:	:	:	:	:	:
: politique :	: 36 :	: 61 :	: 66 :	: 58 :	: 39 :	: 55 :	: 63 :

LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: Droit de grève :	: 47 :	: 67 :	: 81 :	: 75 :	: 14 :	: 23 :	: 30 :
: Droit de manifester :	: 48 :	: 67 :	: 77 :	: 75 :	: 25 :	: 40 :	: 35 :
: Syndicats :	: 41 :	: 65 :	: 78 :	: 71 :	: 27 :	: 24 :	: 22 :
: Droit de vote :	: 72 :	: 71 :	: 84 :	: 86 :	: 75 :	: 71 :	: 75 :
: Liberté de se mettre à son :	:	:	:	:	:	:	:
: compte :	: 76 :	: 63 :	: 70 :	: 81 :	: 80 :	: 88 :	: 84 :
: L'héritage :	: 57 :	: 27 :	: 46 :	: 53 :	: 66 :	: 75 :	: 71 :
: Les écoles libres :	: 46 :	: 25 :	: 33 :	: 34 :	: 64 :	: 66 :	: 61 :

MILITANTISME

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: Défense Droits de l'Homme :	: 42 :	: 76 :	: 58 :	: 65 :	: 48 :	: 27 :	: 17 :
: Paix et désarmement :	: 53 :	: 74 :	: 75 :	: 73 :	: 50 :	: 46 :	: 41 :
: Syndicats :	: 33 :	: 63 :	: 63 :	: 56 :	: 16 :	: 33 :	: 32 :
: Association religieuse :	: 20 :	: 6 :	: 4 :	: 12 :	: 48 :	: 35 :	: 20 :

ATTITUDE A L'EGARD DU CHANGEMENT ET A L'EGARD DES AUTRES

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: La peine de mort :	:	:	:	:	:	:	:
: - doit être rétablie (1) :	: 35 :	: 25 :	: 31 :	: 23 :	: 48 :	: 63 :	: 77 :
: - ne doit pas être rétablie(4) :	: 24 :	: 59 :	: 45 :	: 51 :	: 16 :	: 7 :	: 6 :
: Les travailleurs immigrés :	:	:	:	:	:	:	:
: - doivent être intégrés le :	:	:	:	:	:	:	:
: plus vite possible (1) :	: 24 :	: 61 :	: 41 :	: 49 :	: 23 :	: 13 :	: 9 :
: - ne doivent pas être inté-	:	:	:	:	:	:	:
: grés (4) :	: 18 :	: 16 :	: 13 :	: 11 :	: 23 :	: 46 :	: 69 :
: - La religion est un domaine :	:	:	:	:	:	:	:
: où il ne faut pas faire de :	:	:	:	:	:	:	:
: changements (1) :	: 26 :	: 14 :	: 20 :	: 24 :	: 46 :	: 38 :	: 43 :
: - La famille telle qu'elle a :	:	:	:	:	:	:	:
: toujours existé doit être :	:	:	:	:	:	:	:
: maintenue (1) :	: 62 :	: 35 :	: 55 :	: 57 :	: 66 :	: 74 :	: 78 :

ATTITUDES A L'EGARD DES CONVENTIONS SOCIALES

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: - l'homosexualité n'est pas :	:	:	:	:	:	:	:
: du tout condamnable (4) :	: 29 :	: 69 :	: 38 :	: 42 :	: 27 :	: 25 :	: 21 :
: - L'avortement n'est pas du :	:	:	:	:	:	:	:
: tout condamnable :	: 32 :	: 65 :	: 52 :	: 55 :	: 25 :	: 29 :	: 30 :

ATTITUDES A L'EGARD DE L'ORDRE SOCIAL ET POLITIQUE

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: - Pour une société avec une hiérarchie et des chefs (1)	: 29 :	: 69 :	: 38 :	: 42 :	: 27 :	: 25 :	: 21 :
: - Il faut changer complètement la société (1)	: 13 :	: 49 :	: 48 :	: 24 :	: 11 :	: 16 :	: 35 :

PESSIMISME

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: Avenir de la France (3+4)	: 43 :	: 61 :	: 64 :	: 41 :	: 43 :	: 44 :	: 65 :
: Propre avenir (3+4)	: 35 :	: 29 :	: 45 :	: 34 :	: 34 :	: 37 :	: 43 :

CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

	: Ens. :	: Gauches extrêmes :			: Droites extrêmes :		
		: EEG :	: EPC :	: EPS :	: EUDF :	: ERPR :	: EFN :
: L'Armée	: 61 :	: 16 :	: 42 :	: 47 :	: 61 :	: 87 :	: 73 :
: La police	: 65 :	: 25 :	: 46 :	: 55 :	: 66 :	: 80 :	: 59 :
: La justice	: 47 :	: 16 :	: 29 :	: 42 :	: 43 :	: 48 :	: 30 :
: Les banques	: 66 :	: 33 :	: 50 :	: 63 :	: 75 :	: 77 :	: 54 :
: Le patronat	: 44 :	: 18 :	: 15 :	: 24 :	: 66 :	: 72 :	: 50 :
: L'Eglise	: 52 :	: 16 :	: 24 :	: 38 :	: 71 :	: 66 :	: 40 :
: L'école	: 80 :	: 63 :	: 73 :	: 83 :	: 73 :	: 72 :	: 61 :
: Les syndicats	: 34 :	: 55 :	: 68 :	: 51 :	: 14 :	: 25 :	: 20 :
: Les élus	: 47 :	: 31 :	: 50 :	: 47 :	: 52 :	: 56 :	: 35 :
: Les partis politiques	: 17 :	: 18 :	: 42 :	: 20 :	: 14 :	: 27 :	: 19 :

LES EXTREMISTES : DONNEES SOCIOLOGIQUES ET CULTURELLES

**DISTRIBUTION DES ATTRIBUTS SOCIOLOGIQUES DES EXTREME-GAUCHES OU DES
EXTREME-DROITES AU SEIN DES GROUPES PARTISANS EXTREMES OU NON**

Attributs d'extrême-gauche (Homme, 21-44 ans, diplômés, pas de patrimoine, activité professionnelle)

	0 + 1	2	3	4 + 5
Extrêmes extrême-gauche	10	27	14	49
Extrêmes PS	19	21	20	40
Extrêmes PC	19	22	24	35
Autres extrême gauche	16	23	33	29
Autres PS	26	23	23	28
Autres PC	23	25	24	27
Ensemble	29	24	23	25

Attributs d'extrême-droite (1° type) (Homme, 18-20/40 ans et plus, diplômés mais pas CAP, pas sup., fort patrimoine, activité professionnelle)

	0 + 1	2	3	4 + 5
Extrêmes Front National	6	22	34	39
Extrêmes RPR	12	25	30	34
Autres RPR	12	24	34	31
Autres UDF	12	23	35	30
Autres Front National	17	28	31	25
Extrêmes UDF	16	23	39	23
Ensemble	18	28	32	22

Attributs d'extrême-droite (2° type) (Femme, 18-20/40 ans et plus, diplômées mais pas sup., fort patrimoine, inactivité professionnelle)

	0 + 1	2	3	4 + 5
Extrêmes UDF	2	21	27	50
Extrêmes RPR	6	20	32	43
Autres RPR	11	21	28	41
Autres UDF	12	21	27	41
Autres FN	18	26	32	24
Extrêmes FN	18	32	31	18
Ensemble	15	25	28	33

PROFESSION DE LA PERSONNE INTERROGEE ET EXTREMISMES

	Sans opinion	Agric.	Pt.com artisans	Cad.Sup Prof.Lib	Cadres moyens	Employés	Service	Ouvriers	Inactifs
EG Ex	6	4	4	8	18	10	14	31	4
A	3	5	2	7	10	18	8	33	15
PC Ex	4	2	7	2	19	11	8	39	7
A	2	2	2	2	9	15	14	46	8
PS Ex	2	3	4	10	21	14	8	29	8
A	4	4	5	8	18	17	9	26	10
UDF Ex	5	-	18	9	11	21	2	14	21
A	3	10	11	11	17	16	7	13	12
RPR Ex	2	7	16	13	12	15	13	12	12
A	4	12	13	9	14	16	8	15	12
FN Ex	7	4	11	10	14	14	10	25	6
A	8	4	11	6	9	14	5	33	11
Ensemble	5	6	8	7	14	16	9	23	13

PRATIQUE RELIGIEUSE ET EXTREMISMES

	Régul.	Irrég.	Occas.	Non Prat croyants	Non Prat non croy.	Sans religion	Autres sans opin.
Ex.G Ex	-	2	4	20	25	43	6
A	-	5	21	24	12	28	10
PC Ex	1	1	9	24	29	35	2
A	2	3	17	28	22	23	5
PS Ex	2	4	18	27	23	17	8
A	4	5	23	32	18	13	5
FN Ex	7	3	21	37	16	13	4
A	5	8	22	32	16	11	5
RPR Ex	15	9	33	30	5	5	3
A	16	10	33	26	7	4	4
UDF EX	21	11	21	36	5	5	-
A	16	13	27	28	8	5	4
Ensemble	8	7	25	30	14	11	6

Régul. = cathol. / messe tous les dimanches (ou samedi)

Irrég. = cathol. / messe quelquefois par mois

Occas. = cathol. / messe de temps en temps, pour les grandes fêtes

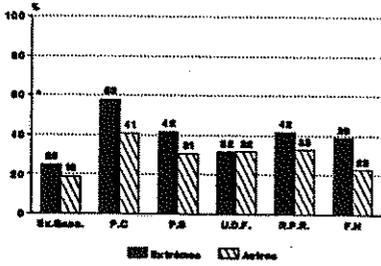
Non Prat. croyants = cathol. n'allant pas à la messe mais croyants

Non prat. non croy. = cathol. n'allant pas à la messe et ne croyant pas

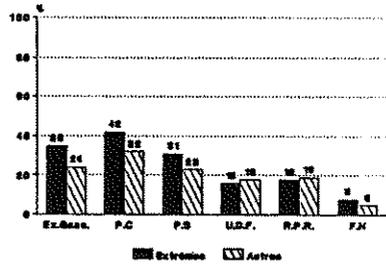
Sans religion

**GROUPES EXTREMES ET NON EXTREMES
AU SEIN DE CHAQUE FAMILLE POLITIQUE**

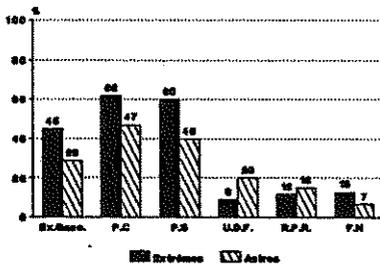
Implication politique



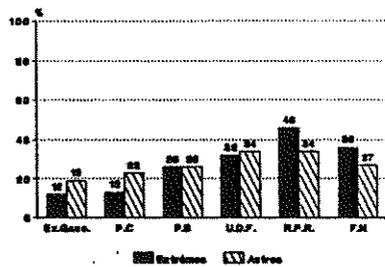
Militantisme



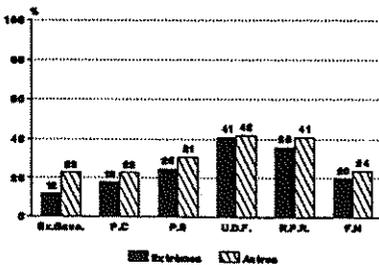
Droits fondamentaux de gauche



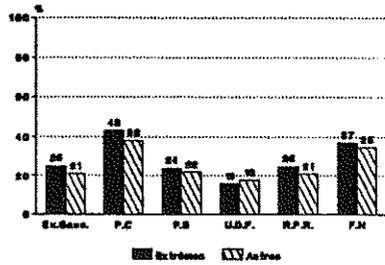
Droits fondamentaux de droite



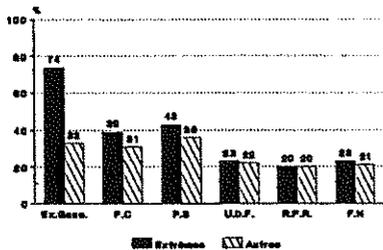
Confiance dans les institutions



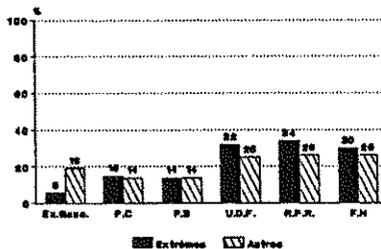
Poésitisme



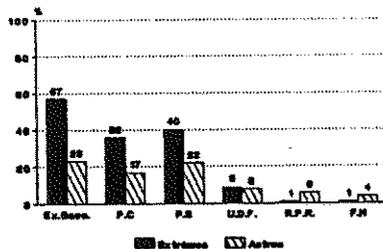
Attitude à l'égard des conventions sociales - Refus -



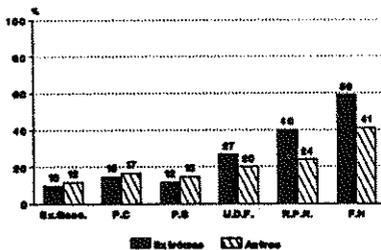
Attitude à l'égard des conventions sociales - Bourgeoisie -



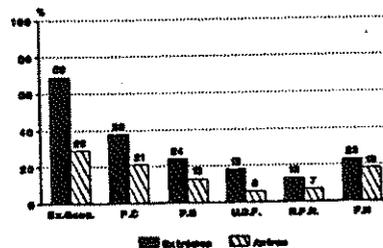
Attitude à l'égard du changement et de l'autre - Acceptation -



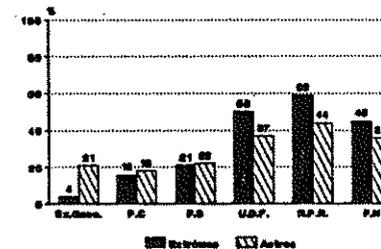
Attitude à l'égard du changement et de l'autre - Refus -



Attitude à l'égard de l'ordre social - Refus -



Attitude à l'égard de l'ordre social - Acceptation -



ANNEXE IV

Tableau 2. Proximités partisanes de 1978 à 1988 (2)

	1978	1982	1988
PSU, extrême-gauche	5	6	1
PC	14	7	5
PS, MRG	26	29	41
UDF	19	9	11
RPR	17	11	18
Écologistes	4	4	4
Extrême-droite, FN	1	1	4
Aucun	10	20	11
SR	6	14	6
	(4507)	(1515)	(4832)

Sondages CEVIPDF-SDFRES post-électorales, à l'exception de celui de 1982, auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population française de 18 ans et plus, et limités aux inscrits en 1978.

Tableau 1. Poids électoral de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite de 1958 à 1988 (% des suffrages exprimés)

Élections:	Extrême-gauche	Extrême-droite
Lég. 1958		2,6
Lég. 1962	2,0	0,8
Pré. 1965	-	3,2
Lég. 1967	2,2	0,6
Lég. 1968	4,0	0,1
Pré. 1969	4,7	-
Lég. 1973	3,2	0,5
Pré. 1974	2,7	0,8
Lég. 1978	3,3	0,8
Eur. 1979	3,1	1,3
Pré. 1981	3,4	-
Lég. 1981	1,2	0,3
Eur. 1984	3,7	11,0
Lég. 1986	1,5	10,1
Pré. 1988	4,4	14,4
Lég. 1988	0,4	9,0

Source: Département d'études politiques du Figaro.

Champ: France entière sauf pour 1986 (métropole)

Tableau 3. Auto-classement sur l'échelle gauche-droite (2)

	Gauche 1	2	3	4	5	6	7	Droite SR
1972 (1200)	2	11,1	20,0	27,1	18,0	4,4	0,5	15,3
1978 (4587)	2,2	14,8	25,2	25,9	20,6	6,1	0,6	4,6
1982 (1515)	2,2	12,8	25,7	27,5	15,0	4,8	1,0	11,0
1988 (4832)	2,5	10,9	28,1	28,1	16,6	8,0	2,5	3,4

Sondages CEVIPOF-SOPRES, post-électorales en 1978 et 1988, hors période électorale en 1972 et 1982, auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population française de 18 ans et plus, limités aux inscrits en 1978.

Tableau 4. Moyens d'action selon la position sur l'échelle gauche droite et la proximité partisane (2)

Approuveraient de:	T		Exg Exg	PC	PS	RPR	FN	
	Ex6	Exd						
Faire grève	66	86	39	89	94	81	42	44
Participer à des manifestations dans la rue	58	74	36	78	83	61	39	38
Occuper un bâtiment administratif	28	56	19	78	67	33	18	31
Refuser de payer les impôts	24	35	36	61	25	28	32	42
Peindre des slogans sur les murs	7	23	3	56	11	14	0	4
Provoquer des dégâts matériels	1	6	3	17	6	3	0	6
	(4832)	(100)	(99)	(18)	(36)	(31)	(48)	

Sondage post-électoral CEVIPOF-SOPRES après le second tour de l'élection présidentielle de 1988, échantillon national représentatif des Français en âge de voter, non redressé.
Exg: position 1 sur l'échelle gauche/droite
Exd: position 7 sur l'échelle gauche/droite

Tableau 5. Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 selon la position sur l'échelle gauche/droite et la proximité partisane (2)

% ↓	Vote 1988:	T		Exg		Exd		Exg		Exd							
		Exg	Exd	PC	PS	PC	PS	RPR	FN								
	Laguiller, Bousssel, Juquin	3	28	0	56	8	17	0	0	13	-	6	2	4	-	-	(158)
	Lajoinie	5	36	0	17	81	11	3	0	19	-	2	16	2	-	-	(185)
	Mitterrand	32	23	1	6	6	53	0	2	2	0	0	0	1	-	0	(1382)
	Maechter	4	4	0	0	0	0	3	0	3	-	-	-	1	-	-	(155)
	Barre	12	0	0	0	0	0	0	0	-	2	-	-	-	1	-	(496)
	Chirac	16	0	24	0	0	0	0	0	0	15	0	-	-	2	11	(357)
	Le Pen	9	1	55	0	0	0	0	19	2	2	1	0	1	0	1	(743)
	Non vote, SR	19	16	12	28	6	17	3	15	2	2	0	1	1	1	1	(4832)
	Total	(4832)	(100)	(99)	(18)	(36)	(36)	(31)	(48)	2	2	0	1	1	1	1	(4832)

Sondage post-électoral CEVIPOF-SOPRES après le second tour de l'élection présidentielle de 1988, échantillon national représentatif des Français en âge de voter, non redressé.
Exg: position 1 sur l'échelle gauche/droite
Exd: position 7 sur l'échelle gauche/droite

